

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

**22 décembre 1989 : la dictature  
bureaucratique de Ceausescu s'effondre**



**PROBLEMES DE LA  
REVOLUTION ROUMAINE**

Nouvelle série, n° 605, janvier 1990 - Prix : 30 F

SELIO

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

I. Présentation	p. 5
I. Repères chronologiques	p. 9
II. « Et l'ennemi nous était favorable »	p. 17
III. Timisoara, 17 décembre récit d'un comité d'usine	p. 19
IV. Rumanie : la révolution	p. 21
<b>22 décembre 1989 : la dictature bureaucratique de Ceausescu s'effondre</b>	
du capitalisme et du Parti	p. 21
V. Les femmes et les luttes dans la révolution	p. 27
VII. Conseil des travailleurs de la révolution et comités d'usine	p. 43
IX. Pourquoi la révolution roumaine n'a pas été socialiste	p. 45
XI. Une situation révolutionnaire Conclusion	p. 57

## PROBLEMES DE LA REVOLUTION ROUMAINE

XI. Une situation révolutionnaire Conclusion	p. 57
Annexe : Accord entre le Comité du Conseil général de la IV <sup>e</sup> Internationale (CGI) et les ensembles	p. 76
de la révolution roumaine	p. 81

# ЭПЯВАЛ

СУВЕРЕННОСТЬ ДЛЯ ВСЯКИХ СОВРЕМЕННИКОВ  
секция: инновации в TV. Интерактив  
(Серия: инновации в телевидении)

тогда же стала ясна. Но поскольку пока  
еще неизвестно, когда или каким образом  
появится такая новинка, лучше уж подождать.

Чтобы подождать, можно смотреть на то, что  
же люди делают в других странах. Их опыт  
может помочь нам избежать ошибок.

Более подробно о том, как это сделать, вы можете  
узнать, обратившись в Ассоциацию телевидения и радио  
СССР.

## ДИЗАЙН ДЕЛА РЕВОЛЮЦИИ ДИНАМИКА

## SOMMAIRE

Présentation .....	p. 5
I. Repères chronologiques .....	p. 9
II. « Le terrain nous était favorable » .....	p. 17
III. Timisoara, 17 décembre (récit d'un comité d'usine) .....	p. 19
IV. Bucarest, 21 décembre .....	p. 23
V. La révolution des comités .....	p. 27
VI. Le régime abattu, c'est celui de la double dictature du stalinisme et du FMI .....	p. 31
VII. Les femmes et les jeunes dans la révolution .....	p. 37
VIII. Conseil du Front du salut national et comités d'usine : la question du pouvoir .....	p. 43
IX. Pourquoi cela a-t-il commencé à Timisoara ? (ou le problème des nationalités) .....	p. 55
X. Une question centrale : la propriété sociale .....	p. 61
XI. Une situation mondiale nouvelle .....	p. 67
Conclusion .....	p. 75
Annexe : Adresse de la session du Conseil général de la IV <sup>e</sup> Internationale (CIR) réuni en janvier 1990 .....	p. 81

Certes, l'appareil stalinien n'a pas encore enterré. Le royaume bureaucratique est cependant touché à mort. Sa puissance est d'ores et déjà suffisamment affaiblie pour que « l'ordre » meurtri s'en trouve modifié. Des paysages qui semblaient figés depuis des décennies sont aujourd'hui, un peu plus de quelques mois, parfois en quelques jours, transformés de fond en comble. D'autres suivront. Les plus grands changements restent à venir.

La parenthèse se referme. Troisièmement, à qui revient le mérite d'avoir appliquée la méthode marxiste d'analyse des classes sociales et de leur conflit à une formation sociale historiquement analysée (la bureaucratie), devrait venir plus de cinqante ans la bureaucratie stalinienne comme une formation sociale produite d'un « accident » de l'histoire, une classe qui ne pouvait d'aucune manière représenter une étape progressive dans l'évolution de l'humanité. Il s'agissait, nous a enseigné Trotsky, d'une formation sociale transitoire, pouvant déboucher sur deux situations diamétralement opposées : ou bien la bureaucratie stalinienne, conformément à sa nature d'organe bourgeois dans l'Etat ouvrier, parviendrait à parvenir de nouveau à la liquidation de la propriété sociale et à la restauration du capitalisme, et cela malgré tout.

## SOMMAIRE

Présentation	p. 8
Le Réseau d'information	p. 9
II. « La famille sous état favorable »	p. 12
III. Timbres, 17 documents	p. 17
(écrits dans le courrier d'usage)	
IV. Générale, 21 documents	p. 23
V. La légalisation des courriers	p. 25
VI. La législation espagnole, c'est-à-dire la double dictature	p. 28
Un avertissement de la FMI	p. 31
VII. Tous les types de lessements dans la légalisation	p. 32
Un Conseil du Front du salut national	p. 43
et courriels d'usage : la démission du bureau	
X. Pourquoi cette révolution à Timbres ?	p. 55
Non je propose une usine à timbres	
XI. Une distribution centrale	p. 61
je propose deux types	
XII. Une situation monégasque normale	p. 68
Conclusion	p. 75
Annexe : Adresse de la session du Conseil national	p. 81
de 15-16. Février 1980	

# Présentation

Ce numéro de *La Vérité* présente un caractère un peu exceptionnel. Rédigé en quelques jours, il est porté par le souffle puissant des bouleversements révolutionnaires à l'œuvre à l'Est de l'Europe et, singulièrement, en Roumanie. Son urgence est dictée par la rapidité avec laquelle les choses évoluent, imposant de tenter une première appréciation, certes incomplète, mais nécessaire et soumise à la discussion, de ces événements. Urgence dictée, également, par la décision de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction), le PCI, de convoquer, pour les 10 et 11 février 1990, des Journées d'études sur le thème : « 1990 : la révolution se lève à l'Est de l'Europe. »

Pourquoi ces Journées d'études, auxquelles sont invités à prendre part des militants de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne, de RDA, d'URSS et de Chine ? Les marxistes n'ont rien à craindre des faits, au contraire. Toute inflexion du cours de l'histoire appelle de leur part une investigation méthodique, un examen des faits dépourvu de toute complaisance, avec la volonté de vérifier, de manière scientifique, le programme qui est le leur, à la lumière de ces nouveaux développements. Ce qui est vrai pour la moindre inflexion l'est, encore plus, pour la situation politique mondiale qui, en ce basculement de décennie, aura vu s'opérer le tournant majeur de ce demi-siècle de l'histoire de l'humanité.

Le tournant majeur : écrire cela, serait-ce faire une concession à l'excès de superlatifs qui caractérise, par exemple, le monde des médias ? Nous ne le pensons pas. Si nous parlons *du* tournant de l'histoire de l'humanité, c'est parce qu'il marque la fin d'une parenthèse historique de plus d'un demi-siècle. Nous voulons dire l'effondrement du stalinisme.

Certes, l'appareil sanglant n'est pas encore enterré. Le monstre bureaucratique est cependant touché à mort. Sa puissance est d'ores et déjà suffisamment affaiblie pour que « l'ordre » mondial s'en trouve modifié. Des paysages qui semblaient figés depuis des décennies sont aujourd'hui, en quelques mois, parfois en quelques jours, bouleversés de fond en comble. D'autres suivront. Les plus grands changements restent à venir.

La parenthèse se referme. Trotsky, à qui revient le mérite d'avoir appliquée la méthode marxiste d'analyse des classes sociales et de leur conflit à une formation sociale historiquement nouvelle (la bureaucratie), décrivait voilà plus de cinquante ans la bureaucratie stalinienne comme une formation sociale produit d'un « accident » de l'histoire, une couche qui ne pouvait d'aucune manière représenter une étape progressiste dans l'histoire de l'humanité. Il s'agissait, nous a enseigné Trotsky, d'une formation sociale transitoire, pouvant déboucher sur deux situations diamétralement opposées : ou bien la bureaucratie stalinienne, conformément à sa nature d'organe bourgeois dans l'Etat ouvrier, parviendra à ouvrir la voie à la liquidation de la propriété sociale et à la restauration du capitalisme, et cela marquera alors

un recul social et politique généralisé pour la classe ouvrière mondiale ; ou bien la classe ouvrière, par la révolution politique, chassera la bureaucratie corrompue et parasitaire et établira son propre pouvoir, ouvrier et démocratique.

L'alternative, en ces premiers jours de 1990, est loin d'être dénouée. Elle est même posée, avec une acuité particulière, dans tous les processus à l'œuvre à l'Est de l'Europe.

Mais la « transition » stalinienne touche à son terme. L'effondrement de cette force conservatrice majeure de l'ordre mondial mine toutes les institutions qui, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont été mises en place dans le seul but d'opprimer et d'exploiter. La division du monde suivant le partage des tâches à Yalta et Potsdam — et la division de l'Allemagne qui en constitue, symboliquement, l'expression la plus élevée — tend aujourd'hui à être submergée par l'unité de combat entre les travailleurs et les peuples de l'Est et de l'Ouest. Les « blocs », les dictatures, les alliances anti-ouvrières et anti-populaires, tous sont aujourd'hui soumis aux coups de butoir des mouvements qui voient des millions d'hommes et de femmes déferler et s'unir pour vaincre.

La « transition » stalinienne touche à son terme. Toutes les questions tendent aujourd'hui à se situer à nouveau sur le terrain des intérêts des classes en présence, et de leur inévitable antagonisme. Certes, le monde entier a applaudi à l'insurrection victorieuse du peuple roumain. Tous applaudissent. Mais peut-on ne pas voir que deux camps, pourtant, sont en présence ?

Gouvernements, capitalistes, médias ont multiplié les variations à l'infini sur le thème de la faillite du socialisme, du communisme et du marxisme réunis. Aucun ne croit sincèrement, bien sûr, que la dictature sanglante de Ceausescu, le « bon élève du FMI », ait quoi que ce soit de commun avec le combat séculaire des travailleurs pour leur libération sociale. Mais il est dans l'ordre des choses que la classe des exploiteurs se serve, aussi longtemps que possible, de l'aide précieuse que lui fournit l'appareil du stalinisme lorsqu'il tache du sang ouvrier des drapeaux qui portent, de manière usurpée, la référence à l'idéal émancipateur de la classe ouvrière.

La limite de cette opération médiatique et propagandistique, c'est qu'il s'agit là de mots, de simples mots.

L'histoire enseigne que l'on peut tout faire dire à des mots, y compris le contraire de ce qu'ils veulent dire. Mais il en va autrement des faits.

C'est pourquoi les marxistes s'attachent aux faits qui, seuls, peuvent rétablir leur véritable contenu aux mots. Les faits, et eux seuls, permettent d'établir le contenu social (c'est-à-dire de classe) de la révolution roumaine. Dans quel camp faut-il ranger une révolution dont les premières mesures arrachées par les ouvriers sont : la suppression du salaire au rendement, l'abolition du travail le samedi et le dimanche et de la semaine de 48 heures, l'abolition du rationnement dans la fourniture de l'électricité et du chauffage des familles populaires, c'est-à-dire l'abrogation des infâmes mesures anti-ouvrières et anti-populaires que le dictateur Ceausescu imposait au peuple en vertu de sa décision d'appliquer jusqu'au bout les directives du FMI ?

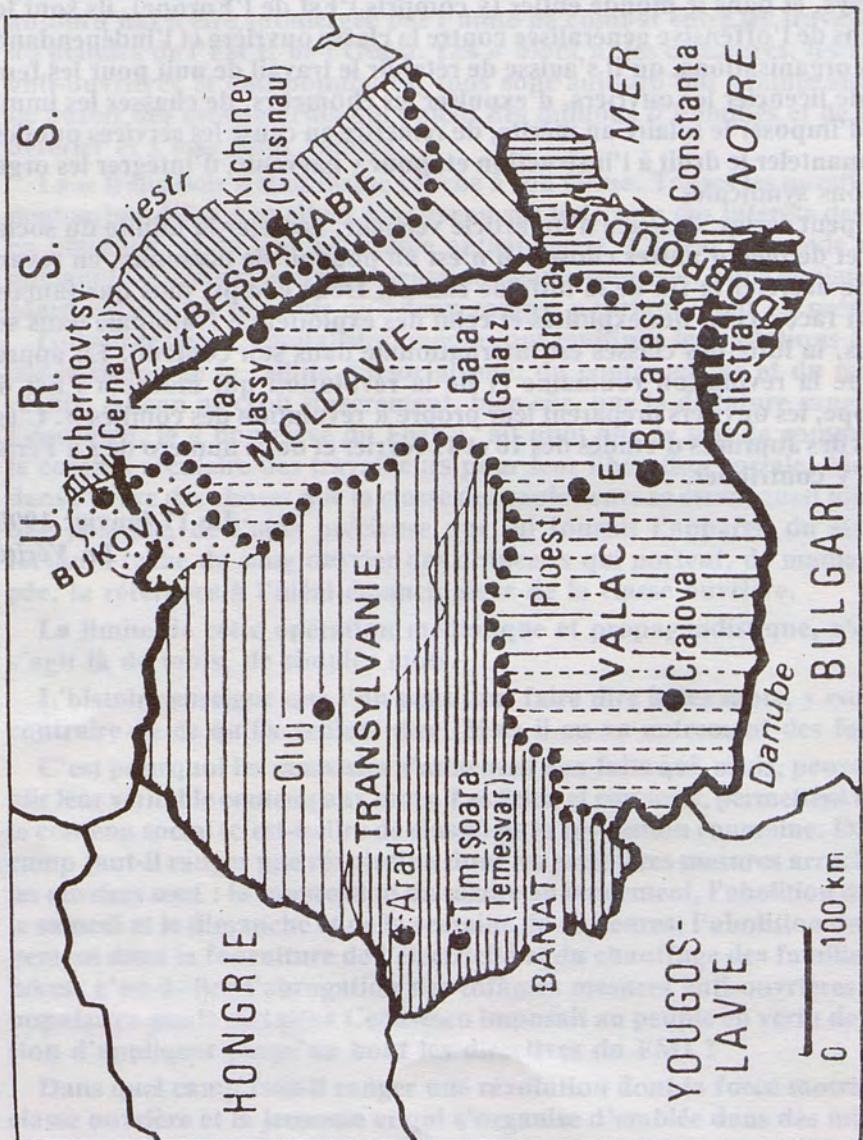
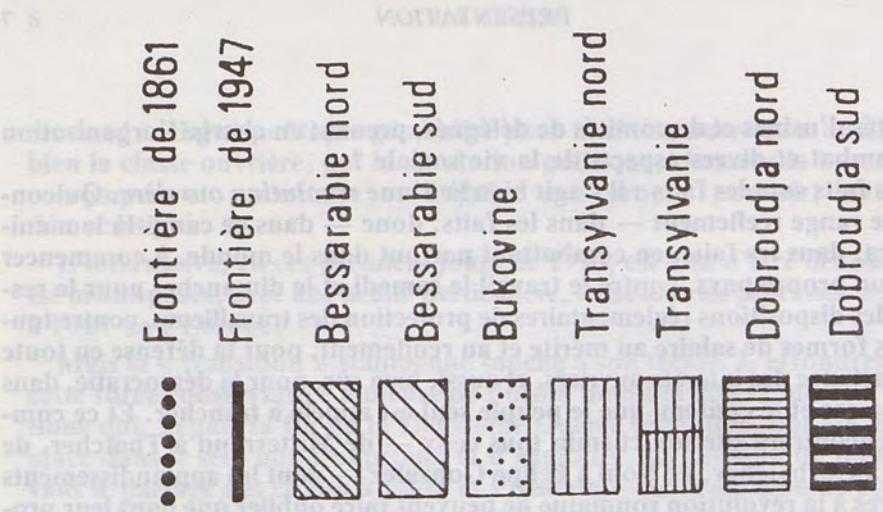
Dans quel camp faut-il ranger une révolution dont la force motrice est la classe ouvrière et la jeunesse et qui s'organise d'emblée dans des milliers de

comités d'usines et de comités de délégués, prenant en charge l'organisation du combat et divers aspects de la vie sociale ?

Les faits sont les faits : il s'agit bien là d'une *révolution ouvrière*. Quiconque se range réellement — dans les faits, donc — dans ce camp-là le manifesterà, dans les faits, en combattant partout dans le monde, à commencer par son propre pays, contre le travail le samedi et le dimanche, pour le respect des dispositions réglementaires de protection des travailleurs, contre toutes les formes de salaire au mérite et au rendement, pour la défense en toute circonstance des intérêts ouvriers, et aussi, bien sûr, pour la démocratie, dans les formes et le contenu que le peuple seul est appelé à trancher. Et ce combat rencontrera sur son chemin tous ceux — de Mitterrand à Thatcher, de Bush à Gorbatchev, de Kohl à Felipe Gonzalez — dont les applaudissements sonores à la révolution roumaine ne peuvent faire oublier que dans leur propre pays, et dans le monde entier (y compris l'Est de l'Europe), ils sont les artisans de l'offensive généralisée contre la classe ouvrière et l'indépendance de ses organisations, qu'il s'agisse de rétablir le travail de nuit pour les femmes, de licencier les ouvriers, d'expulser les chômeurs, de chasser les immigrés, d'imposer le salaire au mérite, de remettre en cause les services publics, de démanteler le droit à l'instruction et, pour y parvenir, d'intégrer les organisations syndicales.

On peut certes, l'espace d'un article vengeur, décréter la faillite du socialisme et de bien d'autres choses. Il n'est au pouvoir de personne, en revanche, de décréter la fin de la lutte de classes. Deux camps, plus que jamais, se font face : celui des exploités et celui des exploiteurs. Nationale dans ses formes, la lutte des classes est internationale dans son contenu. En apprenant de la révolution roumaine et de la révolution qui monte à l'Est de l'Europe, les ouvriers préparent leur propre « révolution des comités ». C'est le sens des Journées d'études des 10 et 11 février et de ce numéro de *La Vérité* que d'y contribuer.

Le 11 janvier 1990,  
*La Vérité.*



# I. Repères chronologiques

## Jusqu'en 1944

La Roumanie se forme en 1859 par la réunion des principautés de Moldavie et de Valachie. La formation de ce nouvel Etat doit se comprendre dans le contexte de l'ensemble des Balkans et du réveil des nationalités au lendemain des guerres napoléoniennes. La Roumanie, comme l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne et la France, connaîtra la révolution de 1848. La lutte des classes, l'extension du capitalisme en Europe et donc l'émergence de la classe ouvrière, mine, dans toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les deux empires (austro-hongrois en Transylvanie et ottoman en Moldavie et Valachie) qui se font face en Roumanie, ainsi que l'empire russe qui s'était agrandi de la Bessarabie en 1812.

Engagée pendant la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Entente (Grande-Bretagne, Russie, France), la Roumanie sortira agrandie, en 1920, de la Transylvanie, y compris le Banat, et de la Dobroujda nord. Elle s'engage militairement contre l'éphémère République des conseils de Hongrie, et son armée ne se retire de Budapest que pour laisser la place à l'amiral Horthy. Le 9 avril 1918, après une intervention de l'armée roumaine appuyée par l'Entente, la Bessarabie avait été détachée de ce qui allait devenir l'URSS ; elle n'y retournera qu'en 1944, accompagnée de la Bucovine.

Pendant la Seconde Guerre mondiale (qui voit la dictature pro-nazie d'Antonescu se ranger dans le camp de Hitler), nouvelles modifications de frontières : occupation de la Bessarabie et de la Bucovine par Staline, avec l'accord de Hitler, puis la Hongrie récupère la Transylvanie nord, et la Bulgarie la Dobroujda sud. La Roumanie de 1947 est issue de l'ordre de Yalta.

Aujourd'hui, dans ce pays, outre des Roumains (Moldo-valaques) majoritaires, on trouve des Magyars (Hongrois) — près de 8,5 % en Transylvanie —, des Allemands (Saxons) implantés depuis le milieu du XII<sup>e</sup> siècle (environ 2 %, notamment dans les villes de Transylvanie) et aussi des Ukrainiens, Russes, Bulgares, Tsiganes et Serbes.

## De 1944 à 1972

Comme les autres pays d'Europe, la Roumanie n'échappe pas à la montée révolutionnaire de l'après-Stalingrad.

Mai 1944, la Roumanie se couvre de groupes de partisans et de « comités d'entreprises », le Parti communiste roumain se rapproche du groupement libéral de Tatarescu, ses représentants, ceux de la monarchie et de l'armée remettent en selle le roi Michel I<sup>er</sup> à l'occasion d'une réunion secrète les 13 et 14 juin 1944. Le 20 août, l'Armée Rouge entre en Roumanie, le 23 l'insurrection est déclenchée, le gouvernement pro-nazi des deux Antonescu est arrêté. Proclamation du roi Michel I<sup>er</sup>.

Les groupes d'ouvriers armés et l'armée régulière progressent dans la majeure partie du pays. Les troupes de l'URSS entrent le 31 août 1944 dans Bucarest libéré. Le PCR propose un Front national démocratique devenu Bloc des partis démocratiques (BPD), sur injonction de l'URSS, des USA et de la Grande-Bretagne.

Entre temps, il y a eu les accords de Yalta et surtout de grandes manifestations violemment réprimées dans plusieurs villes, la première réforme agraire, les décrets-lois sur les salaires et les prix et... la « grève royale » d'août 1945, Michel I<sup>er</sup> refuse de promulguer les décisions du nouveau gouvernement.

Le BPD obtient 79,86 % aux élections parlementaires.

Proclamation de la République populaire de Roumanie le 30 décembre 1947...

En février 1948, congrès d'unification du parti stalinien et du parti social-démocrate (comme en RDA, Hongrie, Pologne...). Nationalisation des principales entreprises le 11 juin 1948. Le 30 août, la « Direction générale de la Sécurité du peuple » est créée ; le 23 janvier 1949, la « milice populaire ». Lancement d'un programme de collectivisation forcée de l'agriculture (en 1960, 82 % des terres devaient relever du « secteur socialiste »). Vagues d'exclusions et de procès de 1952 à 1956...

La révolution hongroise de 1956 se répercute sous forme de manifestations à Bucarest, Jassy, Cluj et Timisoara...

Le 22 mars 1965, près de 10 ans après l'adhésion de la Roumanie à l'ONU, N. Ceausescu succède à Gheorghiu-Dej à la tête du parti stalinien. Désormais, N. Ceausescu collectionne, pour lui puis pour sa famille, les postes de responsabilités et titres honorifiques. Il entretient des relations avec l'URSS et la Chine, reçoit de Gaulle (en pleine grève générale de 1968 !), Nixon et Golda Meir... La Roumanie est le seul Etat d'Europe de l'Est à maintenir ses relations diplomatiques avec Israël au lendemain de la « guerre des six jours », ce qui a amené, au moment de la chute du dictateur, Shimon Peres, dirigeant sioniste, à rappeler les éléments positifs de sa politique « étrangère ». En 1968, sans rompre avec le Kremlin, Ceausescu condamne l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Cette décision, qui répond sans aucun doute aux aspirations du peuple roumain, permet à Ceausescu de se présenter en quelque sorte comme un chef d'Etat « rénovateur ».

## 1972 : adhésion au FMI

En 1971, la Roumanie adhère au GATT (accord général sur le commerce international), en 1972 au FMI et à la BIRD, entre temps elle autorise la constitution de sociétés mixtes. En 1974, les 9 Etats du Marché commun d'alors lui accordent des préférences douanières généralisées ; les USA, la clause de la nation la plus favorisée. C'est l'âge d'or des relations commerciales franco-roumaines.

Mais en 1977, les 35 000 mineurs de la vallée du Jiu en grève amènent Ceausescu en personne à négocier. La répression s'abat ensuite sur les grévistes comme sur les membres du SLOMR, syndicat indépendant, en 1979.

En 1982, N. Ceausescu se lance dans une politique de remboursement forcené de la dette extérieure et fait adopter, parallèlement à des mesures de restriction, la loi « d'accord global » liant les salaires à la productivité et faisant disparaître toute référence à un salaire minimum (1983) ; des grèves éclatent dans les mois qui suivent. Les remaniements ministériels se succèdent, les minorités sont prises dans le collimateur, le plan de « restructuration » des campagnes datant de 1972 est accéléré. L'application de la loi de 1983 rencontre une résistance croissante.

## De Brasov à Timisoara

La période de 1987 à 1989 voit s'accroître les restrictions en vue de rembourser la dette extérieure. Le régime procède à un véritable désinvestissement qui entraînera une chute de plus de 21 % de son produit national brut de 1982 à 1984. La production d'électricité a été militarisée, le chauffage ne permet que 12 degré dans les logements urbains. L'utilisation des réfrigérateurs l'hiver est interdite et parfois l'utilisation de voitures particulières.

C'est en 1987 qu'ont lieu les premières grèves et manifestations : en octobre 1987, premières grèves à Brasov. Le 15 novembre, 20 000 ouvriers de l'usine « Etandard rouge » manifestent « pour le pain et la liberté, contre Ceausescu », le régime répond par la répression, c'est l'émeute. Des morts, des blessés, 400 arrestations au moins, les étudiants manifestent en solidarité avec les ouvriers. Manifestations aussi à Cluj et Timisoara ; à Craiova, des inscriptions « Faites comme à Brasov », des tracts dans 94 villes, mouvements de grève dans plusieurs centres industriels, « incidents » à Bucarest...

Ces mesures s'accompagnent d'une politique d'assimilation forcée des Hongrois, camouflée dans le programme de « systématisation » dont le but avoué est de récupérer 300 000 hectares de terres cultivables : le 31 mai 1988, 400 communes et 7 000 villages sont visés... surtout des villages hongrois de Transylvanie. Fin juin, 50 000 personnes manifestent à Budapest ; quelques jours après, le consulat hongrois à Cluj est fermé. Le contrôle de la frontière hungaro-roumaine est accru pour empêcher l'exode des Roumains de souche hongroise : 10 000 en quelques mois. Le 28 août 1988, N. Ceausescu rencontre son homologue hongrois K. Grosz à Arad ; quatre mois plus tard, on apprend que 1 600 réfugiés avaient été renvoyés en Roumanie par le gouvernement de Budapest en 1988. On annonce aussi des déplacements de classes de lycéens de langue hongroise.

Pendant ces deux ans, à plusieurs reprises, d'anciens responsables du PC et de l'Etat roumains émettent des critiques à l'égard de la politique de Ceausescu.

En novembre 1989, après un congrès du PC « au carré », Ceausescu met sur la table le problème de la Bessarabie. Les pressions sur les opposants s'accroissent jusqu'à la décision de déporter L. Tökés, pasteur de la minorité hongroise, déjà arrêté en août.

## Du 16 au 25 décembre 1989

### Samedi 16 décembre

Un millier de personnes manifestent à Timisoara pour empêcher la déportation de Laszlo Tökés, un pasteur membre de la minorité hongroise. Les soldats chargent la foule.

### Dimanche 17

10 000 personnes prennent d'assaut les bâtiments officiels, brûlant les livres et portraits de Ceausescu. La répression est sanglante ; la ville est quadrillée par les blindés ainsi qu'Oradea et Cluj.

### Mardi 19

Rassemblement dans les usines, nouveaux coups de feu à Timisoara et Arad ; patrouilles dans les rues de Bucarest.

### Mercredi 20

Plus de 10 000 personnes manifestent à Timisoara. La grève s'étend à d'autres villes. Dans la soirée, Ceausescu, de retour d'Iran, reconnaît que l'armée est intervenue à Timisoara. Selon lui, « pour riposter contre des hooligans ». L'état d'urgence est décreté dans la région.

Interrogé par l'AFP, un « expert soviétique des affaires européennes » estime que « l'après-Ceausescu pourrait être encore plus préoccupant que la situation actuelle, le vide politique en Roumanie fait craindre l'émergence d'une dictature militaire avec tous les dangers que cela comporte, notamment sur le plan des relations entre les différentes communautés ».

**Jeudi 21**

Ceausescu convoque un meeting à Bucarest, retransmis à la télévision ; des dizaines de milliers de personnes ont été amenées là pour apporter leur soutien au « conducteur ».

Des cris, des sifflets fusent, l'émission est interrompue. Lorsqu'elle reprend, Ceausescu tente d'annoncer quelques mesures sociales anodines ; plusieurs milliers de personnes scandent alors : « *A bas les assassins !* », « *Nous sommes le peuple !* », « *Mort au tyran !* », « *Liberté !* », « *Timisoara !* ». L'émission est arrêtée. Les forces spéciales dispersent violemment la manifestation. Des cortèges se forment, aussitôt attaqués par la Securitate. Dans la soirée, des milliers de personnes sont toujours regroupées au centre de Bucarest. On entend des rafales d'armes automatiques, des hélicoptères survolent la ville, des chars font leur apparition.

A Timisoara, un « Comité pour la démocratie socialiste » est constitué par des intellectuels, artistes, avocats et ouvriers. La ville est aux mains des insurgés qui demandent des élections libres, des sanctions contre les responsables de la répression, la présence de journalistes étrangers, la publication des revendications dans toute la presse roumaine. Le Comité a rencontré le premier ministre de la région. La grève est générale, seuls les produits de première nécessité sont fournis. 150 000 personnes manifestent.

La grève, la contestation et la répression s'étendent aux autres villes du pays.

D'après le ministre hongrois de la Défense : « *La direction roumaine et la direction de l'armée se désintègrent.* »

M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'URSS, déclare que si les informations faisant état de plus de mille morts en Roumanie se confirmaient, l'Union soviétique exprimerait sa « *compassion* » et ses « *regrets* » (AFP).

Son homologue chinois, M. Jin Guihua, déclare : « *Nous croyons que la Roumanie est à même de régler de manière appropriée ses propres affaires.* » (AFP).

De son côté, M. Richard Boucher, porte-parole du Département d'Etat des USA, déclare que : « *Les derniers événements remettent sérieusement en cause la poursuite des liens restants dans les domaines de la coopération économique et scientifique. Nous sommes en train d'examiner avec attention nos prochaines mesures.* » (AFP).

**Vendredi 22**

**Bucarest, 8 heures**, des colonnes de manifestants, venus de toute la ville et de sa banlieue, convergent vers le centre : « *L'armée est avec nous !* » « *Nous sommes le peuple !* ». La police ouvre le feu.

**10 h 50**, l'état d'urgence est proclamé ; la radio annonce le « *suicide* » du ministre de la Défense, accusé de trahison. Des milliers de manifestants sont rassemblés, grimpent sur les chars. « *Les soldats paraissent désorientés* » (TASS).

**11 heures**, le centre de la ville est noir de monde, l'armée fraternise, la police se retire.

**11 h 40**, Corneliu Manescu annonce qu'un « *Front de salut de la patrie* » a pris le pouvoir.

**11 h 50**, l'immeuble du comité central du Parti communiste roumain est évacué sous la protection de la Securitate.

**12 heures**, la foule envahit le Palais de la République.

**12 h 05**, la télévision annonce le départ de Ceausescu.

**12 h 45**, on annonce que le dictateur se serait enfui en hélicoptère. Les frontières sont ouvertes.

**13 heures**, la foule prend d'assaut le siège du comité central du PCR et le Conseil d'Etat voisin.

**14 h 04**, AFP, Moscou, toujours selon M. V. Perfiliev, « *Il est important d'évi-*

*ter toute perte de vie humaine en Roumanie (...). Il y a des dangers de débordements même dans la joie.* » Il rappelle la résolution adoptée en fin de matinée par le Congrès des députés du peuple selon laquelle le problème devait être réglé « *dans un esprit de tolérance* ».

**16 h 45**, Ion Iliescu annonce l'arrestation de Nicolae et Elena Ceausescu.

**17 heures**, le Comité de salut national annonce qu'il se maintiendra jusqu'à l'organisation d'élections libres.

**17 h 26**, AFP, Prague, V. Havel lance un appel « *aux peuples roumains* » : « *Demandez une juste punition, mais pas la mort pour le dictateur Ceausescu (...). Arrêtez la vague de violence pour éviter qu'elle inonde l'Europe.* »

**17 h 40**, l'immeuble de la télévision est mis en état de défense par 2 000 soldats rejoint par de nombreux civils.

**18 heures**, le chef d'état-major de l'armée annonce que : « *La Securitate n'existe pratiquement plus* » et que « *Les troupes du ministère de l'Intérieur sont placées sous le commandement du ministère de la Défense.* »

Nicu Ceausescu est arrêté à Sibiu ; il est montré à la télévision dans la soirée.

A Timisoara, « *le pouvoir populaire a un air d'Octobre 1917* » (*Libération*). Le comité organise les patrouilles qui fouillent les passants et les véhicules pour voir s'ils ne transportent ni armes ni alcool. Le peuple est armé.

Une manifestation anti-Ceausescu se produit à Kitchinev, capitale de la Moldavie soviétique.

Le Front du salut national présente son programme : élections libres en avril, mise en place d'une nouvelle Constitution, abolition du rôle dirigeant du PCR, « *système pluraliste* », intégration des principes de rentabilité et de recours à l'initiative privée. La « République socialiste de Roumanie » devient la « Roumanie ».

**23 heures**, des combats font rage dans tout le pays et semblent tourner à l'avantage du peuple (armé) et de l'armée.

### Samedi 23

La Securitate tente d'investir l'immeuble de la télévision. L'attaque est finalement repoussée après que le Comité du Front du salut national (CFSN) ait « *appelé les habitants à descendre dans la rue pour défendre l'immeuble de la radio-télévision* ». Le chef d'état-major de l'armée annonce que « *l'armée et le peuple contrôlent la situation dans la majeure partie du pays* ».

Des combats extrêmement violents, parfois à l'arme lourde, se poursuivent dans tout le pays contre les éléments de la Securitate. A Bucarest, ceux-ci se déplacent grâce à un réseau de souterrains qui relient la plupart des bâtiments officiels de la ville et le métro. Ils disposent de stocks de munitions, de vivres, d'uniformes militaires et de vêtements civils. Leur équipement et leur entraînement sont très supérieurs à ceux de l'armée. Partout, des civils guident les soldats pour neutraliser les tireurs embusqués sur les toits.

A Timisoara, où des charniers viennent d'être découverts, plusieurs dizaines de milliers de personnes occupent en permanence la place devant l'Opéra où siège le Comité et font face aux agressions des agents de la Securitate. Seuls l'approvisionnement en pain et en lait, les transports publics et les hôpitaux fonctionnent. Le central téléphonique, pris entre les tirs de la Securitate et de l'armée, a pratiquement cessé de fonctionner.

De Suisse, l'ex-roi Michel lance un appel à M. Gorbatchev et aux troupes du Pacte de Varsovie pour qu'ils interviennent contre « *l'agression étrangère (...) menée notamment par des troupes d'élite syriennes et libyennes* » et se déclare « *prêt à servir...* ».

### Dimanche 24

Tôt le matin, la Securitate tente de prendre le contrôle de l'aéroport international.

**9 heures**, plusieurs foyers d'incendie sont actifs à Bucarest.

**12 heures**, l'armée contrôle l'aéroport, les combats de toits se poursuivent.

**14 heures**, I. Iliescu proclame « la révolution victorieuse ». Le CFSN ordonne un cessez-le-feu complet et immédiat sur l'ensemble du territoire roumain. Il appelle la population à s'abstenir d'actes de représailles et précise que seuls les soldats ont le droit de posséder des armes à feu : les civils qui en détiennent sont tenus de les rendre avant le 25 à 15 heures.

**15 heures**, l'arrestation de Zoia, la fille de Ceausescu, est annoncée à la radio.

A Timisoara, une quarantaine d'agents de la Securitate se rendent.

Moscou décide de ne pas intervenir militairement malgré le soutien de Washington et Paris, notamment.

La France reconnaît les nouvelles autorités roumaines.

**18 h 40**, le CFSN donne aux agents de la Securitate jusqu'à lundi 25, 15 heures GMT, pour rendre les armes.

Répondant à une interview pour *Le Figaro* du 25, Paul, petit-fils de Carol I<sup>e</sup> et neveu de Michel, déclare : « Si pour l'anéantir (la Securitate — NDRL) les militaires de la rébellion doivent recevoir l'aide des forces du Pacte de Varsovie, comment pourrions-nous refuser cette aide ? Quoi qu'il en soit, je préférerais que l'aide vienne des pays démocratiques comme la France. »

### Lundi 25

Les combats se poursuivent contre les tireurs embusqués. De violents accrochages ont lieu autour du Palais de la République.

I. Iliescu confirme l'arrestation de N. et E. Ceausescu, qui avait été démentie pendant tout le week-end, et de la « presque totalité des membres du bureau politique du PCR ». « Nous n'avons pas demandé d'aide à l'URSS. Nous sommes en contact constant avec le ministre des Affaires étrangères soviétique. Lui comme nous considérons que l'aide militaire n'est pas nécessaire. »

Agerpress annonce que les autorités du pays auraient reçu un message de l'Eglise catholique roumaine qui leur aurait fait savoir qu'elle « adhérait entièrement » à son programme, et qu'elle ferait « tout son possible pour la construction et le renouveau spirituel » du pays.

30 000 personnes manifestent à Kiev (Ukraine) en soutien au peuple roumain.

G. Bush : « Les USA sont prêts, comme ils l'ont toujours été, à de meilleures relations avec la Roumanie... »

Le CFSN interdit, avec effet immédiat, l'exportation de toute denrée alimentaire.

**19 h 52**, il annonce que N. et E. Ceausescu ont été condamnés à mort et aussitôt exécutés après un procès devant une cour militaire extraordinaire.

Le CFSN donne un bilan des combats : 70 000 morts depuis le 16 décembre.

Les Etats-Unis reconnaissent le nouveau gouvernement roumain, mais d'autres sources annoncent cette reconnaissance par l'ambassade US à Bucarest dès vendredi 22.

## La Securitate

Une place particulière, dans le régime de Ceausescu, était réservée à la sinistre Securitate. Celle-ci était forte de 700 000 agents rémunérés, divisés en deux catégories : les « oiseaux », citoyens corrompus au service du régime, et les corps de la Sécurité elle-même, milice surentraînée, surarmée, disposant de moyens matériels et financiers considérables. La Securitate constituait non seulement une milice d'assassins, mais aussi le pilier central sur lequel reposait tout le régime. C. Dimitresco, un opposant roumain, explique, dans *Libération* du 26 décembre 1989 :

« A l'intérieur de l'appareil totalitaire, les fonctionnaires de la Sécurité d'Etat occupent la position clé, même s'ils ne peuvent pas toujours en retirer tous les avantages. Ils centralisent l'information concernant leurs concitoyens et leurs collègues de l'appareil du parti et de l'Etat, ils exercent le monopole de la violence en temps

de paix, et ils composent la seule instance qui connaisse précisément les orientations, les décisions et la situation réelle du pouvoir à chaque instant. La Sécurité ne se tient pas seulement au-dessus des lois, mais aussi au-dessus de l'appareil ; elle ne partage les priviléges de l'information et de la quasi-impunité qu'avec quelques personnages du cercle restreint de la haute direction.

Rien d'étonnant alors à ce que ses membres profitent souvent de leur position dans le système pour se livrer à des vengeances personnelles, au trafic d'influence, et surtout pour acquérir un maximum d'avantages matériels — par voie légale ou illégale. La saisie ou tout simplement l'appropriation des biens des inculpés, des condamnés ou des expatriés, les pots-de-vin et les échanges de services font partie depuis longtemps de la pratique courante des services de la Sécurité. A son tour, la direction du parti s'assure de la loyauté des prétoiriens en leur attribuant des logements luxueux, des salaires exorbitants et des "missions" à l'étranger. »

C'est à juste titre que Dimitresco souligne que la « Securitate ne se tient pas seulement au-dessus des lois, mais aussi au-dessus de l'appareil » et qu'elle ne partage le privilège de l'information « qu'avec quelques personnages du cercle restreint de la haute direction ».

S'élevant au-dessus de la bureaucratie elle-même, la Securitate, totalement entre les mains de Ceausescu et de son clan, ne dépendant que de lui, était l'instrument nécessaire à la politique livrant la Roumanie au pillage impérialiste. Contrairement aux assertions selon lesquelles cette institution serait l'expression la plus abjecte du communisme, il convient d'y voir l'instrument monstrueux de la politique de soumission à l'impérialisme, d'assujettissement total de l'économie nationale au FMI que, de tous les régimes staliniens, Ceausescu a poussée le plus loin.

En URSS, les élections au Conseil des députés du peuple, qui s'étaient déroulées en 1989, avaient été un succès pour le parti communiste et ses alliés, un échec pour la bureaucratie, tandis qu'en même temps les mouvements libertaires ont obtenu un mouvement de croissance qui fait leur recul Gorbatchev dans la zone en lutte de l'opposition réformiste anti-ouvrière.

En Pologne, une fois après le coup de force du général Jaruzelski destiné à évincer avec Solidarnosc pour envier le pouvoir, de la bureaucratie et de son parti le PDS, les Mouvements de Démocratie se soldent par l'acquisition des deux tiers de l'Assemblée des représentants de Solidarnosc.

En Allemagne de l'Est, les manifestations avaient commencé à Leipzig dès le mois de septembre. Ces manifestations deviennent de plus en plus importantes et finissent par rassembler des centaines de milliers de personnes. Après Leipzig, Dresde, Halle et d'autres villes de RDA connaissent d'importants défilés et, le 9 novembre, le peuple allemand vaincu et épuisé chez le Mün de Berlin qui déclenche la révolution, avec le soutien de l'impérialisme, avait vaincu le 11 novembre 1989 pour empêcher les Allemands de l'Est de faire la révolution bureaucratique et apprendre la victoire de l'Allemagne.

En Tchécoslovaquie, après la violente répression de la manifestation du 17 octobre 1989, c'est la grève générale du 27 novembre qui lance l'avalanche de protestations et révoltes, provoquant une crise dans le régime du PC Č.

En Hongrie, des manifestations aboutissent à la démission de Tibor Scotti, le leader du PCE, et à la création de plusieurs petits partis.

En Hongrie le 10 juillet, à l'heure présente bureaucratique à Budapest, à l'heure Nato, le président du gouvernement révolutionnaire de 1956, perdut par le massacre de Kelenhely 1956.

L'terrain était favorable. Le peuple a été battu le peuple roumain. A n'en point douter, la révolution politique commence dans le futur pays de l'Europe tout comme un courant électrique dans les rangs du peuple roumain.

la force, la force române, et la violence dans le pays. C'est à ce moment-là que le régime de Ceausescu a été démantelé. Il a été démantelé par les forces armées roumaines qui ont été envoyées dans le pays pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest. Les forces armées roumaines ont été utilisées pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest.

Ensuite, il y a eu une révolution dans le pays. C'est à ce moment-là que le régime de Ceausescu a été démantelé. Il a été démantelé par les forces armées roumaines qui ont été envoyées dans le pays pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest. Les forces armées roumaines ont été utilisées pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest.

C'est à ce moment-là que le régime de Ceausescu a été démantelé. Il a été démantelé par les forces armées roumaines qui ont été envoyées dans le pays pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest.

S'il y a eu une révolution dans le pays, c'est à ce moment-là que le régime de Ceausescu a été démantelé. Il a été démantelé par les forces armées roumaines qui ont été envoyées dans le pays pour empêcher l'armée soviétique d'arriver à Bucarest.

Le régime a alors annoncé que les autorités du pays avaient reçu un message de l'ambassade roumaine, qui leur disait que elles « adhéraient entièrement au programme » et qu'elles étaient « tout ce qui est possible pour la construction et le maintien de la sécurité du pays ».

10 000 personnes manifestent à Kiev (Ukraine) en soutien au peuple roumain.

Le 16 octobre 1994, nous avons voté comme ils l'ont toujours fait, à la majorité dans toute la Roumanie.

Le 17 octobre, avec effet immédiat, l'expatriation de toutes sortes d'armes.

Le 18 octobre, que N.-E. B. Gheorghiu a été condamné à mort et a été exécuté après une procédure judiciaire extraordinaire.

Le 19 octobre, un bilan des combats a été fait depuis le 16 octobre.

Le 20 octobre, un nouveau gouvernement roumain, mené par un autre homme politique nommé par l'ambassadeur à Bucarest devant la

## La Securitate

Une place particulière, dans le régime de Ceausescu, était réservée à la sécurité. Celle-ci avait toute une armée de 700 000 hommes et femmes, divisés en deux catégories : les « agents », moyens corrompus au service du régime, et les corps de la sécurité elle-même, police secrète, surveillance, dispensant de moyens matériels et financiers considérables. La Securitate constituait non seulement une milice à l'œuvre, mais aussi un état central sur lequel reposait tout le régime. C. Dimo, dans un document roumain, explique, dans « L'opération du 26 décembre 1989 » :

« A l'instar de l'espion totalitaire, les fonctionnaires de la Sécurité à leur échelon, la position des mêmes, la position, se retrouvent en position de privilégiés. Ils contrôlent l'information concernant leurs collègues et leurs collègues de l'appareil d'État et de l'Etat, ils exercent le monopole de la violence en temps

## II. « Le terrain nous était favorable »

« Nous jouions en terrain favorable, le public était avec nous », ont dit les ouvriers et jeunes de Roumanie après le renversement de Ceausescu.

Par cette métaphore sportive, ils faisaient référence aux vastes mouvements qui se sont déroulés dans tous les pays de l'Est en cette année 1989.

De Prague à Berlin, de Budapest à Berlin, rassemblements massifs et manifestations déterminées se sont succédé, mettant à bas des régimes que l'on nous présentait comme éternels.

Les peuples d'URSS et des pays de l'Est, que les habitués des salons parisiens décrivaient comme abrutis par l'alcool et démoralisés, se sont remis en marche pour leur émancipation, conduisant ainsi à l'effondrement de nombreux partis staliniens.

Et comme en 1953, 1956 et 1968, les peuples ont repris les méthodes traditionnelles de la lutte de classe : grèves, rassemblements, attaque des locaux de la police, constitution d'organisations indépendantes, clubs, associations, syndicats indépendants, comités de grève et partis politiques.

Quant à la bureaucratie dont la domination totalitaire semblait inébranlable, elle était en déroute, incapable de maîtriser la situation, reculant sous la pression de la rue et connaissant des divisions internes toujours plus profondes. Le « public », dont parlent les ouvriers et jeunes de Roumanie, avait ouvert la voie et, d'une certaine façon, montré qu'il était possible de vaincre.

En URSS, les élections au Congrès des députés du peuple, qui s'étaient déroulées en avril, avaient été un échec pour Gorbatchev et ses candidats, un échec pour la bureaucratie, tandis qu'en juillet les mineurs lançaient un puissant mouvement de grève qui faisait reculer Gorbatchev dans la mise en œuvre de ses « réformes » anti-ouvrières.

En Pologne, huit ans après le coup de force du général Jaruzelski destiné à en finir avec Solidarność pour sauver le pouvoir de la bureaucratie et de son parti le POUP, les élections à la Diète se soldent par l'écrasement des candidats du POUP et la victoire des représentants de Solidarność.

En Allemagne de l'Est, des manifestations avaient commencé à Leipzig dès le mois de septembre. Ces manifestations deviennent chaque lundi plus importantes et finissent par rassembler des centaines de milliers de personnes. Après Leipzig, Dresde, Halle et d'autres villes de RDA connaissent d'imposants défilés et, le 9 novembre, le peuple allemand dans son ensemble abat le Mur de Berlin que la bureaucratie du Kremlin, avec le soutien de l'impérialisme, avait érigé le 13 août 1961 pour empêcher les Allemands de l'Est de fuir la terreur bureaucratique et approfondir la division de l'Allemagne.

En Tchécoslovaquie, après la violente répression de la manifestation du 17 novembre, c'est la grève générale du 27 novembre qui rassemble 6 millions de travailleurs et jeunes, provoquant une crise dans l'appareil du PCT.

En Bulgarie, des manifestations aboutissent à la destitution de Théodore Jivkov, le leader du PCB, et à la création de plusieurs partis politiques.

En Hongrie, le 16 juin, a lieu une puissante manifestation à la mémoire d'Imre Nagy, le président du gouvernement révolutionnaire de 1956, pendu par la bureaucratie en 1958.

Le terrain était favorable. Le « public » était avec le peuple roumain. A n'en point douter, la révolution politique commencée dans les autres pays de l'Est a fait passer un courant électrique dans les rangs du peuple roumain.

## Chronologie sur les pays de l'Est

### AVRIL

En URSS, au cours des élections au Congrès des députés du peuple, les candidats du pouvoir sont balayés.

### MAI-JUIN

En Chine, des millions de jeunes et d'ouvriers manifestent dans les grandes villes, assiègent le palais du pouvoir à Pékin, forment des organisations indépendantes, pour dire non à la corruption et aux réformes économiques génératrices de nouvelles inégalités sociales. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les chars de Li Peng écrasent le Printemps de Pékin.

### JUIN

Lors des élections à la Diète polonaise, les candidats du pouvoir sont écrasés. En Hongrie, puissante manifestation à la mémoire d'Imre Nagy, président du gouvernement révolutionnaire de 1956.

### JUILLET

Grève des mineurs de Vorkouta généralisée à tous les mineurs des puits en URSS pour la satisfaction de leurs revendications. Menace de grève dans les transports.

### SEPTEMBRE-OCTOBRE

Début des manifestations de Leipzig, en RDA, qui deviennent chaque lundi toujours plus importantes.

### NOVEMBRE-DECEMBRE

Le 9 novembre, le peuple allemand abat le Mur de Berlin. Le 12 novembre, mots d'ordre en faveur de la réunification de l'Allemagne dans une manifestation de Leipzig. Le 17 novembre, des milliers d'étudiants descendent dans les rues à Prague, en Tchécoslovaquie. La manifestation est violemment réprimée par la police. Puis les manifestations se multiplient. Le 27 novembre, grève générale de 6 millions de travailleurs et jeunes en Tchécoslovaquie. Enormes manifestations en Bulgarie. Le secrétaire général du PC est destitué. Attaques des locaux de la police politique en RDA.

En Roumanie, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 16 décembre pendant plusieurs heures contre le régime de Ceausescu dans les villes d'Arad et Timisoara, proches de la frontière hongroise.

Les manifestants ont scandé des slogans hostiles à Ceausescu, brûlé ses portraits et ses livres. La police est violemment intervenue et les affrontements ont duré plus de 2 heures.

# III. Timisoara, 17 décembre

(Récit d'un comité d'usine)

« Le tout a commencé à Timisoara, le samedi 16 et le dimanche 17 décembre 1989. En réalité, le tout a commencé bien avant. En 1977, aux mines de Valea Jiului. En 1987, à Brasov. Ou à Iasi, ou à Cluj, ou à Turnu Severin, dans bien d'autres villes de Roumanie. Et, pourrait-on dire, bien auparavant. »

Ainsi débute le journal *Actualités roumaines*, nouvelle série, n° 1 (l'une des nombreuses publications créées après la chute de la dictature).

Que s'est-il passé à Timisoara ? Qui mieux que les ouvriers de cette ville peut le raconter ? Nous avons rencontré le comité d'usine de l'usine d'électricité Termesvov. La rencontre a lieu dans l'ancien local du Parti communiste roumain de l'usine, où tous les slogans, emblèmes et photos de l'ancien régime ont été arrachés. Sont présents le président ainsi que plusieurs autres membres du comité. Nous leur laissons la parole.

« Dans la ville, il y avait le pasteur Laszlo Tökés (1), un homme qui disait la vérité. Le gouvernement lui a donné un ultimatum : il devait quitter la ville au plus tard le jeudi 15 décembre. Ce jour-là, les gens sont arrivés devant chez lui pour le protéger. La moitié des personnes étaient hongroises, l'autre moitié roumaines.

Comme personne ne savait quand « ils » viendraient, nous nous sommes installés autour de la maison. Le premier jour, la manifestation était silencieuse. Le lendemain, le samedi 16, la masse a grossi. Tout le monde est venu. 90 % des personnes étaient roumaines. C'est ainsi que la manifestation de sympathie avec le pasteur s'est transformée en manifestation sociale. Car ce jour-là, on a crié « Liberté ». Rien d'autre, mais « Liberté ». Le soir entre 23 heures et minuit, la police et les pompiers sont arrivés. Ils avaient des matraques spéciales, très longues. Ils n'ont pas tiré. Les pompiers ont actionné les jets d'eau. Mais le peuple a repoussé les attaques. Il y a eu six charges, et à chaque fois nous les avons fait reculer. Dès le début, les agents de la Securitate étaient là. Ils nous ont traités de fascistes, de hooligans.

Le dimanche 17, cela a repris de plus belle. Dès le matin, la police et la Securitate ont réussi à encercler la maison. Mais nous avons entouré les policiers. Des milliers de personnes ont formé un grand cercle autour d'eux. Pendant ce temps, les étudiants ont commencé à se rassembler dans la cité universitaire et à scandrer « Liberté ». Les gens qui entouraient la police ont entendu ces cris et ont rejoint les étudiants. Nous sommes partis en manifestation vers le centre de la ville. Et la population a constaté que des magasins avaient été pillés, des voitures détruites. Par qui ? Par des équipes spéciales de la Securitate. Ils voulaient avoir un prétexte pour demander à Bucarest d'intervenir contre les hooligans. Devant cette provocation, la fureur fut immense dans la foule. Les étudiants se sont rassemblés devant le conseil de district. Le peuple s'est regroupé autour des étudiants. Roumains, Hongrois, Allemands, Serbes, nous étions tous là. A droite et à gauche de la maison du conseil, des voitures blindées ont pris position. Les agents de la Securitate se sont mis en place, en uniforme de l'armée. Tous les dignitaires étaient là sur le balcon : le premier secrétaire du parti, l'ancien premier secrétaire, le Premier ministre de la région, et d'autres.

La population criait : « Liberté sans violence, discutez avec nous. » Ils ont refusé

(1) Le pasteur Laszlo Tökés est un représentant de la minorité hongroise qui depuis des années est victime de la répression du régime pour sa défense des droits de cette minorité.

*de nous écouter. Les pompiers ont commencé à actionner les jets d'eau. Cela a été la fin du fair-play. Les femmes ont poussé les premiers rangs de policiers. Les jeunes s'en sont pris aux voitures de la Securitate. Cela a déclenché la bataille. Dimanche après-midi, les fusillades ont commencé. Au début, une femme a crié : « Sur qui tirez-vous ? » Mais ils arrêtaient les manifestants et les fusillaient sur place. Rien qu'à ce moment-là, il y a peut-être eu 4 000 morts. Les manifestants ont pris la maison du parti, ils ont arraché tous les emblèmes du parti. Ces heures ont été les plus cruelles.*

*Les agents de la Securitate tirent des immeubles sur la foule. Les chars, les automitrailleuses commencent à avancer vers la foule. L'après-midi, au sud de la ville, un autre groupe de blindés arrive. Un officier crie qu'il a reçu l'ordre de tirer. Une femme enceinte est écrasée par les chars. A ce moment-là, c'en est fini de l'exigence de la non-violence. Les manifestants bloquent les blindés en introduisant des herbes de fer dans les chenilles des chars. La population bloque les avenues d'accès avec des parkings à vélos, utilisés comme des herbes, avec les trolley-bus.*

*Après cela, la chasse à l'homme a débuté. Les manifestants ont été poursuivis dans les maisons, dans les rues, jusqu'à deux heures du matin au sud, jusqu'à cinq heures du matin dans d'autres quartiers. Dans un immeuble, j'ai vu personnellement un groupe de manifestants qui entraient, les agents de la Securitate ont alors tiré indistinctement sur l'ensemble de l'immeuble. Il y a eu dans cet immeuble 15 morts. Partout, dans tous les quartiers, il y a eu des victimes. Dans notre usine, une ouvrière a été tuée sur place le premier jour. Cela a été un des motifs de l'entrée de notre usine dans la grève.*

*Le dictateur, dans ses discours, parlait sans cesse de l'amour de son peuple. Son amour, on l'entendait tous les jours, sans arrêt, à la radio, à la télévision, dans les journaux (là, un geste de la main de dégoût intraduisible par écrit). Lundi et mardi ont été des journées très dures. L'état d'urgence était décreté. Les agents de la Securitate étaient partout, par petits groupes. Ils avaient ordre de tirer dès qu'il y avait plus de trois personnes regroupées.*

*Dans les usines, le mardi, on a commencé à arrêter le travail. Tous les ouvriers étaient là, mais personne ne travaillait, on discutait. Le mercredi, les usines sont sorties dans la rue. C'est très important. Parce que comme on sortait de l'usine, on ne pouvait pas être des hooligans. Nous étions des ouvriers sortant de l'usine. »*

Arrêtons-nous un instant sur ce récit : au point de départ, une mesure arbitraire, une de plus parmi la multitude. Mais un premier groupe d'une centaine se rassemble pour l'interdire. Et bientôt, la manifestation devient sociale. Les forces de répression, en tirant sur les femmes et les enfants, ont donné elles-mêmes le signal de ce qui s'est ensuite passé.

### « Nous avons osé »

Comme le disent les représentants du comité d'usine, tout s'est passé dans les usines. Plus précisément, tout est parti d'une entreprise, l'usine Optic, une petite usine. Un ouvrier de cette usine explique :

« Mon atelier est le premier à être sorti. Nous sommes descendus dans la cour de l'usine. A la suite, unité par unité, tous les ouvriers sont descendus dans la cour, atelier par atelier, avec des délégués, les maîtres ouvriers. Il fallait oser. Il fallait que quelqu'un commence. On peut se demander pourquoi cela a pris corps ici. C'est la plus petite usine de la ville et tout le monde se connaît. Il y avait une grande unité et la classe ouvrière était très soudée.

Si on s'interroge pour savoir si cela était gagné d'avance, on peut dire qu'il y avait des mécontentements partout, des mécontentements communs. Mais le motif principal, c'est qu'au niveau du résultat de la fabrication, quand nous avons appris que

*la valeur qui revenait aux ouvriers était inférieure au quart de la valeur fabriquée, la douleur était trop grande, le couteau touchait l'os. Un deuxième motif : dans chacun des ateliers, les maîtres ouvriers, des ingénieurs, des techniciens, essayaient d'améliorer ces conditions, de mettre plus de valeur dans le salaire, et bien ceux-là ont été considérés comme des bêtes noires par le régime, mises à l'isoloir, dans des ateliers où ils n'avaient de contacts avec personne.*

*Il faut comprendre que tout le monde était à la limite du débordement. On ne permettait pas à l'ouvrier de s'organiser, mais certains comprenaient que la dernière limite était arrivée. Tous savaient que partout ça bouillonnait, mais personne n'osait encore.*

*Une fois qu'on s'est retrouvés dans la cour, nous avons décidé de sortir dans la rue, drapeau en tête, pour aller chercher les autres usines. »*

En effet, le cortège de cette usine passera selon un parcours étudié devant toutes les entreprises. Et la classe ouvrière va sortir dans les rues.

## **L'affrontement armée-population contre la Securitate**

Le président du Comité de l'usine d'électricité rapporte :

*« L'usine Optic est sortie la première avec des drapeaux.*

*Le cortège de l'usine Optic est passé devant toutes les usines. Un parcours avait été prévu pour cela. En cours de route, les ouvriers faisaient sortir les usines et le cortège se formait. Usine après usine, les cortèges venaient se ranger derrière l'usine Optic. Et tout le monde scandait : "A bas l'analphabète !", "Agent de la Sécurité aujourd'hui, mineurs demain !", "A bas le cordonnier !" (2), "Ceausescu au canal !", "Nous voulons des chaussures faites de ta peau !", "Liberté !". Et tout le monde se dirigeait vers la place de l'Opéra. Enfin, l'ancienne place de l'Opéra, parce que nous allons lui donner un nouveau nom. Nous ne savons pas encore lequel : place de la Victoire, place Rouge à cause du sang des ouvriers, ou place des Martyrs.*

*Arrivés sur la place, certains des manifestants sont montés sur le balcon pour parler. C'était spontané. C'était ceux qui avaient quelque chose à dire. Nous avons mis un cordon en place pour empêcher les agents de la Securitate de monter. La foule a pris au moins 5 ou 6 agents qu'elle connaissait. Les orateurs improvisés ont constitué à ce moment-là un comité appelé : Front démocratique populaire. Le comité a lancé l'appel à la grève générale jusqu'à la chute de Ceausescu. A partir de ce moment, le peuple a spontanément occupé la place pour ne pas en perdre le contrôle. On se relayait. Le comité, lui, est resté en permanence. La population le nourrissait. Il y avait des lignes de protection. Des messages arrivaient des entreprises, des usines, mais aussi d'autres villes. On les passait sur une pique de drapeau au comité qui était toujours sur le balcon. Et on annonçait à tous : "Voici qui est avec nous." Nous espérions, nous attendions que Bucarest bouge. Des groupes venaient de telle ou telle ville par la gare et se dirigeaient vers la place.*

*La population a informé les autres villes en téléphonant à des membres de leur famille. 50 000 ouvriers ont manifesté devant le consulat de Yougoslavie pour qu'il fasse passer le message que nous ne sommes pas des hooligans, et comme cela, tout le monde a su. Petit à petit, nous avons entraîné tout le monde. Les hôpitaux nous ont rejoints.*

*Il fallait durer pour que les soutiens augmentent et surtout pour que cela commence à Bucarest. C'est à ce moment que nous avons constitué notre comité d'usine.*

*Jeudi 21, il a été annoncé qu'à 19 heures, Ceausescu allait parler. Tout homme normal pensait qu'avec ce qui se passait il pourrait y avoir des négociations. Mais*

---

(2) Le métier déclaré de Ceausescu était cordonnier.

Ceausescu n'a pas changé. Son discours était comme d'habitude, avec des phrases et des phrases, comme si de rien n'était dans le pays.

Vendredi 22, dans l'après-midi, nous avons appris ce qui se passait à Bucarest. La télévision libre commençait à émettre. En fait, c'est Ceausescu qui a organisé la manifestation en rassemblant toutes les usines pour un "meeting d'adhésions". Mais la manifestation a changé de sens. Si cela n'avait pas été le cas, si Bucarest n'était pas venu à notre secours, nous étions perdus. Eléna Ceausescu avait dit : « Si c'est nécessaire, il faut liquider le peuple de Timisoara, il faut raser Timisoara. »

Dès que nous avons appris la nouvelle, la place s'est remplie de milliers et de milliers. On savait qu'on ne pouvait plus perdre. Pour maintenir la mobilisation de la masse, le comité a organisé des mots d'ordre, des lectures de poèmes interdits, des jeux.

La masse chantait l'hymne national et des chansons qui ont pris un autre contenu. Quand la liesse populaire fut à son plein, les agents de la Securitate ont commencé à tirer dans la foule du haut du musée.

Il était 0 h 30, le samedi. La fusillade a duré 10 minutes. C'est très long. Il y a eu beaucoup de morts. La foule a quitté la place. Mais dans les usines, la grève générale continuait puisque Ceausescu était toujours en place. Pendant ce temps-là, à Bucarest, la fraternisation avait commencé avec l'armée, certains généraux s'étaient rangés du côté de la révolution et avaient ordonné aux unités de passer aux côtés de la population.

Les agents de la Securitate continuaient à tirer partout pour faire peur. L'armée a entouré les immeubles où il y avait des agents. Mais la Securitate avait dispersé des groupes dans la ville. La bataille armée-population contre la Securitate s'est engagée. Et puis il y a les gardes patriotiques. Normalement, ils doivent rester dans les usines avec leurs armes, des armes anciennes. Ce sont des ouvriers. Ils sont sortis avec l'armée.

Puis samedi, on a annoncé à la télévision l'arrestation du couple Ceausescu. Cela a donné un nouvel élan. La population aidait l'armée à trouver les agents de la Securitate dans les immeubles. La population a joué un rôle décisif, elle savait à peu près où étaient les agents qui tiraient des immeubles. On appelait 2 ou 3 soldats après les avoir localisés et on liquidait ces agents. Les combats ont duré jusqu'au 28 décembre. Les agents de la Securitate étaient de plus en plus isolés.

Ils se sont cachés dans les cryptes et dans une usine où on fabrique des dalles de béton, derrière lesquelles ils se cachaient. On a joué au chat et à la souris entre Securitate et révolution. Et puis l'armée a bombardé l'usine où étaient retranchés les agents de la Securitate. La révolution est très forte à Timisoara.

Combien de morts durant la révolution ? On ne sait pas exactement : 10 000, 12 000 ? Nos jeunes ont payé un tribut particulièrement lourd. Dans chaque entreprise et coopérative, nous avons des morts. Maintenant, nous avons gagné. Il y a beaucoup de choses à faire... »

## IV. Bucarest, 21 décembre

Dans le récit qui précède, on aura noté cette préoccupation majeure de la population de Timisoara : que cela se sache ailleurs ! On attend les messages des autres villes, on cherche à faire passer l'information par tous les moyens. La mémoire collective a en souvenir Brasov, où s'est perpétré le massacre de 1987, tandis que la ville était coupée du reste du pays. Un jeune rapporte : « *J'étais dans l'armée au moment de Brasov. Nous avions ordre d'arrêter quiconque parlait de cette ville, et de tirer sur tout rassemblement de soutien à Brasov.* »

Cette fois, par mille et un canaux, l'information va circuler : Timisoara est debout. Elle défie la Securitate.

A Bucarest, un étudiant rapporte :

« *Une amie vit à Timisoara. Elle m'a téléphoné le mercredi 20 : "Qu'est-ce que vous faites à Bucarest, pendant que nous nous faisons tuer, massacrer ? Qu'est-ce que vous attendez ?" La moitié de son groupe, la section soudure de l'Institut de Polytechnique, a été tué (l'école polytechnique est en face de l'Opéra, où ont eu lieu les tirs les plus sanglants).* »

*En entrant sur la place face à Ceausescu, nous le savions.* »

A Craiova, le 20 décembre, l'armée reçoit l'ordre de marcher sur Timisoara, sous le prétexte que l'armée hongroise aurait attaqué le pays et pris cette ville (Craiova est une ville d'Olténie, donc roumaine). Des ouvriers habitant Craiova préviennent leurs familles à Timisoara. Des manifestants quittent alors Timisoara pour se porter au-devant de l'armée avec du pain et du sel (signe de bienvenue). La fraternisation a lieu...

### « A bas la dictature ! »

Le 21 décembre à Bucarest, Ceausescu a convoqué un meeting. Un meeting qui devait être un des habituels « meetings d'adhésion ». Mais il y a eu un cri.

Des étudiants de Bucarest racontent :

« *C'était une erreur. Sa dernière erreur... Nous savions ce qui se passait à Timisoara par la radio étrangère et puis par des coups de fil de nos amis. Les dignitaires avaient dit à Ceausescu que le peuple était avec lui et lui ont conseillé d'organiser un grand meeting. Ils ont fait venir 50 000 ouvriers sur la place, et puis, ils ont eu peur.* »

*Alors, ils ont essayé de faire repartir les ouvriers pour laisser des hommes à eux sur la place. Mais en repartant en ville, des cortèges se sont formés, compacts. Une partie des étudiants a réussi à revenir sur la place au moment du meeting.*

Ceausescu parlait. Au milieu de son interminable discours, il a annoncé des augmentations de salaires et des allocations pour les mères de famille. Mais c'était symbolique et ne représentait rien. Nous appelons cela faire son petit marché. Les ouvrières du textile ont commencé à crier. Les étudiants qui étaient derrière les ont poussées avec les drapeaux pour qu'elles avancent. Il y a eu un pétard. Et d'un seul coup, le peuple s'est mis à crier : « *A bas Ceausescu !* » Une explosion de cris. « *Mort au tyran !* » »

La télévision à montré cet instant où Ceausescu a été saisi, stoppé par le cri de la foule. Qui le premier a osé ? Lequel de ces milliers d'hommes a lancé le mot d'ordre de ralliement de tout un peuple : « *A bas le tyran !* » ? On ne le saura sans doute

jamais. Ce qui est sûr, c'est qu'à ce moment précis tout a basculé. Le peuple a pris confiance. La suite des événements rapportée par des étudiants le confirme :

*« La police a réussi à disperser la foule. Mais nous sommes partis dans la ville. On s'est regroupé autour des métros, et chaque fois que les travailleurs sortaient du métro, on criait : "Venez avec nous, hier à Timisoara, aujourd'hui dans le pays entier !" et la manifestation grossissait.*

*Elle s'est répandue dans la ville : "A bas le cordonnier !" "A bas l'analphabète !" "A bas la dictature Hitler-Staline-Ceausescu !". Au milieu de la nuit, le massacre a commencé. »*

Actualités roumaines rapporte :

*« Sous la lumière rouge de l'incendie, sous la pluie des balles tirées par les unités spéciales, sous les effroyables salves des balles traçantes, sous la terreur de l'effet des grenades lacrymogènes, les jeunes manifestants ont crié en chœur : "Sans violence ! Sans violence ! A bas la dictature !"*

*Les blindés ont fait leur apparition après minuit. Ils ont poussé la foule sur le boulevard de la République. Sur la place de l'Université, les chenilles ont écrasé des cœurs jeunes, les balles ont tué de jeunes vies. Leur vie et la vie de dizaines de Bucarestois.*

*Mais le nombre de ceux qui luttaient pour la vie, pour la liberté et la démocratie s'est considérablement accru par l'arrivée des ouvriers de la relève de nuit venus de quelques-unes des plus grandes usines bucarestoises.*

*Le matin suivant, vendredi 25 décembre, des unités de l'armée arrivent dans la zone. Les blindés bloquaient l'accès à la place de l'Université. Devant eux il y avait des groupes compacts, des hommes sans défense. Pour la plupart des jeunes, des étudiants, des ouvriers. Quelques-uns sont tombés héroïquement, d'autres ont été blessés. Mais ils n'ont pas cédé.*

*On criait : "Venez avec nous !" Les citoyens se trouvant dans les rues les suivaient. Depuis les grandes entreprises, les colonnes massives formées de centaines et de milliers d'ouvriers, contremaîtres et ingénieurs, de jeunes et moins jeunes se sont dirigées vers le centre de la capitale. Les gens sont venus de tous les points cardinaux pour se réunir dans le centre de la ville et du pays. Depuis les usines « 23 August » (le fief de député de l'« illustre dirigeant »), depuis les usines « Republica », depuis Baneasa et Pipera, depuis les entreprises des quartiers Militari et Berceni. Des centaines de milliers de gens se sont concentrés sur une distance de 2 kilomètres environ représentant l'artère principale. D'autres se sont arrêtés dans les autres points clés : la Radiodiffusion, la Télévision. L'enthousiasme était indescriptible. On entendait continuellement les cris : "A bas la tyrannie !", "A bas Ceausescu !", "Vive la liberté !". Les portraits officiels du couple dictatorial ont été jetés dans la rue et brûlés. C'est là qu'a eu lieu la première fraternisation massive et directe de l'armée roumaine avec les manifestants. Des jeunes soldats et officiers tendaient leurs mains vers les jeunes qui avaient fait leur stage militaire ou qui allaient le faire, vers la masse.*

*(...) Rien ne pouvait plus arrêter le peuple. La fraternisation de l'armée avec le peuple était déjà générale. Les tanks de l'armée roumaine étaient accueillis partout avec des fleurs, du pain et du lait. »*

Quelques heures plus tard, Ceausescu tombait.

## La fraternisation assure la victoire

Cette fraternisation des jeunes, des ouvriers et des soldats assurera la victoire de la révolution. Dans tout le pays, habitants et soldats vont ensemble combattre et pourchasser la Securitate. La fraternisation s'opérera par en bas. Dans les premiers jours à Arad, les soldats reçoivent l'ordre d'encercler la ville et des hélicoptères sont

envoyés. Mais les jeunes soldats, des conscrits, fraternisent avec le peuple. Les premiers à l'oser le paieront de leur vie : ils seront d'ailleurs fusillés.

A Craiova, les généraux donnent l'ordre à l'armée de marcher sur Timisoara. C'est la rencontre avec les manifestants ouvriers qui arrêtera la colonne.

Plus tard, soldats et ouvriers exerceront ensemble le contrôle des villes et des routes pour interdire aux membres de la Securitate de se déplacer librement. « *J'ai pu constater dans une caserne qu'il n'y a plus aucune hiérarchie. Les jeunes entrent et sortent de la caserne librement. Soldats et civils sont mélangés en permanence. La population apporte du pain aux soldats. Lorsque j'ai demandé à voir un responsable, le soldat m'a regardé d'un air interrogateur et nous nous sommes longuement promenés de bureau en bureau. Nous avons trouvé un interlocuteur, mais personne qui nous ait indiqué un responsable.* » (Témoignage d'un journaliste français).

## Qui a déclenché le 22 décembre ?

Certaine presse française et certain ministre des Relations extérieures ont perdu une occasion de se taire en se faisant les propagandistes les plus acharnés de la fameuse thèse selon laquelle « tout était prévu d'avance », et, en particulier, monté de longue date par Gorbatchev. Chaque révolution, chaque mouvement spontané des masses voit ainsi fleurir, après coup, la thèse du complot, ou du plan savamment ourdi dans l'ombre...

Qu'en est-il ? Que la politique de Ceausescu ait fait ombrage à Gorbatchev, et que celui-ci ait cherché depuis des mois à établir des contacts avec des secteurs de la bureaucratie et de l'armée roumaines, c'est probable. Qu'en prévision de la possible chute du « condumator », on ait, au Kremlin et à Washington, travaillé depuis des mois à imaginer des solutions de rechange assurant la continuité de la domination bureaucratique, c'est possible. Que des bureaucrates et des chefs militaires, ayant été écartés par Ceausescu ou ayant rompu avec lui, se soient précipités pour « prendre le train en marche » et se porter à la tête du mouvement, c'est une évidence. Mais il n'était du pouvoir de personne de prévoir et de décider que ce soit le 17 décembre à Timisoara, et non avant ou après, et dans une autre ville, que l'insurrection éclaterait. Il n'était du pouvoir de personne de décider que ce serait le 21 décembre à Bucarest (et ni avant, ni après, ni ailleurs) que le peuple huerait, puis renverrait le dictateur.

La hiérarchie de l'Eglise orthodoxe, institution qui s'est soumise à la dictature pro-nazie comme au régime de Ceausescu, fait aujourd'hui son « autocritique » : « *Elle n'a pas eu le courage des martyrs* », et elle n'a pas « *reconnu publiquement la douleur cachée et la souffrance du peuple roumain* ». (Déclaration des évêques orthodoxes, parue dans *Le Monde* du 12 janvier).

Dont acte. Les évêques orthodoxes ajoutent : « *Dieu nous a délivrés de la peur et du mensonge.* » Dieu est décidément bien pratique. Pour nombre de ceux qui nient toute capacité émancipatrice aux peuples, pour qui tout n'est que « *complot* » et « *manipulation* », il semble que Dieu réside ces jours-ci au Kremlin en la personne de Gorbatchev. Il demeure que ce sont les travailleurs et les jeunes qui en Roumanie ont abattu la dictature bureaucratique de Ceausescu.

Les anonymes qui lancèrent les premiers cris resteront à jamais anonymes. Ils étaient, et restent, quelques-uns parmi des millions, exprimant, quelques fractions de seconde avant des millions, que le moment, pour tous, était venu. Telle est la loi des révoltes, causant, chaque fois qu'elle se vérifie, la même stupéfaction (et, généralement, la même frayeur) parmi ceux qui, une fois pour toutes, ont décrété la masse amorphe et impuissante à agir. Et pourtant... Pareils bouleversements, aussi grandioses, radicaux, aussi rapides et définitifs, seraient-ils possibles sans la prise en main directe de l'histoire par le mouvement conscient de millions d'hommes et de femmes ?



Le 25 décembre 1989 au matin, des dizaines de camions venus de RDA, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, au secours des comités de Timisoara. Sur chaque véhicule, le nom de la ville, le nom de l'usine... Ici, un camion hongrois : « *Conseil ouvrier de Kuhne* ».

## V. La révolution des comités

« Les droits inhérents à la commune sont (extraits) :

- Le choix par l'élection ou le concours avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous les ordres.
- L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées.
- L'organisation de la défense urbaine et de la garde qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre de la cité. »

Commune de Paris,  
Déclaration au peuple français.

Dès les premières heures de la révolution se sont constitués par milliers des comités d'usines, d'universités, qui recèlent en eux les embryons de pouvoir ouvrier démocratique.

L'existence et le développement de ces comités amènent à poser la question : qui doit exercer le pouvoir dans la Roumanie nouvelle, c'est-à-dire quel pouvoir garantira l'exercice de la démocratie ?

« En Roumanie, la société a été conçue comme une pyramide pour fonctionner de haut en bas et c'est toujours le haut qui décidait pour le bas. Il est temps que cela change, c'est le contraire qui doit avoir lieu. C'est en partant du bas que doit se construire la société roumaine. » (un étudiant de l'Institut Polytechnique de Bucarest).

C'est un fait, les comités de la révolution roumaine ont renoué avec la tradition des délégués élus et révocables de la Commune de Paris, de la révolution des conseils ouvriers russes de 1917, de la révolution des conseils ouvriers hongrois de 1956.

Ainsi, à Timisoara, « Notre comité d'usine s'est constitué sur les barricades dans la nuit du mercredi 20 décembre. Chaque fabrique était à sa place. Puis nous sommes revenus à l'usine. On s'est présenté devant les ouvriers et on a dit : "Voici notre comité. Voici la liste des membres provisoires. Etes-vous d'accord ou non ?" Nous sommes allés avec la liste dans tous les ateliers. Certains ont été élus, d'autres non. Il y a eu des modifications. Maintenant, il y a des délégués de chaque secteur de l'usine à raison de 1, 2 ou 3 délégués, selon la taille du secteur. L'ancienne direction de l'usine s'est rangée sans bataille sous le contrôle de notre comité.

Nous avons gardé les spécialistes. Le comité contrôle la direction qui ne peut rien décider sans nous. Il y a une entente entre la direction et le comité. Le comité a également pris en charge l'aide aux victimes, l'aide aux enfants. Nous aidons à contrôler l'instauration d'une Roumanie libre. »

Le régime stalinien de Ceausescu, rappelons-le, a été bâti autour de la Securitate. Le degré de corruption, de gangstérisme et de violence de la Securitate est à la mesure de ce qui a été nécessaire pour tenter de dompter le peuple roumain, servir les intérêts de la caste dirigeante, en affamant le pays pour rester un des meilleurs élèves

du FMI. Le premier rôle que s'assignent les comités est de chasser des entreprises et des administrations ceux qui y avaient été placés comme sbires du régime.

« Hier (mercredi 27 décembre), nous avons tenu une assemblée des délégués des usines de la ville (à peu près 150 présents). Il y a environ 20 grandes usines et 50 autres à Timisoara. Au cours de cette assemblée, nous avons modifié la composition du comité. Le comité compte 37 membres. Il y a des représentants de toutes les catégories sociales. Par exemple, 3 places pour l'industrie, 4 places pour l'agriculture, d'autres pour la jeunesse, la culture. Il y avait deux places pour le PC, mais personne n'a voulu occuper ces postes, alors, on les a répartis.

Toute l'ancienne administration de la ville a complètement disparu. Il y avait un ou deux membres de l'ancienne administration, ils ont été remplacés hier parce que des délégués disaient : « Qu'est-ce qu'ils font ici ? Ils étaient avec l'ancien régime... » Ils n'ont pas été réélus. »

C'est ainsi que très rapidement, le mouvement même de la révolution roumaine s'oriente vers le démantèlement de l'appareil d'Etat bureaucratique répressif et oppressif. Très logiquement aussi, s'instaure ici le double principe de l'éligibilité et de la révocabilité des délégués élus. Le journal de Timisoara du 29 décembre « *informe de la modification intervenue dans la composition du conseil municipal du Front démocratique de Timisoara* », modification par rapport à un premier communiqué de la veille. Même souci de démocratie véritable dans l'accent mis, dans nombre de conversations, sur les notions de « spécialistes », de « compétences », de « valeur ».

« Il n'était pas rare de voir un étudiant refusé à un examen, alors qu'il avait les connaissances nécessaires, alors que le fils d'un dignitaire local du parti ou de la Securitate était reçu sans même se présenter. » (un étudiant de Bucarest), ce que confirme le porte-parole du comité de ville d'Arad :

« Nous avons un comité exécutif qui prend les décisions et un comité de spécialistes. Il s'agit d'utiliser toutes les compétences. Avant, un ingénieur pouvait travailler la terre et un professeur se trouver à l'usine. Dans chaque usine, il y a un comité. Chaque secteur de l'usine désigne un représentant au comité de fabrique. C'est lui qui décide si l'on garde ou non l'ancienne direction de l'usine. Les travailleurs des transports ont refusé de travailler sous les ordres de l'ancienne direction. Ils ont trouvé un remplaçant et le travail a repris. »

Constitués dans le feu des combats, les comités d'usine ont vu leur rôle s'approfondir, et s'étendre leur intervention dans tous les aspects de la vie sociale (en tout cas jusqu'au moment où ces lignes sont rédigées, soit le 10 janvier).

« Seules 4 entreprises indispensables pour la ville ont pour l'instant repris le travail sous le contrôle des comités : l'électricité, l'eau chaude, le pain et une usine de pièces de rechange pour l'électricité.

Le comité de ville a une liaison avec Bucarest. Mais la capitale n'a aucun lien avec notre usine. Ce qui importe maintenant, c'est de prendre des mesures économiques. Il faut abroger les lois inhumaines, organiser le travail, travailler. »

Le maintien de l'ordre, même s'il est encore parfois l'apanage de l'ancienne police restée en fonction, fait lui aussi l'objet de mesures de contrôle ouvrier.

« Je suis délégué par mon usine, comme chaque jour, pour contrôler le fonctionnement du poste de police de la ville. Nous n'avons pas dissous la police comme nous l'avons fait pour la Securitate parce qu'elle s'est rangée du côté du peuple, mais nous n'avons pas confiance. C'est pourquoi je suis là, et demain, ce sera le délégué d'une autre usine. » (un délégué de Sibiu).

A Bucarest, malgré les appels à rentrer chez eux, des groupes de jeunes continuent à exercer le contrôle rapproché et les fouilles dans le métro. Pratique qui a été inaugurée durant les heures de la chasse aux agents de la Securitate.

« Une centaine de volontaires assurent les contrôles à la station Aviatorilor, le réseau s'étale sur une trentaine de stations. »

Le 28 décembre, le Front du salut national a demandé aux « contrôleurs du métro » de rentrer chez eux, mais ils ont refusé et sont restés.

*« Ici, nous sommes tous frères. Le 28 décembre également, tous les gardes volontaires ont rendu leurs armes dans la rue. Ceux du métro ont exigé qu'elles soient toujours emmagasinées dans un bureau du chef de station, sous surveillance militaire, au cas où la révolution en aurait besoin. »*

Mêmes dispositions à la campagne.

Dans tous les villages : un piquet de 5 à 6 personnes à l'entrée du village, un autre au centre, un troisième à la sortie. Et aussi devant les usines, à l'entrée des coopératives agricoles, des bâtiments publics. Les piquets sont armés de fusils. Parfois un ou deux militaires (jeunes appelés) armés d'une mitrailleuse les accompagnent. Les occupants des voitures doivent montrer leurs passeports. Les voitures sont fouillées (coffres, sièges, moteurs) ; les piquets sont parfois formés de jeunes de 14, 15 ou 16 ans. Tous ont un brassard blanc ou tricolore.

La télévision également est un enjeu pour les masses. Tous les jours, des délégations entières de villes ouvrières viennent pour demander la lecture des messages et des proclamations.

Ainsi ceux de Campa Turzi, venus dénoncer le directeur du personnel, « *le même que sous Ceausescu* », qui les laisse sans travail, et faire passer un communiqué annonçant que pour ce motif : « *Mercredi, les 5 000 ouvriers du complexe industriel ont arrêté le travail et ils ont manifesté dans les rues* ».

A Sibiu, à Brasov, Craiova, dans la deuxième semaine de janvier, ce type de manifestations se sont multipliées. Chaque fois c'est le même scénario : défilé dans les rues et envoi d'une délégation à la télévision (d'ailleurs, à la télévision, « *les professionnels ont à leur tour élu le 3 janvier les 13 délégués chargés de contrôler l'indépendance des moyens de communication* »).

Quel pouvoir garantira la démocratie, sinon celui des délégués élus et révocables dans leurs comités ? C'est la question que pose à sa façon, ce « *Communiqué du conseil du Comité de salut national du département d'Arad à toutes les entreprises et institutions du département* » :

**« Communiqué du conseil du Comité de salut national du département d'Arad à toutes les entreprises et institutions du département**

Nous demandons :

Que soient organisées dans toutes les entreprises et les institutions des assemblées générales par unité de production, par atelier, et que l'on y élise par vote public des comités locaux de salut national.

Que ces comités d'atelier et d'unité de production comportent de 3 à 5 personnes connues pour leurs compétences et leur intégrité morale. Il peut y avoir des personnes membre du Parti communiste roumain, à condition qu'ils n'aient rempli aucune fonction de direction politique.

Que ces comités ainsi constitués élisent par vote public les chefs d'ateliers et d'unités de production.

Que dans chaque usine et institution, les comités élus se réunissent en assemblée générale pour élire le comité exécutif de l'usine ou de l'unité de production. La composition de ce comité exécutif sera la suivante : un président, deux vice-présidents et d'autres membres. Ces comités exécutifs seront responsables devant leurs mandants et devant la loi, pour tout ce qui concerne leur organisation et pour ce qui relève de leur activité.

Signé : le conseil du Comité de salut national du département d'Arad.

Arad, le 27 décembre 1989. »

(Paru dans *Jelen [L'Actuel]*, journal de la minorité hongroise de la ville d'Arad)

S'agit-il oui ou non d'établir un pouvoir prenant appui sur de telles institutions ouvrières et démocratiques dans tout le pays ? Cette question est désormais au centre de tous les problèmes aujourd'hui en Roumanie, et pas seulement en Roumanie.

LE RÉGISTRE DES CITOYENS  
LA VÉRITÉ

GÉRARD BLOCH

# ÉCRITS

Volume 1



SELIO

## VI. Le régime abattu, c'est celui de la double dictature du stalinisme et du FMI

Quand ils ont été certains que le peuple était sur le point d'abattre la dictature, les « grands » de ce monde — courageux mais pas téméraires — ont multiplié les déclarations les plus tonitruantes et catégoriques de condamnation de Ceausescu. On appréciera comme il se doit l'ardeur des ouvriers de la onzième heure. A qui aurait la mémoire courte, la publication, à la fin de ce chapitre, de quelques-unes des démonstrations d'amitié périodiques, des années durant, et par tous les gouvernements du monde, au dictateur déchu permettra de remettre les choses à leur place.

Car enfin, quelle est la nature du régime déchu ? Staliniens, certes. Mais cette définition est insuffisante. Car dans tous les pays où domine la propriété collective mais où la bureaucratie parasitaire s'est installée au pouvoir, la bureaucratie stalinienne, agent de l'impérialisme dans la classe ouvrière, agit dans le sens de la soumission de l'économie aux besoins du capitalisme international. De tous les régimes bureaucratiques staliniens, celui de Ceausescu est sans doute celui qui est allé le plus loin dans la soumission de toute l'économie nationale aux plans du FMI. Et cette soumission a joué un rôle majeur dans le déclenchement des événements. En ce sens, on peut parler d'une double dictature — du stalinisme et du FMI — jetée à bas par la révolution roumaine. Exagération ? Qu'on en juge.

C'est en décembre 1972 que la Roumanie adhère au Fonds monétaire international, cet organisme international créé en 1944 pour organiser un nouveau système monétaire international, contrôlé par l'impérialisme américain en raison de sa place prédominante dans l'économie mondiale.

Institution monétaire, le FMI a pour but de propager sur l'ensemble de la planète les règles de l'économie de marché : propriété privée des moyens de production, liberté des prix, réduction du rôle de l'Etat, flexibilité des salaires et du temps de travail, ouverture des pays aux capitaux extérieurs, en un mot les règles de l'économie capitaliste fondée sur le profit... au détriment du niveau de vie des peuples.

Institution monétaire, le FMI accorde des prêts à ses adhérents mais à la condition que ces pays mettent en œuvre des plans visant à restaurer leur situation financière par des mesures d'austérité. C'est pourquoi tout pays qui adhère au FMI est tenu de lui fournir des indications précises sur les données essentielles de son économie : le montant du revenu national et sa composition, le montant de ses réserves en or et devises, la nature des marchandises importées et exportées comme leur prix, origine et destination. Enfin, chaque année, des consultations approfondies ont lieu entre le gouvernement du pays membre et les experts du FMI. Ces derniers ont pour mandat d'imposer des plans de rigueur qui, ces dernières années, ont poussé plus d'un peuple à la révolte. La révolution roumaine n'est donc pas sans lien de parenté avec les émeutes de la faim d'Algérie, du Venezuela, de Jordanie, etc.

Incapable d'assurer un développement réel et harmonieux de l'économie roumaine, la bureaucratie dirigée par Ceausescu a, très tôt, contracté des emprunts massifs auprès des banques et gouvernements occidentaux. En 1981, la dette roumaine s'élève à 11 milliards de dollars.

En juin 1981, considéré par les banquiers occidentaux comme un Etat insolvable, la Roumanie bénéficie d'un prêt du FMI de 1 milliard de dollars et, le 7 septembre de la même année, dans un article consacré à ce pays, le Bulletin du FMI annonce la mise en œuvre d'un plan de stabilisation visant à réduire la consommation et augmenter la production pour exporter afin de recueillir les dollars nécessaires au remboursement de la dette extérieure.

En mai 1982, un nouvel accord est signé avec le FMI contre des engagements de « réformer » encore plus la politique économique dans le sens de l'austérité.

Ce plan d'austérité, appelé également « *plan de stabilisation* », repose sur ce postulat, maintes fois exposé publiquement par le directeur général du FMI : si un pays est endetté, la cause en revient à une consommation populaire excessive, financée par le crédit extérieur. En d'autres termes, le pays endetté a acheté trop de marchandises à l'étranger alors qu'il en vendait trop peu sur les marchés extérieurs, ce qui l'a conduit à emprunter toujours plus. Réduire la dette passe donc par la réduction des achats à l'extérieur — bien de consommations ou machines — et l'augmentation de la vente dans les pays étrangers.

Importer moins signifie économiser des devises, exporter plus signifie en recueillir un montant plus élevé. Ces deux moyens, comme on le voit, permettent, selon le FMI, de dégager les moyens nécessaires au remboursement de la dette.

A cette fin, le gouvernement de Ceausescu a pris une série de mesures plus draconiennes les unes que les autres :

— Le décret du 10 octobre 1981 interdit aux particuliers de constituer des stocks de denrées alimentaires en achetant des quantités supérieures à leurs besoins mensuels, définis par les autorités. Cette interdiction concerne l'huile, le sucre, la farine de blé, le maïs, le riz et le café, et son infraction est punie d'une peine de 6 mois à 5 ans de prison.

— Le décret du 17 octobre 1981 institutionnalise le rationnement et oblige la population à se ravitailler à des endroits précis, les centres de distribution de la localité, seuls habilités à « garantir » l'approvisionnement ; dans le même temps, des accords commerciaux où les produits agricoles roumains figurent en bonne place sont passés avec la Communauté économique européenne...

— En décembre 1981, la discipline du travail est renforcée afin d'augmenter les rendements et toute opposition à cette mesure est passible d'une peine de prison.

— Le 24 juillet 1982 est mis en œuvre un « *programme d'alimentation scientifique* » visant à limiter la consommation alimentaire.

— En 1983, le gouvernement de Nicolae Ceausescu met en place le système salarial de l'« accord global » qui institue le salaire au rendement destiné à accroître la production en faisant pression sur les travailleurs et, dans le même sens, supprime toute référence à un salaire minimum.

— Enfin, en 1983 également, Ceausescu lance un programme visant à économiser 50 % de la consommation d'énergie.

En d'autres termes, produits alimentaires — viande, céréales et fruits —, pétrole, charbon et gaz, tout est exporté afin d'accumuler les dollars indispensables au paiement des intérêts et au remboursement du principal.

Résultat : les magasins sont vides, l'électricité devient de plus en plus rare, le peuple roumain a faim et froid et, selon des statistiques du FMI, en 1987, la consommation par habitant est inférieure de 40 % à son niveau de 1979, tandis que s'accroît la mortalité infantile. Dans le même temps, l'appareil productif vieillit, les machines n'étant pas renouvelées en raison de la faiblesse de l'investissement et l'économie dans son ensemble connaît une véritable régression.

Notons que la mise en œuvre de cette politique s'est effectuée sous l'œil attentif du FMI, dont les experts se sont rendus chaque année à Bucarest, et cela jusqu'en août 1987, date de leur dernière mission, au cours de laquelle ils pressaient les auto-

rités roumaines de fournir des éclaircissements sur le mode d'élaboration de leurs statistiques, indispensables à des travaux ultérieurs.

Aux termes de 9 ans d'austérité, l'ambassadeur de Roumanie en Autriche peut annoncer en février 1989 que son pays a définitivement réglé ses créanciers. Au total, 16 milliards de dollars. Les dirigeants du FMI peuvent être satisfaits. Leur « politique d'ajustement » a été appliquée sans « gradualisme », ce défaut que le directeur du FMI, Michel Camdessus, ne cesse de reprocher aux gouvernements des pays d'Amérique latine, accusés de tergiverser devant les mesures d'austérité jugées nécessaires.

La Roumanie ? « *Un pays exemplaire qui a adapté à sa manière les recettes du FMI* », pouvait écrire l'hebdomadaire financier *Investir* du 30 décembre 1989. Et c'est vrai. Tant il est vrai, aussi, que les « *recettes du FMI* », recettes de mort, de famine et de désolation dans le monde entier, ne laissent d'autres ressources aux peuples que de se soulever contre l'injustice et l'arbitraire.

Annexe 1 : Article publié  
dans le journal *Roumania Libéra* du 31 décembre 1989 (extraits)

### **Dette externe : trésor national vide !**

Dans la précipitation de la propagande Ceausescu de se présenter avec des exploits historiques, la dictature de Ceausescu a donné l'ordre que, jusqu'au 31 mars de cette année, le reste de la dette externe soit remboursé avec toutes les réserves d'or du pays.

Dans ce but, à peu près 80 tonnes d'or, acquises avec beaucoup de difficultés comme résultat du travail du peuple roumain depuis 70 ans, ont pris le chemin de l'étranger.

L'information, en provenance de Marin Stelian, directeur adjoint de la Banque nationale roumaine, a été complétée par d'autres détails sur la façon désastreuse dont le clan du dictateur a imposé le remboursement de la dette externe en sapant ainsi l'économie nationale et en accentuant l'état de pauvreté et de misère de la population.

En premier lieu, le chiffre exact de la dette externe : 10 159 600 000 dollars le 31 décembre 1981, pour lesquels ont été payés pour la seule année 1982 des intérêts de 1 200 000 000 dollars. Une bonne partie de la dette provenait des importations de pétrole et de fourrage, et en aucune manière de technologies avancées, comme cela était officiellement annoncé.

Ivan Timofte

Annexe 2 : « Ils ont dit »

### **Avec Ceausescu, de Giscard à Mitterrand**

- **Mars 1979** : Ceausescu reçoit Valéry Giscard d'Estaing. Le communiqué commun souligne « *l'atmosphère amicale des entretiens* ».
- **Juillet 1980** : Valéry Giscard d'Estaing reçoit Nicolae Ceausescu après lui avoir adressé un message à l'occasion du centième anniversaire de l'indépendance de la Roumanie dans lequel on pouvait lire ceci : « *Nous nous sommes toujours trouvés ensemble face aux épreuves de l'histoire, guidés par les affinités qui nous lient et par la même volonté d'indépendance.* »
- **11 août 1980** : Claude Estier, membre du bureau exécutif du PS, aujourd'hui sénateur, est reçu par Ceausescu ; tous deux déclarent vouloir « *renforcer la collaboration entre leurs deux partis* ».
- **Octobre 1981** : Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, aujourd'hui ministre de l'Education nationale, est reçu par le président Ceausescu. A l'issue des entretiens, il déclare : « *Ce fut pour moi un privilège d'avoir bénéficié de l'expérience de cette personnalité de la vie internationale, le président Ceausescu.* »

● **Avril 1983** : Claude Cheysson, ministre des Affaires extérieures de François Mitterrand, est reçu par les autorités roumaines.

● **1<sup>er</sup> avril 1984** : Devant l'ambassade de Roumanie à Paris, on retrouve le corps d'un homme, poignardé, qui avait été jeté là par une fenêtre de la représentation officielle de Ceausescu. Le gouvernement français se tait.

● **18 septembre 1986** : Une dépêche de l'Agence France-Presse donne l'information suivante : « *Le chef de l'Etat et du parti roumains, M. Nicolae Ceausescu, a reçu M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat au ministère des Relations extérieures, annonce l'agence roumaine Agerpress.* »

*Le secrétaire d'Etat français a transmis au président roumain "les meilleurs vœux de succès dans toutes ses activités" de la part du président François Mitterrand et du Premier ministre français, M. Jacques Chirac, indique l'agence.* »

De retour en France, Didier Bariani, aujourd'hui député du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, était particulièrement heureux : Ceausescu lui avait donné son accord pour lutter contre le terrorisme... (dépêche Agence France-Presse du 19 septembre 1986).

● **30 novembre 1987** : Didier Bariani, secrétaire d'Etat au ministère des Relations extérieures, reçoit son homologue roumain, Avrel Duma. A cette occasion, Didier Bariani se plaint alors de la faiblesse des échanges économiques franco-roumains et déclare : « *Pourquoi faudrait-il, parce que nous avons beaucoup prêté à la Roumanie hier, être condamnés à ne plus pouvoir lui vendre aujourd'hui ?* »

● **Février 1989** : A l'ONU, pour la première fois Michel Rocard dénonce les atteintes aux droits de l'homme en Roumanie.

## Marchais-Ceausescu : « Une coopération fructueuse »

● Dans une déclaration publiée le mardi 26 décembre 1989, le bureau politique du PCF affirme « *qu'aucune rencontre et aucun rapport d'aucune sorte n'ont eu lieu entre eux (Georges Marchais et Ceausescu) depuis 1984* ». Par ce communiqué, les dirigeants du PCF laissent entendre qu'ils n'ont pas rencontré le dictateur Ceausescu ou ses représentants, tout en dénonçant la répression en Roumanie. Comme on va le constater, la réalité est bien différente.

● Tout d'abord, commençons par citer quelques extraits du communiqué publié par *L'Humanité* du 30 juillet 1984 à l'issue du séjour de Georges Marchais en Roumanie, ce que les dirigeants du PCF se gardent bien de faire aujourd'hui : « *Au nom du Parti communiste et de sa direction, indiquait ce texte, Georges Marchais a salué amicalement Nicolae Ceausescu, la direction du Parti communiste roumain, les communistes et le peuple roumains, et leur a souhaité que de nouveaux succès s'ajoutent à ceux déjà remportés dans la construction du socialisme durant les quarante années écoulées depuis la révolution de libération sociale et nationale, anti-fasciste et anti-impérialiste.* »

● **Juillet 1984** : « *En juillet 1984, par les services d'une agence de voyages, j'ai passé mes vacances au bord de la mer Noire en Roumanie. J'étais alors secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle et membre du comité central du PCF.* » C'est en ces termes qu'Alain Amicabile fait ses confidences au *Monde* du 30 décembre 1989. Il se dit bouleversé... mais attendra cinq ans pour le rendre public.

● **22 septembre 1986** : Une dépêche de l'Agence France-Presse donne cette information jamais démentie par la direction du PCF : « *M. Gaston Plissonnier, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti communiste français, a été reçu dimanche par le président roumain M. Nicolae Ceausescu, a annoncé l'agence roumaine Agerpress. Les deux interlocuteurs ont relevé "les bons rapports entre le PCF et le PC roumain et ont exprimé le désir d'approfondir ces relations dans l'intérêt des peuples français et roumain, de la paix et de la coopération entre l'Europe et dans le monde entier", précise l'agence.* » A cette occasion a eu lieu, selon Agerpress, un échange de "salutations chaleureuses" entre le président Ceausescu et M. Georges Marchais, secrétaire général du PC français. »

● **10 janvier 1987** : *L'Humanité*, le quotidien du PCF, publie un article intitulé « *Communistes français et roumains* » dans lequel on peut lire ceci : « *Dans le cadre de la coopération*

entre le Parti communiste et le Parti communiste roumain, une rencontre a eu lieu entre les responsables de ces questions des deux partis : Ion Stoian, membre du bureau politique, secrétaire du comité central du PCR, et Maxime Gremetz, membre du bureau politique, secrétaire du comité central du PCF. Cette rencontre a permis un large échange de vues sur l'évolution de la situation dans chaque pays (...). A l'image de cette rencontre, les deux partis ont pris des dispositions pour poursuivre la coopération fructueuse qui existe entre le PCF et le PCR. Lors de son séjour, Ion Stoian a été reçu par Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central. »

- **24 novembre 1987** : Quelques jours après la grève générale de Brasov et la répression dont elle a été l'objet, *L'Humanité*, dans son style habituel, fait référence à « des troubles qui selon les agences occidentales (c'est-à-dire la CIA) ont secoué le 15 novembre la grande ville de Brasov. L'hôtel de ville et les locaux du PCR auraient été pris d'assaut et on dénombrerait deux victimes parmi les policiers. Les informations demeurent jusqu'à présent au niveau des rumeurs. »
- **15 décembre 1987** : *L'Humanité* accorde un satisfecit à Ceausescu en écrivant : « Dans une certaine mesure, les dirigeants roumains ont pris au sérieux la vague de mécontentement dans les milieux populaires. Comment interpréter autrement l'annonce faite par Nicolae Ceausescu d'une augmentation de 10 % de tous les salaires ouvriers à partir de l'été prochain ? Déjà le président roumain avait demandé que les entreprises accordent des primes de fin d'année. »
- **23 mars 1988** : Interrogé par un journaliste d'Antenne 2, André Lajoinie se refuse à dire que Ceausescu est un tyran.
- **17 janvier 1989** : Georges Marchais déclare sur Antenne 2 : « Je condamne fermement, résolument, ce qui se passe en Roumanie. C'est la position de mon parti depuis que nous savons ce qui se passe en Roumanie. »
- **20 novembre 1989** : Il y a à peine plus d'un mois, Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, représentait son parti au congrès du PC roumain.

## Bush-Ceausescu : « Un large éventail de contacts »

- **7 décembre 1985** : L'administration américaine discute de la reconduction de la clause de la nation la plus favorisée, accordée à la Roumanie depuis 1975, et qui lui donne des avantages tarifaires dans ses relations commerciales avec les USA.  
Le Département d'Etat américain est favorable à sa reconduction « pour encourager Bucarest à poursuivre sa politique étrangère relativement indépendante et à améliorer la situation du point de vue des droits de l'homme ».
- **4 juin 1986** : Le président Reagan renouvelle l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à la Roumanie. Dans un message au Congrès, Ronald Reagan « note l'attention continue du gouvernement roumain à nos préoccupations quant à son attitude sur l'émigration » de ses ressortissants.
- **2 juin 1987** : Le président Reagan informe le Congrès de son intention de proroger d'un an la clause de la nation la plus favorisée pour la Roumanie, en dépit de son « inquiétude » quant à la situation des droits de l'homme dans ce pays.
- **4 juin 1987** : Le gouvernement américain déplore le vote par la Chambre des représentants d'un amendement visant à suspendre la clause de la nation la plus favorisée à la Roumanie. « Nous regrettons que la Chambre n'ait pas prêté à cette question toute l'attention qu'elle mérite », déclare le porte-parole du Département d'Etat, Charles Redman.
- **Février 1988** : Après l'annonce de la suppression de la clause de la nation la plus favorisée, Phyllis Oakley, porte-parole du Département d'Etat, déclare : « Tout comme le gouvernement roumain, nous désirons continuer à œuvrer à une amélioration des relations, au maintien d'un large éventail de contacts et à la promotion de relations économiques et commerciales. »

LA SELIO

LE REGIME NAZI ET CELUI DE LA DICTATURE  
LA SELIO

Votre librairie :

# LA SELIO

*Tous les ouvrages  
politiques indispensables*

*Sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.  
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,  
la librairie d'*Informations ouvrières*,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.  
(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 42 46 09 53.)

## VII. Les femmes et les jeunes dans la révolution

Lors de la manifestation du 21 décembre à Bucarest, à l'occasion du dernier discours de Ceausescu, ce sont des ouvrières du textile qui ont lancé les premières leurs cris contre le régime, immédiatement appuyées par les étudiants. Ce fait est très illustratif de la place prise tant par les femmes que par les jeunes dans la mobilisation du peuple roumain contre Ceausescu et son régime.

La politique d'ensemble du régime Ceausescu réservait aux femmes une situation particulièrement intolérable. La pratique nataliste du régime, par exemple, signifiait l'interdiction de toute contraception (tant de la pilule que du simple préservatif !) et l'obligation d'un contrôle gynécologique mensuel des femmes pour vérifier qu'elles ne pratiquaient ni la contraception, ni l'avortement. Ne pas effectuer ce contrôle signifiait ne pas être payée ! L'avortement était interdit. Il était obligatoire de mettre au monde des enfants dont les mères savaient qu'elles ne pourraient ni les nourrir, ni les élever. Ce n'est donc pas un hasard qu'à l'occasion du discours de Ceausescu le 21 décembre, les ouvrières du textile aient violemment réagi à la véritable provocation que constituait l'annonce faite par le « *conducator* » d'une misérable augmentation des allocations familiales, notamment concernant le troisième enfant. En effet, comme ménagères, ces femmes sont confrontées aux prix élevés mais surtout aux magasins vides, à l'impossibilité de nourrir et de faire vivre correctement leurs enfants et leur famille. Comme mères de famille, elles mesurent la triste situation de l'éducation de leurs enfants (embriagagement à l'école) et les conditions misérables de vie et d'études qui leur sont faites. Enfin, comme travailleuses, elles se voient réduites sous le régime Ceausescu (qui exaltait en permanence la « femme roumaine » !) à d'incroyables conditions de vie et de travail : six jours de travail par semaine et deux dimanches par mois à l'usine ! Et ce pour des salaires de misère.

On comprend que par cette place dans la société, par la situation qui leur était faite, les femmes aient constitué l'un des éléments moteurs dans le développement du processus révolutionnaire. Et l'on comprend aussi que parmi les premières mesures prises dans le feu de la révolution, certaines répondent prioritairement aux revendications les plus urgentes des femmes travailleuses : suppression du travail le dimanche, légalisation de l'avortement.

Illustratif est cet entretien avec des ouvriers d'une des plus grandes usines textiles, entretien paru dans *Informations ouvrières* n° 1450 (3 janvier 1989) :

« A l'atelier de confection, une grande salle où 150 femmes travaillent sur de vieilles machines à coudre, après un appel du responsable à venir discuter avec nous, deux jeunes femmes, après quelques hésitations, quittent leur machine, la discussion s'engage alors dans un coin de l'atelier sous l'œil amusé et intéressé des autres travailleuses.

Tout d'abord, elles tiennent à nous remercier pour la solidarité dont le peuple roumain a fait l'objet : « *Merci beaucoup pour l'aide, les médicaments, mais merci d'abord pour cette réaction du cœur que nous avons reçue, c'est cela le plus important.* »

Insensiblement, alors que la discussion s'engage, d'autres ouvrières quittent leur machine, et ce sont bientôt 4, puis 6, 8, 10 travailleuses qui arrêtent de travailler pour se grouper autour de nous, toutes veulent dire quelque chose, ce qu'elles désirent maintenant. Elles ne sont déléguées par personne, ce sont des travailleuses de la confection sans responsabilités, elles ont 20, 30, 50 ans.

Elles nous expliquent d'abord que maintenant, dans l'usine, c'en est fini avec le « syndicat

officiel » : « Il y a dans chaque unité de production un comité qui s'est constitué durant les manifestations contre Ceausescu car à cette époque, comme dans toutes les autres usines de la ville, nous n'avons pas travaillé et fait grève pour la première fois. Sa tâche est d'organiser les choses, de régler nos problèmes quotidiens, car ce n'est plus possible de continuer comme avant. »

A notre question sur les mesures immédiates qui devraient être prises maintenant, la discussion s'emballe, toutes prennent la parole :

« D'abord, il faut immédiatement en finir avec le travail du dimanche, précise l'une des travailleuses, actuellement nous travaillons 6 jours par semaine et deux dimanches par mois. »

« Oui, nous sommes à l'usine dans les transports et à la maison pour dormir, que peut-on faire d'autre, et en plus nous avons à nous occuper de nos enfants. Il faut que cela cesse. Comment peut-on se cultiver, faire autre chose ? »

« Il faut que le gouvernement décrète la semaine de 5 jours. Vous vous rendez compte que dans le programme de l'ancien régime, il était prévu que l'on travaille normalement le 31 décembre, le 1<sup>er</sup> janvier. Mais cette fois-ci, nous terminons aujourd'hui et nous ne reprenons le travail que le 2 janvier. »

« Avec ces conditions de travail, on ne peut pas s'occuper de nos enfants, on ne les voit pas. »

#### ● **Et le dimanche, qu'en faites-vous ?**

● On les amène ici, à l'usine ils sont là, dans un coin. Ce n'est pas une vie. La première chose : il ne faut plus travailler le dimanche.

Il faut que dans les librairies, il y ait des livres pour nos enfants, et pas des livres avec la vie de Ceausescu. Dans les examens, il faut connaître les textes des VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> Congrès du PCR !

Et puis aussi le problème du chauffage dans les appartements qui sont trop froids. Et puis la nourriture, mon fils n'a jamais mangé de banane, il ne sait même pas ce qu'est une banane !

#### ● **Qu'est-ce qui a changé dans l'usine depuis la chute de Ceausescu ?**

● Nous avons nos horaires de travail qui ont déjà été réduits. Mais nos conditions de travail ne sont pas satisfaisantes, ni du point de vue du salaire, ni du point de vue du travail avec le « contrat de production » fixé par l'ancien gouvernement. Moi, j'ai une qualification en mécanique mais comme je ne trouvais pas de travail, j'ai été embauchée ici dans la confection. Mais après trois ans de travail, je n'ai toujours pas cette qualification.

Ce qu'il faut, ajoute une autre, c'est que nous cessions de travailler comme nous le faisons jusqu'alors pour l'exportation et que l'on travaille pour nous, pour le pays, pour remplir nos magasins qui sont vides.

Oui, il y a aussi les salaires. Dans l'usine, c'est 1 500 leis par mois, voire 2 000 leis (quand on travaille beaucoup). Il faut des augmentations. Précisons qu'un habit de bébé vaut 60 leis, une paire de chaussures 200 à 300, un pull pareil, la viande de mauvaise qualité, si l'on en trouve, 100 leis le kg...

#### ● **Quelles autres mesures devraient être prises également ?**

● Mes enfants ne peuvent pas aller à l'université, parce que pour cela il faut payer. Ou alors, il faut être bien placé.

Toutes les travailleuses ont d'ailleurs insisté sur le rôle et la place des enfants, « ces jeunes de 12, 14 ans qui étaient aux premiers rangs dans les manifestations contre Ceausescu ». Notre discussion prend fin avec la fin du travail de l'atelier. Une discussion aura lieu alors avec les cadres de l'entreprise. Ils nous informeront que l'usine produit actuellement des vêtements chauds pour les militaires et qu'ils leur remettent gratuitement ces habits car il faut « aider ces militaires qui se sont tant battus pour la liberté ». Les femmes de cette usine veulent vraiment que tout cela change.

A notre question sur ce qui, selon lui, a changé, il répond : « Par exemple, votre visite, pensez-vous qu'avant vous auriez pu venir discuter avec les ouvrières de l'usine et voir la direction seulement après ? »

#### ● **Toutes les travailleuses ne veulent plus travailler le dimanche. Pensez-vous que cela soit possible ?**

● Il est hors de question que le travail du dimanche continue. Les ouvrières n'en veulent plus. Déjà on a réduit les horaires car les travailleuses nous ont dit qu'avec les violences,

les attaques de la Securitate, elles voulaient être plus tôt chez elles. Alors si elles ne veulent pas travailler le dimanche, eh bien elles ne travaillent plus le dimanche. »

Cette jeunesse à qui les femmes du textile comme tous les Roumains rendent hommage pour son courage et sa détermination à se battre jusqu'au bout a été un des éléments essentiels de la lutte contre le régime. Dès le début de la mobilisation à Timisoara, les jeunes ont été aux avant-postes du combat et un très grand nombre d'entre eux ont payé de leur vie.

C'est la presse roumaine qui rapporte ce dramatique dialogue entre une mère et son fils de 14 ans agonisant à l'hôpital : « Qu'as-tu été faire là-bas, mon fils ? » « J'y suis allé pour chercher la liberté. » Combien sont-ils ainsi à avoir laissé leurs jeunes vies pour lutter contre l'infâme régime bureaucratique ?

Ce sont les jeunes de Timisoara qui ont immédiatement cherché à contacter l'ensemble des jeunes de Roumanie. C'est par eux tout particulièrement que s'est réalisée la jonction avec Bucarest.

« Une amie vit à Timisoara. Elle m'a téléphoné le mercredi 20. "Qu'est-ce que vous faites à Bucarest pendant que nous, nous nous faisons massacrer, qu'est-ce que vous attendez ?" La moitié de son groupe, la section soudure à l'Institut polytechnique, a été tué. En entrant sur la place (le 21 décembre, lors du meeting de Ceausescu) nous le savions. »

Et ces jeunes se sont alors dressés avec les ouvrières du textile pour crier : « A bas le tyran ! »

Dans toutes les villes, des milliers et milliers de jeunes se retrouveront alors aux avant-postes du combat. Partout dans les facultés, les jeunes vont constituer alors leurs comités pour prendre en charge leur propre mouvement et le contrôler.

Et cette place des jeunes dans la révolution, elle s'exprime dans le fait que pratiquement tous les postes de contrôle, surveillant et opérant les fouilles dans le métro, les établissements publics, sont le fait des jeunes, en totale harmonie avec les jeunes soldats. En effet, il faut également souligner que tous les soldats qui se sont battus contre les troupes de la Securitate étaient des jeunes gens — ouvriers, étudiants, paysans — sous l'uniforme, et fraternisant avec leurs frères et leurs sœurs.

Un article paru dans *Informations ouvrières* n° 1450 rend compte de ce mouvement :

« Nous nous sommes réunis autour d'une table après avoir été invités à partager le repas des étudiants qui occupent l'école jour et nuit.

« Nous nous sommes constitués en comité spontanément. Nous assurons la sécurité des locaux et nous répartissons les vivres entre tous les étudiants, ce sont les étudiants qui nous ont désignés, nous sommes un comité provisoire. » Ils sont plusieurs à s'exprimer dans un français parfait. Au début de notre entretien, une jeune fille entre dans la pièce en criant « Victoire ». « C'est notre chef », nous informe en souriant un de ceux qui nous a invités. Elle prend immédiatement la parole après nous avoir été présentée. « Nous avons obtenu le droit de continuer à occuper l'école durant le 31 et le 1<sup>er</sup>, les membres du comité réveilleront ici ensemble pour fêter la victoire contre Ceausescu. »

Un autre explique : « Nous formons un comité étudiant autonome et il y a un comité professeurs-étudiants. Nous nous méfions de certains professeurs, nous les connaissons en tant que pédagogues mais nous ne les connaissons pas en tant qu'hommes. »

• J., qui vient nous rejoindre, ajoute : « Il y a des gens qui parlent à la télévision au nom des étudiants. Ils parlent de la constitution de nouvelles organisations étudiantes. Ils ne représentent rien, ce sont des anciens dirigeants de l'Association des étudiants communistes qui essaient de faire oublier leur collaboration avec le régime. »

Un étudiant demande que l'on fasse appel aux étudiants et aux universitaires français pour envoyer des livres, des ordinateurs, des instruments de mesure. « Nous avons été privés de tout. » Qu'est-ce que vous aimerez recevoir comme auteurs ? « Je vais vous étonner, mais je ne les connais pas. » Mais sur quels textes apprenez-vous le français ? « Des textes sur les marteaux, les usines », et il part d'un grand éclat de rire.

• B : « Nous avons vécu des moments très durs. Au début, c'est l'armée qui nous a donné des armes, puis le dimanche 24, on nous a demandé de les rendre. Nous avons refusé parce que nous voulions avoir les moyens de défendre l'Institut polytechnique et nous ne voulions pas nous retrouver les mains nues, comme ça a été le cas devant la radio et la télévision. Puis le lundi 25, nous les avons rendues. Personnellement, je n'étais pas d'accord. Maintenant, ce sont les professeurs et le personnel technique qui forment une garde patriotique armée. »

• C. : « J'étais garde-frontière en 1987 à l'époque des émeutes de Brasov. Nos officiers ont reçu le communiqué du haut commandement adressé au corps d'armée de Brasov et ordonnant de tuer les insurgés. Nos gradés nous ont dit que si on leur demandait la même chose, ils arracheraient leurs épaulettes et refuseraient de tirer sur le peuple. »

Un autre : « Nous n'avons que trois mois d'instruction dont un mois que nous passons dans l'agriculture. Alors qu'il faut 4 mois de classes pour former un bon soldat. »

Est-ce que l'on pouvait faire son armée dans une unité de la Sécurité ?

• Un étudiant : « Moi par exemple, j'avais un dossier blanc (père dignitaire du parti) et l'on m'a proposé de faire mon armée dans la Securitate. J'ai refusé en déclarant que je n'y tenais pas. Et malgré l'influence de mon père, je me suis retrouvé garde-frontière à la frontière russe. Ma mère avait très peur. Si on laissait s'échapper des Roumains qui fuyaient en voilier par la mer Noire, on était puni d'une peine d'emprisonnement. Et au contraire, celui qui tuait un fugitif recevait une permission de 5 jours et une somme d'argent. »

Quand nous partons, B. nous raccompagne et nous parle de la situation avant la révolution : « On devait se taire, on en était réduit à faire des blagues sur le régime. Pour nous, ça n'était pas suffisant, mais pour "eux", ça l'était. Si un "petit oiseau" (informateur) de la Securitate nous dénonçait, on risquait l'emprisonnement. Ceausescu avait dit : il y aura des changements en Roumanie quand les peupliers produiront des poires. Nous avons attaché des poires sur des peupliers à différents endroits de la ville. Cela a été une révolution du peuple entier, commencée par les jeunes et les femmes qui ont entraîné toutes les masses. »

Aux premières places dans le combat pour abattre la dictature, les jeunes (étudiants de Bucarest notamment) se retrouvent aux premières places dans le combat pour faire prévaloir la démocratie, dans les manifestations du 7 janvier notamment (cf. chapitre suivant).

## VIII. Conseil du Front du peuple et de l'économie : place aux femmes travailleuses !

**Extrait du Programme de Transition**

### « Place à la jeunesse ! Place aux femmes travailleuses ! »

« Dans la IV<sup>e</sup> Internationale, il n'y a pas et il n'y aura pas de place pour le carriérisme, ce cancer des vieilles Internationales. Ne trouveront accès à nous que ceux qui veulent vivre pour le mouvement, et non en vivre. Les ouvriers révolutionnaires doivent se sentir les maîtres. A eux, les portes de notre organisation sont largement ouvertes.

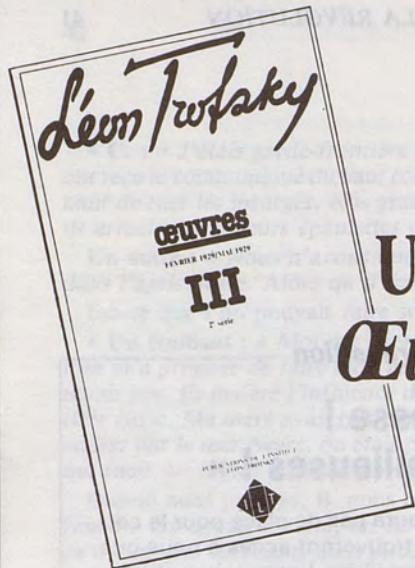
Bien entendu, même parmi les ouvriers qui furent autrefois aux premiers rangs, il y en a maintenant un bon nombre qui sont lassés et déçus. Ils resteront, au moins dans la prochaine période, à l'écart. Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La IV<sup>e</sup> Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls, l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte ; seuls, ces succès peuvent faire revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi.

Toutes les organisations opportunistes, par leur nature même, concentrent principalement leur attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière, et, par conséquent, ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice.

#### **A bas la bureaucratie et le carriérisme ! Place à la jeunesse, aux femmes travailleuses !**

Ce sont là des mots d'ordre inscrits sur le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

**L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale**  
*(Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en septembre 1938.)*  
 En vente à la SELIO, *La Vérité* n° 604, 25 F



# Une nouvelle série des Œuvres de Léon Trotsky

**Les textes de Trotsky concernant la période 1928-1933 sont disponibles. Le tome III vient de paraître.**

La première série des Œuvres de Léon Trotsky s'est donc achevée avec le tome 24. Depuis 1978, tout au long de ces 24 tomes, nous avons pu juger de l'intérêt considérable de ces textes, articles de journaux, lettres, pamphlets, résolutions... écrits par Trotsky de 1933 à 1940. Tous documents, enrichis de notes biographiques et historiques, dont la traduction a été complètement revue par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky, le champ des textes disponibles s'étant de plus considérablement élargi à la suite de l'ouverture des archives de la Houghton Library d'Harvard en 1980.

La seconde série s'appuie pour l'essentiel également sur cette documentation et s'ouvre par les textes écrits par Trotsky en 1928 d'Alma-Ata, au lendemain de son exclusion du PCUS et de sa déportation.

Les tomes paraîtront au rythme de deux par an (en avril-mai et en octobre-novembre) en suivant l'ordre chronologique à partir de 1928.

**Pour recevoir chacun de ces livres chez vous et sans délai, dès leur parution,  
nous vous proposons de vous abonner.**

## Comment ?

- Vous remplissez le bulletin ci-joint.
- Vous l'adressez au service des publications : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris ou à notre correspondant départemental.
- Nous vous faisons parvenir le premier tome de votre abonnement par retour du courrier (paiement à réception).

Les premiers abonnés recevront une édition remise à jour, dans une présentation soignée, de l'index des Œuvres. Inscrivez-vous vite !

**Je m'abonne à la deuxième série des Œuvres  
de Léon Trotsky (1928-1933) à partir du tome :**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je paierai chaque livre dès réception (chèque à l'ordre d'APIO)

# VIII. Conseil du Front du salut national et comités d'usine : la question du pouvoir

Qu'est-ce que le Conseil du Front du salut national, apparu dès le 22 décembre, et le gouvernement qui en est issu ?

Le communiqué publié le 28 décembre et reproduit ici en annexe permet de répondre à ces questions.

« *En ce moment crucial*, dit ce communiqué, nous avons décidé de nous constituer en un Front du salut national (...). Le but du Front du salut national est d'instaurer la démocratie, la liberté et la dignité du peuple roumain. »

« *Instaurer la démocratie, la liberté et la dignité du peuple roumain* » : c'est là, sans aucun doute, ce pourquoi le peuple roumain a versé son sang.

Mais la constitution du Front du salut national répond-elle à cette attente ?

Rappelons qu'au moment même où ce front est constitué, et où il désigne le gouvernement, le pays est couvert de comités ouvriers, populaires, étudiants. La démocratie ? Elle s'organise, concrètement, dans l'élection de délégués par les travailleurs assemblés par atelier et bureau, puis dans la constitution du comité des délégués élus et mandatés au niveau de toute l'usine, de toute la ville. L'exigence de la démocratie s'exprime de manière particulièrement concentrée dans l'instauration du principe **d'éligibilité et de révocabilité** des délégués (voir le témoignage publié dans un chapitre précédent).

Qui a décidé de la composition du Conseil du Front du salut national ? « *Nous* », répond le communiqué. Qui sont ces « *nous* » ? La réponse à cette question est inconnue. Trente-neuf noms sont donnés comme composant ce conseil.

Le communiqué précise : « *Ce n'est qu'une structure provisoire que nous avons conçue le plus vite possible, la liste reste ouverte*. » La liste reste ouverte à qui ? Suivant quels critères ? On n'en saura pas plus. Qui a décidé la composition des trente-neuf noms du Conseil du Front du salut national ? Qui va choisir ceux qui viendront après ? En vertu de quel mécanisme démocratique ? Qui représente quoi ? Autant de questions sans réponses.

Interrogé par le journal *Le Monde* (30 décembre 1989), Silviu Brucan, l'un des principaux animateurs du Conseil du Front du salut national, se voit poser la question : « *Le Conseil du Front désigne les ministres, mais qui l'a désigné lui ?* » Il répond : « *Cela s'est fait spontanément, dans le mouvement même où cette révolution était si spontanée.* »

Spontanément ? Il a bien fallu que quelqu'un choisisse trente-neuf noms, ceux-là et pas d'autres. Sur quels critères ? Il est d'autre part remarquable que certaines figures les plus représentatives de l'opposition sous Ceausescu apparaissent dans la liste du Conseil du Front du salut national de toute évidence au titre de caution.

Ainsi le pasteur Tökes, de Timisoara, est interrogé par le journal *Libération* (5 janvier) : « *Etes-vous prêt à assumer un rôle politique au sein du Conseil du Front du salut national ?* » Réponse : « *On ne m'a pas demandé mon avis pour en faire partie.* » Marian Mierla, étudiant membre du Conseil du Front du salut national, confie au journal *Libération* : « *J'ai un rôle décoratif au sein du CFSN.* »

Ainsi donc, parmi les trente-neuf premiers membres du Conseil du Front du salut

national, certains auraient été désignés sans même être au courant ? D'autres semblent destinés à jouer un rôle plus actif, et c'est ceux-là qu'on retrouve parmi les onze membres du comité exécutif, parmi le gouvernement.

Certes, il est possible d'imaginer que dans les tout premiers jours de l'insurrection, une instance provisoire se mette en place qui se fixe pour objectif de contri-buer à l'établissement de la démocratie dans tout le pays. Dans ce cas, son attitude à l'égard de la démocratie serait largement donnée par son attitude à l'égard des comités d'usines. Tant il vrai que l'expression la plus élevée de la démocratie serait d'aider à convoquer le congrès des délégués des comités ouvriers, populaires, étu-diants et paysans qui se sont constitués, répétons-le, dans tout le pays.

## Une contradiction majeure

Or, et c'est là la contradiction majeure, le communiqué du Conseil du Front du salut national ne mentionne pas l'existence de ces comités ouvriers et populaires. Qu'on examine l'ensemble des déclarations de ce Conseil du Front du salut national, des ministres nouvellement désignés et on verra alors qu'à aucun moment il n'est fait mention de l'existence de ces comités, qui sont pourtant à l'heure actuelle la forme la plus élevée de la démocratie en Roumanie puisque procédant de l'élection de délégués et de l'élection directe. Une question se pose : peut-on avancer vers la démocratie en niant, en ignorant l'existence des organes démocratiques dont le peuple roumain s'est doté dès les premières heures de son combat pour abattre la dictature ? Cette question en appelle une seconde : lorsque le Conseil du Front du salut national, dans son communiqué, invite à constituer des conseils du Front du salut national dans les départements, les municipalités, les villes, les communes rurales en tant qu'organismes du pouvoir local, il ne peut ignorer qu'au moment même où il avance cette proposition, dans les villes, les communes rurales, se sont déjà constitués des comités, lesquels s'appuient sur l'existence des comités d'usine et des comités populaires de délégués élus et révocables.

Pourtant, loin de proposer l'élargissement, la systématisation de la désignation de tels comités, il invite à « *constituer des conseils* » dont on ne sait qui les constituera, ni selon quels principes.

Ainsi a-t-on vu dans certaines villes des conseils autoproclamés, un peu à l'image du Conseil du Front du salut national, s'instaurer en quelque sorte contradictoire-ment à l'existence des comités. Dès lors, une nouvelle question se pose : s'agit-il, dans la constitution du Front du salut national, dans l'appel à constituer des conseils de ce front à tous les niveaux, de substituer ces instances à l'existence des comités ouvriers et populaires ? C'est bien la question du pouvoir qui se trouve ici posée. Quel pouvoir garantira la démocratie pour la Roumanie ? Lorsque les ouvriers, le peuple, les étudiants constituent leurs comités, élisent des délégués, les révoquent, lorsque ces comités constituent leurs propres comités à l'échelle des villes, des usines, sans aucun doute, c'est là la forme la plus élevée du pouvoir démocratique qui se trouve posée. A vouloir liquider ces comités, quelle démocratie peut s'ériger ?

Nul procès d'intention dans ces questions.

Lorsque Ion Iliescu, président du Conseil du Front du salut national, déclare le 7 janvier : « *Les conseils dans les entreprises ne doivent pas se mêler de la gestion* », mais au contraire « *aider les cadres à accomplir leurs tâches* », il s'oppose au mouvement par lequel, on l'a vu, les comités d'usines ont, et dès les premiers jours, établi leur contrôle, chassé les directeurs liés à la dictature, nommé de nouveaux directeurs, abrogé la réglementation du travail antérieure.

Si « *les comités d'usine ne doivent pas se mêler à la gestion* », à qui donc la ges-tion doit-elle être confiée ? L'avenir de la révolution roumaine réside dans la manière dont sera tranchée l'alternative :

— Ou bien le contrôle des usines par le « bas » par les comités de délégués, et alors c'est la démocratie qui l'emporte, et ce sont les intérêts ouvriers qui sont défendus.

— Ou bien le contrôle des usines par « le haut », par des « cadres » dépendant des « patrons », par des bureaucrates, par des bureaucrates devenus « patrons » (comme en Pologne), dépendant du gouvernement, lequel a été désigné par un Conseil du Front du salut national, lui-même auto-désigné.

Et alors où est la démocratie ? Et sans démocratie, comment les intérêts sociaux des producteurs pourraient-ils prévaloir ? (On verra plus loin le rapport entre cette question et les orientations économiques du nouveau gouvernement.)

L'alternative posée pour le contrôle des usines recoupe l'alternative ouverte pour le contrôle de la société elle-même :

— Ou bien le contrôle par les comités de délégués élus et révocables, se centralisant dans le congrès des délégués des comités. C'est la voie du pouvoir ouvrier et démocratique.

— Ou bien le renforcement des pouvoirs d'un Conseil du Front du salut national et d'un gouvernement auto-désignés. Le renforcement des pouvoirs entraînera inéluctablement une tentative de démanteler les organes démocratiques que sont les comités d'usines.

Telle est la question majeure de toute la situation roumaine. La contradiction s'aigüise chaque jour un peu plus. Tandis que le gouvernement du Conseil du Front du salut national multiplie les mesures visant à accroître son autorité, il semble bien qu'à l'heure où ces lignes sont écrites (11 janvier), les comités, loin d'être démantelés, restent la seule forme de représentation démocratique en Roumanie. Et cela tend à provoquer un conflit avec le Conseil du Front du salut national et les organismes qui y sont reliés. L'avertissement de Ion Iliescu, cité plus haut, est une expression de ce conflit naissant. Les manifestations étudiantes qui s'étaient déroulées ce même 7 janvier en sont une autre.

Dans le communiqué constitutif du comité, il est indiqué que les personnes dont le nom est cité sont « des représentants des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, de l'armée, de ces forces qui ont été actives, présentes dans le processus d'instauration du nouveau régime du pouvoir ». Là encore, la démocratie exige de poser la question : qui sont ces représentants ? De quelle manière les ouvriers, les étudiants, les intellectuels, les soldats ont-ils eu la possibilité de choisir démocratiquement ces représentants ?

La question est posée par les acteurs eux-mêmes de la révolution roumaine. Ainsi, les étudiants. Ils ont, on le sait, constitué dans la nuit du 22 au 23 décembre une association d'étudiants intitulée « *Ligue des étudiants roumains* ». Or, vendredi 5 janvier, les représentants de cette Ligue des étudiants roumains ont fait une apparition surprise à la télévision, précisément pour mettre en cause la prétendue représentativité des six membres du bureau exécutif du Conseil du Front du salut national qui ont été présentés par le pouvoir comme les représentants des étudiants. Quelle a été leur demande ? Une démocratie réelle dans le pays.

On en revient au cœur des problèmes. Les « étudiants représentant » les étudiants au sein du Conseil du Front de salut national ne représentent pas plus les étudiants que les « représentants des ouvriers » ne représentent les ouvriers, que les « représentants des soldats » ne représentent les soldats, que les « représentants des intellectuels » ne représentent les intellectuels. Ils ne peuvent pas en être les représentants car d'aucune manière ils n'ont pu être désignés, élus, mandatés par les étudiants, par les ouvriers, par les soldats, par les intellectuels.

Le 7 janvier, plusieurs milliers d'étudiants rassemblés à l'Institut Polytechnique de Bucarest ont précisément mis en cause la représentativité du Conseil du Front du salut national. *Libération* (8 janvier) rapporte : « Marian Mierla, un étudiant présenté comme membre du Conseil du Front du salut national, a d'abord été sifflé

*et hué. Il a ensuite expliqué comment il a été coopté, et qu'il n'est qu'"une marionnette" dans ce pouvoir. Il a fait huer le nom de Silviu Brocan, l'idéologue du pouvoir, pour s'être "exprimé au nom du peuple roumain" dans ses interviews à l'étranger. "Tout le monde doit pouvoir parler. Je vais continuer à lutter pour la démocratie et pour ce pays", conclut-il.*

« *De quel droit parlez-vous en notre nom, vous qui n'avez pas été élus ?* » interrogent les étudiants réunis dimanche à l'Institut Polytechnique de Bucarest, s'adressant aux six étudiants qui ont été « autodésignés » pour représenter « les étudiants » dans le Conseil du Front du salut national (CFSN). « *Nous ne vous connaissons pas, nous ne vous reconnaissons pas* », leur criaient-ils. « *Vous ne représentez pas les étudiants auprès du gouvernement mais le gouvernement auprès des étudiants.* » (Voir à ce sujet l'article des étudiants de Bucarest publié en annexe III.)

Encore une fois : comment la démocratie, la liberté, la dignité du peuple roumain peuvent-elles être préservées, garanties, si au point de départ la démocratie du mandat, la démocratie de délégation ne présente pas à la désignation de ceux qui dirigent ?

Question d'autant plus importante que ce Conseil du Front du salut national s'est doté de pouvoirs extrêmement importants. Le premier d'entre eux : il a désigné le gouvernement. Il a désigné un Premier ministre : Petre Roman, un ministre de la Défense et puis la totalité du gouvernement. Non seulement ce Conseil du Front du salut national a désigné ce gouvernement, mais il le contrôle étroitement. En particulier c'est son comité exécutif de onze membres, tous anciens responsables au plus haut niveau du parti stalinien et anciens responsables de l'armée, qui contrôle en réalité l'activité gouvernementale.

## Continuité ou démocratie ?

A ce stade il faut donc bien poser la question : qu'est-ce qui caractérise ce Conseil du Front du salut national reconnu dès sa constitution par Gorbatchev, Bush, Mitterrand ?

D'abord la continuité qu'il représente par rapport au personnel politique du régime antérieur. Certes, les membres du Conseil du Front du salut national affirment, et sans doute sincèrement pour beaucoup, avoir rompu avec le parti stalinien dont ils ont été des membres éminents depuis de nombreuses années. Certes, la page de la dictature sanglante est définitivement tournée aujourd'hui en Roumanie du seul fait du prix extrêmement élevé que le peuple a payé pour cela. Cependant, le caractère « continuiste » de la politique menée par l'exécutif du Conseil du Front du salut national s'exprime au plan politique et au plan social.

Si les formes de la dictature sanglante sont définitivement du domaine du passé, si, sans aucun doute, il n'est au pouvoir de personne aujourd'hui en Roumanie de s'opposer à la liberté d'organisation de partis, à la liberté d'expression, et sans doute demain à l'organisation d'élections libres, il n'en reste pas moins que la continuité du personnel politique implique, sur certaines options fondamentales, une continuité de politique.

Affirmation gratuite ? Remarquons avant d'aller plus loin que moins de dix jours après la constitution du Conseil du Front du salut national et du gouvernement, les manifestations étudiantes de Bucarest, et aussi d'autres villes, du 7 janvier posent comme problème celui de l'omniprésence des hommes de l'ancien régime dans ce gouvernement et cet exécutif du conseil. Et les étudiants ne sont pas les seuls à soulever cette question.

Nombre de personnalités qui ont été des membres éminents de l'opposition sous Ceausescu posent la même question. Mais il ne s'agit pas seulement de continuité de personne : il s'agit d'instaurer la démocratie. Peut-on par exemple instaurer la

démocratie sans démanteler la Securitate ? On ne saurait tenir pour anodin le fait que la Securitate n'est pas été liquidée, mais simplement rattachée à un ministère de tutelle. Peut-on instaurer la démocratie sans démanteler de bas en haut toutes les institutions du régime honni de la dictature ?

D'autre part, quel est le contenu social de cette continuité politique ? Si l'on examine les dix points qui constituent le programme du Front, on conviendra que l'abolition du rôle dirigeant du parti, l'organisation d'élections libres, la séparation des pouvoirs, la réorganisation de l'enseignement roumain, le respect des droits et libertés des minorités nationales font partie des exigences de la révolution roumaine. Pour une part, ces questions ont commencé d'être réalisées pratiquement par le mouvement de la révolution elle-même.

En ce sens, le programme du Front ne fait qu'entériner une réalité qui a été imposée par le mouvement de millions d'hommes et de femmes de Roumanie. En revanche, à côté de ces points qui marquent la rupture évidente avec le régime précédent, il faut s'interroger sur la signification de propositions telles que « *la restructuration de toute l'économie nationale selon les critères de la rentabilité, l'efficience* ». En effet, la faillite de la bureaucratie au plan économique n'est pas à rappeler ici. Mais une question doit être posée : sur quelles bases l'économie nationale peut-elle se reconstituer ?

Plusieurs informations donnent à cet égard des indications. Karoly Kairaly est vice-président du Conseil du Front du salut national. A la question posée par *Le Quotidien de Paris* (5 janvier 1990) : « *La Roumanie est-elle prête à accepter une économie capitaliste ?* » il répond : « *Le Conseil du Front du salut national a déclaré accepter les éléments de base de l'économie capitaliste ; d'ailleurs, la décollectivisation commence.* »

## Un pouvoir ouvrier et démocratique ou soumission au FMI

Les ouvriers de Roumanie auraient donc versé leur sang pour que soit rétablie l'économie capitaliste ? Poursuivons. Plus nuancé, le Premier ministre Petrez Roman déclare dans *Le Monde* (5 janvier 1990) : « *Nous allons essayer d'établir un rapport convenable entre plan et marché.* » Et à la question « *Allez-vous recourir à l'emprunt ?* », il répond : « *Probablement.* » Or, le même jour, on apprenait la décision du Conseil du Front du salut national d'abroger la loi interdisant à la Roumanie de contracter des emprunts à l'étranger. Les premiers contacts sont déjà pris avec le Fonds monétaire international et la CEE pour qu'une nouvelle dette soit constituée par la Roumanie.

Il faut ici s'interroger sur le fond du problème. Certes, depuis 1987 Ceausescu avait interdit toute forme d'emprunt. Mais faut-il rappeler que jusqu'à cette date (c'est-à-dire jusqu'à un passé très récent) la politique de Ceausescu avait précisément eu pour caractéristique une soumission forcenée, féroce, au Fonds monétaire international ?

Comme il est rappelé ailleurs dans ce numéro de *La Vérité*, on peut dire du régime de Ceausescu qu'il est l'un de ceux qui sont allés le plus loin dans la soumission aux plans du FMI. L'asphyxie du peuple roumain, la liquidation de la richesse nationale et en particulier agricole, la confiscation des biens produits par le pays pour rembourser la dette, le rationnement à l'extrême de l'électricité, du chauffage, des denrées alimentaires, tout cela, cette folle politique de Ceausescu qui a poussé le peuple à la révolte et à l'insurrection, était le produit de sa décision de payer rubis sur l'ongle la dette aux banques, aux institutions internationales, au FMI, aux gouvernements capitalistes.

Or, aujourd'hui, lorsque le nouveau gouvernement et le Conseil du Front du salut national envisagent comme première mesure de recourir de nouveau à la dette,

lorsqu'ils envisagent de contracter de nouveaux emprunts auprès du FMI et d'ouvrir la Roumanie au marché capitaliste, est-il exagéré de dire que le contenu social et économique des mesures prises par ce Conseil et ce gouvernement est marqué par une certaine continuité avec la politique antérieure ? Nous ne sommes pas les seuls à le dire : « *Le nouveau gouvernement roumain, au moins sur un point, n'a pas perdu les bonnes habitudes du précédent : il paye rubis sur l'ongle. Le président (français) de la banque franco-roumaine installée à Paris en témoigne : "Un important règlement à un industriel français était prévu de longue date pour le 26 décembre, dit-il, les Roumains ont transféré les fonds dès le lendemain !" Un seul jour de retard malgré la pagaille actuelle, les banquiers occidentaux en sont babas. Considérée comme un "beau risque" par le Fonds monétaire international (FMI) — depuis qu'elle a fini de rembourser en 1989 ses 13 milliards de dette — la Roumanie peut aujourd'hui emprunter ce qu'elle veut.* » (Le Canard Enchaîné, 3 janvier 1990).

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour entendre Ion Iliescu, secrétaire général du PC roumain jusqu'en 1971, et « nouveau » président du CFSN, tirer les conséquences sociales de cette orientation vers les plans du FMI. Le 7 janvier 1990, il déclare : « *Il faut que chacun, ouvrier, technicien et paysan, fasse preuve de patriotism, retrousse ses manches et se remette au travail. D'inévitables improvisations ont pu se produire, mais il faut maintenant tenir les démagogues à distance. (...) Les conseils dans les entreprises ne doivent pas se mêler de la gestion mais aider les cadres à accomplir leurs tâches (...), il n'est pas possible d'augmenter les salaires* ».

« Démagogues », ceux qui réclament l'augmentation des salaires laminés par Ceausescu pour soutirer au peuple roumain jusqu'aux dernières gouttes de son sang afin de payer la dette au FMI et garantir les priviléges de la caste corrompue et de ses sbires de la Securitate ? « Démagogues », ces femmes qui exigeaient et ont obtenu l'interdiction du travail le samedi et le dimanche ? « Démagogue », l'appel du comité provisoire de la Fédération des syndicats libres des typographes (cf. annexe) ?

On retrouve, sous une autre forme, l'alternative fondamentale qui s'offre au pays :

— ou bien un pouvoir ouvrier et démocratique prenant en compte les légitimes aspirations du peuple travailleur et de la jeunesse à des salaires décents et des conditions de travail honnêtes, et, par conséquent, refusant de livrer la propriété sociale aux appétits des grands trusts capitalistes et de la finance internationale ;

— ou bien un pouvoir « continuiste », qui sous des formes « démocratiques » perpétue une politique de soumission au FMI, imposant aux ouvriers de subir les conséquences des diktats de cet organisme uniquement préoccupé des profits capitalistes. Un tel pouvoir, agissant en sens inverse de ce pourquoi le peuple roumain a renversé la dictature, pourrait-il être, quant au fond, qualifié de démocratique ? Certainement pas.

## Une même question pour toute l'Europe

Ces questions, ces interrogations, ne sont pas limitées à la Roumanie. Si l'on replace la situation actuelle en Roumanie en rapport avec celle de l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, on verra se dégager, sous des formes différentes, un facteur commun. Qu'il s'agisse du Conseil du Front du salut national roumain, du gouvernement Mazoviecki-Jaruzelski-Walesa en Pologne, du nouveau gouvernement d'union nationale en Bulgarie, du gouvernement Modrow en Allemagne, du nouveau gouvernement tchèque, on voit se constituer des gouvernements de « transition ». En leur sein, les dirigeants des partis communistes, ou d'anciens dirigeants des partis communistes, des équipes gouvernementales constituées par d'anciens dignitaires des régimes déchus.

Hier, l'ancien appareil d'Etat, l'ancien régime, disposaient comme point d'appui

d'un parti stalinien fort, qui aujourd'hui dans chacun de ces pays est en passe d'être balayé, disloqué.

Aujourd'hui, dans une situation donc nouvelle, ces régimes de transition ont cependant comme contenu de marquer une continuité évidente avec les mesures prises par les régimes précédents, mesures allant dans le sens de l'ouverture au marché capitaliste, et de la restauration de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation capitaliste. C'est la raison pour laquelle l'ensemble des gouvernements capitalistes et des institutions capitalistes internationales se précipitent au secours des différents gouvernements.

Il s'agit d'intérêts économiques bien évidents, de marchés nouveaux, d'une reconversion possible de ces différents pays. Mais quel est le contenu d'une telle politique ?

Lorsque le ministre hongrois de l'Economie annonce la multiplication du nombre des chômeurs par dix, lorsque le ministre polonais de l'Economie annonce qu'il y aura entre 300 000 et 1 million de chômeurs dans son pays dans les prochains mois, lorsque le gouvernement polonais bloque les salaires, multiplie les prix par cinq, quel est le contenu de cette politique ? Sinon la tentative de soumettre la classe ouvrière et la jeunesse de l'Est de l'Europe à la loi féroce de l'exploitation capitaliste ? La démocratie, la dignité du peuple roumain exigent la démocratie politique dont la forme la plus élevée, répétons-le, est donnée par les comités de délégués d'ouvriers, d'étudiants, de jeunes. Elle exige un pouvoir qui garantisse la démocratie au plan social, la préservation de la propriété sociale, l'organisation d'une économie répondant aux besoins du peuple.

Ces questions sont posées aujourd'hui dans toute l'Europe. Seul un pouvoir ouvrier et démocratique serait à même de répondre aux aspirations contenues dans la révolution roumaine comme dans le mouvement de l'Allemagne de l'Est qui a abattu le Mur. Un pouvoir ouvrier et démocratique, la question est posée aujourd'hui avec force. Elle est posée d'autant plus que ces régimes de transition, qui marquent d'une certaine manière l'effondrement du stalinisme, se heurtent dans chacun des pays à la résistance des processus vivants de la révolution.

A propos de la Commune de Paris qui, la première, déjà en 1871, dans le feu de la révolution ouvrière, a « inventé » cette organisation du peuple en comités élus et révocables à tout moment, Karl Marx écrivait :

*« La Commune se débarrasse totalement de la hiérarchie politique et remplace les maîtres hautains du peuple par des serviteurs toujours révocables, remplace une responsabilité illusoire par une responsabilité véritable, puisque ces mandataires agissent constamment sous le contrôle du peuple. »*

*(...) Toute la comédie des mystères et des prétentions de l'Etat fut supprimée par une Commune qui, composée surtout de simples ouvriers, organisa la défense de Paris, fit la guerre aux prétoriens de Bonaparte, assura le ravitaillement de cette ville immense, remplissant toutes les fonctions réparties jusqu'alors entre le gouvernement, la police et la préfecture, faisant son travail publiquement, simplement, dans les circonstances les plus difficiles et les plus compliquées (...), agissant au grand jour, sans prétendre à l'inaffabilité, sans se dissimuler derrière une bureaucratie paperassière, n'ayant pas honte de reconnaître ses erreurs en les corrigean. Elle a mené de pair l'accomplissement de toutes les fonctions publiques — militaires, administratives, politiques — en en faisant des fonctions véritablement ouvrières, au lieu qu'elles fussent des attributs secrets d'une caste exercée (...). Telle est la Commune, forme politique de l'émancipation sociale. »*

*« Ce que les ouvriers devaient briser, écrit-il encore, ce n'était pas une forme plus ou moins imparfaite du pouvoir de gouvernement de la vieille société, c'était le pouvoir lui-même sous sa forme suprême et définitive, l'Empire. L'antithèse directe de l'Empire, c'était la Commune. »*

L'antithèse directe de la dictature bureaucratique de Ceausescu, pourrait-on dire

en paraphrasant Marx, ce sont ces milliers de comités élus et révocables à tout moment qui, en Roumanie, pour les travailleurs du monde entier, montrent le chemin d'un véritable pouvoir populaire révolutionnaire.

#### Annexe 1 :

## **Communiqué du conseil du Front du salut national**

C'est un moment historique, le clan Ceausescu, qui a poussé le pays au désastre, a été écarté du pouvoir. Nous savons et nous reconnaissions tous que la victoire dont tout le pays se réjouit est le fruit de l'esprit de sacrifice des masses populaires, de toutes les nationalités, et notamment de notre admirable jeune génération, qui nous a restitué, au prix de son sang, le sentiment de la dignité nationale. Un mérite à part revient à ceux qui, des années durant, ont mis en danger leur vie même, en protestant contre la tyrannie.

Une page nouvelle est écrite dans la vie politique et économique de la Roumanie.

En ce moment crucial, nous avons décidé de nous constituer en un Front du Salut National, qui s'appuie sur l'armée roumaine et qui regroupe toutes les forces saines du pays, sans distinction de nationalité, toutes les organisations et tous les groupements qui se sont coura-geusement élevés à la défense de la liberté et de la dignité pendant les années de la tyrannie totalitaire.

Le but du Front du Salut National est d'instaurer la démocratie, la liberté et la dignité du peuple roumain.

A partir de ce moment, toutes les structures du pouvoir du clan Ceausescu sont dissoutes. Le gouvernement est démis. Le Conseil d'Etat et ses institutions cessent leur activité. Tout le pouvoir dans l'Etat est pris par le Conseil du Front du Salut National. Le Conseil Militaire Supérieur, qui coordonne toute l'activité de l'armée et des unités du ministère de l'Intérieur, est subordonnée à ce Conseil. Tous les ministères et les organes centraux, dans leur actuelle structure, continueront leur activité, en se subordonnant au Front du Salut National, pour assurer le déroulement normal de toute la vie économique et sociale.

Des conseils du Front du Salut National seront constitués dans les départements, les municipales, les villes et les communes rurales en tant qu'organismes du pouvoir local.

La milice est appelée à assurer l'ordre public aux côtés des comités civiques.

Ces organes prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement de la population en aliments, en énergie électrique, chaleur et eau, pour assurer le transport, l'assistance médicale et tout le réseau commercial.

Le Front propose comme programme :

**1. L'abolition du rôle dirigeant d'un seul parti et l'établissement d'un système démocratique pluraliste de gouvernement.**

**2. L'organisation d'élections libres au cours du mois d'avril.**

**3. La séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire dans l'Etat et l'élection de tous les dirigeants politiques pour un ou deux mandats tout au plus. Personne ne peut plus prétendre le pouvoir à vie.**

Le Conseil du Front du Salut National propose que le pays s'appelle Roumanie.

Un comité de rédaction de la nouvelle Constitution commencera à fonctionner immédiatement.

**4. La restructuration de toute l'économie nationale selon les critères de la rentabilité et de l'efficience. L'élimination des méthodes administratives, bureaucratiques de direction économique centralisée et la promotion de la libre initiative et de la compétence dans la direction de tous les secteurs économiques.**

**5. La restructuration de l'agriculture et le soutien de la petite production paysanne. L'arrêt de la destruction des villages.**

**6. La réorganisation de l'enseignement roumain suivant les exigences actuelles. Le rétablissement des structures de l'enseignement sur des bases démocrates et humanistes.**

L'élimination des dogmes idéologiques qui ont causé tant de dommages au peuple roumain et la promotion des véritables valeurs de l'humanité. La liquidation du mensonge et de l'imposture et l'intronisation des critères de compétence et de justice dans tous les domaines d'activité.

L'établissement sur des bases nouvelles du développement de la culture nationale.

Le passage de la presse, de la radio, de la télévision des mains d'une famille despotique entre les mains du peuple.

7. Le respect des droits et libertés des minorités nationales et la garantie de leur pleine égalité en droits avec les Roumains.

8. L'organisation de tout le commerce du pays si bien que soient comblés avec priorité les besoins quotidiens de la population de la Roumanie. Dans ce but, nous mettrons fin aux exportations de denrées agro-alimentaires, nous réduirons l'exportation de produits pétroliers, accordant priorité à la satisfaction des besoins de chaleur et d'énergie des gens.

9. Toute la politique extérieure du pays doit servir à la promotion du bon voisinage, de l'amitié et de la paix dans le monde, s'intégrant dans le processus de construction d'une Europe unie, maison commune de tous les peuples du continent. Nous respecterons les engagements internationaux de la Roumanie et, en premier lieu, ceux concernant le Traité de Varsovie.

10. La promotion d'une politique intérieure et extérieure subordonnée aux besoins et aux intérêts du développement de l'être humain, du plein respect des droits et libertés de l'homme, y compris du droit à voyager librement.

En nous constituant dans ce Front, nous sommes fermement décidés de faire tout ce qui dépend de nous pour réinstaurer la société civile en Roumanie, garantissant le triomphe de la démocratie, de la liberté et de la dignité de tous les habitants du pays.

Dans la composition du Conseil figurent provisoirement : Doina Cornea, Ana Blandiana, Mircea Dinescu, Laszlo Tokes, Dumitru Mazilu, Dan Desliu, le général Stefan Guse, le général Victor Stanculescu, Aurel Dragos Munteanu, Cornelius Manescu, Alexandru Birladeanu, Silviu Brucan, Petre Roman, Ion Caramitru, Sergiu Nicolaescu, Mihai Montanu, Mihai Ispas, Gelu Voican Voiculescu, Dan Martian, le capitaine Lupoiu Mihail, le général Voinea, le capitaine de premier rang Dumitrescu Emil, Neacsu Vasile, Ciontu Cristina, Baciu Marian, Bogdan Teodoriu, Eugenia Iorga, Negritiu Paul, Manole Gheorghe, Vladimir Ionescu, Adrian Sirbu, Cirjan Constantin, Domokas Geza, Madgalena Ionescu, Marian Mierla, Constantin Ivanovici, Ovidiu Vlad, Valeriu Bucurescu, Ion Iliescu.

Après avoir donné lecture aux postes de radio et de télévision de ce communiqué, Ion Iliescu a précisé : ce n'est qu'une structure provisoire que nous avons conçue le plus vite possible. La liste reste ouverte. Ce n'est pas la composition complète du Conseil. Je n'ai cité que quelques noms de personnes, liées aux transformations que traverse le pays, des personnes qui ont fait preuve d'esprit de sacrifice pendant les années de la tyrannie, des jeunes qui ont été ces derniers jours sur les barricades, qui ont risqué leur vie, des représentants des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, de l'armée, de ces forces qui ont été actives, présentes dans le processus d'instauration du nouveau régime du pouvoir. La liste reste donc ouverte. Pour pouvoir compléter le Conseil, nous attendons des propositions de la part de toutes les catégories et de toutes les forces sociales qui ont lutté et qui ont vaincu.

Ce communiqué est une première forme de plate-forme-programme du nouvel organisme du pouvoir d'Etat en Roumanie. J'ai reçu le mandat de le porter à votre connaissance.

#### Annexe 2 :

#### **Tiré du journal roumain *La Vérité* (Dimanche 31 décembre 1989)**

### **Plate-forme programmatique de la Fédération des syndicats libres des typographes**

Le comité provisoire de l'organisation de la Fédération des syndicats libres des typographes propose que cette fédération agisse sur la base d'une plate-forme programmatique qui contient entre autres :

- La réorganisation des syndicats des entreprises d'imprimerie et de typographie sur la base d'élections effectivement libres.

- Le droit des syndicats des typographes à utiliser la pétition, la manifestation et la grève dans la lutte pour la défense des intérêts de leurs membres, pour :

- le respect des droits fondamentaux de l'homme,
- la restauration des droits dont les typographes bénéficiaient dans le passé,
- la réduction de l'âge de la retraite et du temps de travail,
- des congés supplémentaires,
- que les jours de fêtes nationales et religieuses soient des jours chômés et payés,
- l'obtention de l'assistance juridique gratuite pour les membres du syndicat.

La conférence de la Fédération se propose d'avoir lieu en février 1990 avec la participation de délégués de toutes les entreprises typographiques et d'imprimerie de tout le pays.

Le siège du comité provisoire est à Bucarest.

### Annexe 3 :

#### **« Préoccupations »**

Article paru dans *ING*, publication des étudiants  
de l'Institut Polytechnique de Bucarest,  
n° 3, l'an XII, nouvelle série, 20-30 décembre 1989.

### **La pluie de la révolution et les champignons de la démocratie**

Parmi la multitude d'informations que nous avons reçues à notre rédaction au sujet de toutes sortes de formations, groupements, Fronts et lois, nous choisissons par exemple un bout de papier technoréalisé de manière sympathique qui rend compte de la constitution du Front démocratique des étudiants.

Bien que cette initiative montre une conséquence politique, ou tout au moins le désir d'en avoir, nous, à *ING*, pouvons affirmer que le groupement signataire de ce texte ne représente pas un gain pour la démocratie ni pour l'organisation des étudiants au sein de Polytechnique. Il est vrai que dans ce papier, il est dit beaucoup de choses justes. Mais, depuis le 22 décembre, date à laquelle est parue la première publication libre — depuis environ 25 ans —, une grande quantité de programmes, de motions et de messages affirment la même chose.

Il est dit que le FDS se crée « à l'initiative des étudiants libres » (souligné par nous). Il est question ici du fameux sophisme d'Espimenide : il n'est pas spécifié s'il s'agit de « **tous** les étudiants libres » ou de « **certains** étudiants libres », ce qui crée une ambiguïté concernant ceux qui ont constitué ce Front. Deuxièmement, l'organisation se déclare « sans dossiers, fiches, biographies, recommandations et autres instruments de l'appareil bureaucratique répressif ». Dans ce cas, si l'on raisonne par l'absurde, un terroriste (agent de la Sécurité — NDT) pourrait y adhérer tranquillement.

Puis, dans ce texte, suit une série d'encouragements allégoriques, métaphysiques, etc., parmi lesquels une histoire avec Andromède ; nous avouons ne rien comprendre de cette fable et nous attendons des précisions.

Le jour où nous rédigions cet article (26 décembre), deux autres informations concernant la constitution de deux autres FDS nous parvenaient. Nous avons appris l'existence de l'un d'entre eux par la télévision. Un étudiant, qui s'appellerait Calin Husaret, serait membre de la brigade de satire et d'humour d'une association d'étudiants, a informé de l'activité d'un comité d'initiative du Front démocratique des étudiants adhérant au FSN.

Il nous semble que son programme a plus de bon sens et contient des revendications d'une meilleure tenue. Mais, à son tour, il prend la responsabilité de parler de l'adhésion des étudiants. Et de nouveau, nous nous demandons de quels étudiants il s'agit.

Est paru ensuite un appel dans lequel il est demandé que nous adhérons au Front démocratique des étudiants de Roumanie avec un texte différent, tant dans sa forme que sur le fond, des précédents.

La liste est sans fin et sûrement encore inconnue. Par contre, notre rédaction sait ce qui s'est passé ici, au rectorat, à partir du 23 décembre. Le journal *ING* est en mesure d'attester que l'actuel Comité provisoire de salut national de IPB a été élu dans des conditions démo-

cratiques. Il est en contact avec des instances supérieures du FSN, déploie une activité d'organisation et a son siège au rectorat, dans le local de l'ancien comité du parti.

Il est certainement plus utile à l'heure actuelle de nous concentrer davantage sur une activité d'organisation et de sécurité militaire des locaux des facultés. Si j'avais à proposer quelqu'un pour une organisation politique, quelle qu'elle soit, je ne proposerais pas ceux qui passent leur temps à élaborer des mots d'ordre et à faire et défaire toutes sortes de partis et fronts, mais bien ceux qui ont été ici et partout les premiers du premier jour, tous ceux qui font effectivement quelque chose : des gardes patriotiques qui n'ont pas dormi depuis des nuits, des standardistes épuisés, des filles qui distribuent la nourriture 24 heures sur 24.

Sinon, nos morts se retourneraient dans leurs tombes.

Julian Comanescu

Pourquoi Timisoara ? Pourquoi la révolution a-t-elle commencé à Timisoara ? Timisoara (Temesvar) est une ville de Roumanie, appartenant à plusieurs nationalités différentes : des Roumains, des Hongrois, des Allemands (Saxon), etc. Timisoara est à ce titre un véritable mélange ethnique. En résulte nécessairement un mélange ethnique et fraternal entre toutes ces nationalités. Il y avait un puissant état-major de la Sécurité, basé à Timisoara, dans les villes que l'on peut définir comme « mini-villes ». Mais il y avait aussi des parties de la population roumaine qui étaient très hostiles à ces autres nationalités, et qui, au contraire, avaient une réaction ferme contre toute expression ethnique et nationale. Ainsi, par exemple, les petits réfugiés du régime communiste, qui étaient les éléments les plus réfractaires au régime, étaient très hostiles aux autres nationalités, et cela s'est manifesté avec le caractère intrinsèque de la révolution, lorsque la révolution a commencé avec la révolte des ouvriers roumains contre la bureaucratie et la bourgeoisie de la bureaucratie pour donner une chance à ces régions.

## L'importance de la question des minorités dans la Roumanie

La Roumanie tient dans tous les Etats d'Europe Centrale ou Orientale, à des degrés divers, regroupé dans ses frontières, des groupes ethniques très différents. Ces derniers chiffres soulignent cette situation :

Sur 23 millions d'habitants en Roumanie, il y a 20 000 roumains, 10 000 serbes, 40 000 ukrainiens, 70 000 slovaques, puis viennent les Russes sur la rive de Danube, les Bulgares, les Turcs, les Juifs au nord et des millions de Grecs.

3 500 000 Hongrois vivent en Roumanie. Autre communauté importante, mais aussi en Grèce et en Yougoslavie. Des vues antérieures aux ont fait une grande place dans l'histoire de la formation de la nation roumaine (1) et trouvent à l'heure actuelle à l'intérieur des frontières de la Roumanie Târgu (Bratislava), Târgu (Bosor), Kolozsvar (Gömör), Nagyvarad (Oradea), Temesvar (Timisoara), Arad (Arad). Tous ces Hongrois vivent donc en fait que minorités nationales dans les pays environnant la Roumanie, mais avec le point d'appui de ces « capitales ». Cette population non-roumaine conserve toujours des relations familiales en Hongrie, avec lesquelle les frontières où ils se trouvent ont une frontière commune.

En effet, la vivacité de l'identité culturelle hongroise de cette minorité nationale en Transylvanie, la place qu'elle y a occupée vis-à-vis de la nation roumaine tout entier lui confère un rôle particulièrement important, et sera un centre de résistance permanent à la politique du Comité central.

(1) Par exemple, dans Arad, pays de Transylvanie (Transylvanie), vers 1510 lorsque les Hongrois ont déclenché une révolution nationale contre l'autorité ottomane (1548-1645). C'est précisément à Târgu (Bratislava) que fut fondé le royaume des Pétrovs, lors de laquelle les Hongrois au XIII<sup>e</sup> siècle ont vaincu les Ottomans pendant la grande guerre ottomane.

A PARAÎTRE POUR LE 10 FÉVRIER

## Un livre sur le Fonds monétaire international

### AU SOMMAIRE

- Présentation de Daniel Gluckstein
- Rapport de Daniel Gluckstein au Tribunal international de Lima
- Matériaux préparatoires au Tribunal international de Lima :

#### I. Le FMI dans le monde

1. Le FMI et la dette extérieure des pays sous-développés.
  - a) La dette et son origine.
  - b) Qu'est-ce que le FMI ?
  - c) Les politiques du FMI dans les pays sous-développés.
  - d) Le plan Brady.
2. Les politiques du FMI dans les pays capitalistes avancés.
3. Le FMI et les pays de l'Est.

#### II. L'économie mondiale depuis 1945

#### III. Les contradictions inter-impérialistes

1. Contradictions USA-Japon.
2. La CEE.

# **IX. Pourquoi cela a-t-il commencé à Timisoara ?**

## **(ou le problème des nationalités)**

Pourquoi Timisoara ? Pourquoi la révolution a-t-elle commencé à cet endroit ?

Timisoara (Temesvar) est une ville dont les habitants appartiennent à plusieurs nationalités différentes : des Roumains, des Hongrois, des Serbes, des Allemands (Saxons), etc. Timisoara est à ce titre une des villes de Roumanie les plus européennes. En raison même de cette situation, et notamment de l'existence d'une forte minorité hongroise, il y avait un puissant état-major de la Securitate. D'ailleurs, dans les villes que l'on peut définir comme « multinationales » (Brasov, Cluj...), les combats ont été particulièrement acharnés, l'oppression contre les minorités nationales, la répression féroce contre toute expression indépendante de leur part ayant été les traits saillants du régime Ceausescu. La révolte contre l'oppression nationale s'est combinée avec le caractère intolérable, socialement et politiquement, de la dictature policière de la bureaucratie pour donner un aspect explosif à la révolte de ces régions.

### **L'importance de la question des nationalités en Roumanie**

La Roumanie (comme tous les Etats d'Europe Centrale ou Orientale, à des degrés divers) regroupe dans ses frontières des peuples ou des nationalités différents.

Quelques chiffres soulignent cette situation.

Sur 23 millions d'habitants en Roumanie, 2 500 000 sont hongrois, 350 000 saxons, 100 000 serbes, 40 000 ukrainiens, 20 000 slovaques, sans compter les Russes sur le delta du Danube, les Bulgares, les Turcs, les juifs au nord et des millions de Tziganes.

2 500 000 Hongrois vivent en Roumanie, 600 000 en Tchécoslovaquie, mais aussi en URSS et en Yougoslavie. Des villes hongroises qui ont tenu une grande place dans l'histoire de la formation de la nation hongroise (1) se trouvent à l'heure actuelle à l'extérieur des frontières de la Hongrie : Pozsony (Bratislava), Kassa (Kosice), Kolosvar (Cluj), Nagyvarad (Oradea), Temesvar (Timisoara), Arad (Arad). Tous ces Hongrois vivent donc en tant que minorités nationales dans les pays avoisinant la Hongrie, mais avec le point d'appui de ces « capitales ». Cette population hongroise conserve toujours des relations familiales en Hongrie, avec laquelle les territoires où ils se trouvent ont une frontière commune.

La force, la vivacité de l'identité culturelle hongroise de cette minorité nationale en Transylvanie, la place qu'elle sait occuper vis-à-vis de la nation hongroise tout entière, lui confère un rôle particulièrement important, et sera un cadre de résistance permanent à la politique de Ceausescu.

(1) Par exemple, c'est à Arad, près de Temesvar (Timisoara), que 13 jacobins hongrois ont été exécutés après la révolution nationale, la guerre d'indépendance de 1848-1849... C'est près de Ségesvar (Sighisora-Schassburg), au sud de la Transylvanie, que Petöfi, héros de la lutte nationale hongroise au XIX<sup>e</sup> siècle, a trouvé la mort, pendant cette même guerre d'indépendance.

Ajoutons encore que dans certaines régions de Transylvanie, principalement autour de ces deux villes, des centaines de villages totalement hongrois sont soudés bien souvent autour du pasteur calviniste (2).

Ce n'est donc pas par hasard que Ceausescu mènera en permanence une politique contre la minorité hongroise sur la question de l'école et sur la question des villages.

Dans la résistance de la minorité hongroise, il y a un élément primordial, c'est la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956.

Au moment de la révolution des conseils ouvriers hongrois de 56, des puissantes manifestations se sont développées dans de grandes villes de Transylvanie, surtout à Cluj... Et c'est en récompense de la répression sauvage de ces manifestations et de l'arrestation des dirigeants que le gouvernement roumain a obtenu le retrait des troupes soviétiques de son territoire.

C'est encore sous couvert du Kremlin que l'Etat roumain a pu entreprendre, à partir de 1956 notamment, une politique systématique de liquidation des écoles hongroises.

Ajoutons que ces régions où les minorités sont particulièrement fortes comptent parmi les plus industrialisées. Par exemple, Brasov, où il y a deux ans éclataient les grandes grèves que Ceausescu devait écraser dans le sang, est une ville où il y a une large minorité allemande.

## **Comment, dans les faits, s'est organisée l'oppression de la minorité hongroise**

Nous résumons ici quelques aspects de l'oppression spécifique de la minorité hongroise par le régime de Ceausescu, tels qu'ils ont été analysés récemment dans une revue hongroise d'opposition.

1) Les territoires des agglomérations homogènes du point de vue de la population sont disloqués au moyen de manipulations d'ordre administratif. L'industrialisation à marche forcée est mise à profit pour restreindre en force la présence des minorités dans les villes.

2) Les institutions de la minorité sont liquidées, toutes les couches sociales qui la composent sont déclassées et ses intellectuels rejetés à la périphérie de la vie sociale.

3) On empêche l'utilisation de la langue maternelle dans l'enseignement, dans la culture et dans la vie publique en la reléguant dans la vie privée.

4) Par le recours à l'intimidation, à l'humiliation, à la contrainte physique, on cherche à créer au sein du peuple majoritaire un climat hostile aux minorités.

5) Les relations culturelles et personnelles avec la Hongrie sont systématiquement limitées et assimilées à des actes d'hostilité à l'encontre du pays.

### **Réforme administrative :**

La nouvelle Constitution promulguée en 1952 a remplacé la division administrative du pays en départements par un système régional résultant de la fusion de divers groupes de départements. Dans le cadre de ce système, les départements disposant d'une population hongroise homogène ont été regroupés ensemble — suivant l'exemple soviétique — afin de former la Région autonome hongroise, où étaient fixés un tiers des Hongrois de Roumanie. Mais, à défaut de statuts adéquats, cette nouvelle unité administrative n'était autonome que dans son appellation ; d'autre part, le pouvoir d'Etat ne reconnaissait le droit constitutionnel d'utiliser la langue hongroise dans la vie publique que sur le seul territoire de la région. Partout ailleurs, l'usage du hongrois fut totalement éliminé en alléguant que les Hongrois ne repré-

(2) A Timisoara, le pasteur Tökés — dont la décision de déportation a été le point de départ des premières manifestations — a expliqué que lorsqu'il résistait au régime de Ceausescu, il avait été désavoué par son évêque, allié au régime.

sentaient qu'une minorité négligeable dans les autres régions du pays. Or, le centre spirituel de la culture hongroise — Kolozsvar (Cluj) — se trouvait en dehors de la « Région autonome ».

L'étape suivante consista à transformer partiellement la Région en créant une Région autonome hongroise du Maros. Cette opération visant à modifier les proportions ethniques internes du territoire fut réalisée en détachant la Région autonome des territoires massivement peuplés de Hongrois et en y rattachant des territoires roumains homogènes. 1968 vit un retour au système départemental avec comme résultat seuls deux départements (Hargita et Kovasna), où vivaient 24 % des Hongrois de Roumanie, conservèrent une population hongroise dans sa majorité. La réorganisation administrative donna lieu à la suppression de l'affichage hongrois du nom des localités et progressivement à l'élimination de toutes les inscriptions en langue hongroise sur l'ancien territoire autonome.

La mutation survenue à un rythme extrêmement rapide dans la composition ethnique des villes fut obtenue grâce au système — toujours en vigueur — des villes dites fermées. En vertu de ce système, l'établissement des particuliers dans les villes les plus importantes de Transylvanie n'est autorisé qu'en fonction des intérêts de l'économie nationale et un numerus clausus affectant gravement les minorités nationales est appliqué pour toutes les demandes de domiciliation déposée auprès des autorités. Il en est résulté que, dans la seule période éculée entre les années 1956 et 1977, la proportion de la population hongroise diminue de 11,3 % en moyenne dans les huit villes les plus importantes de Transylvanie, alors que, selon les statistiques officielles, leur proportion en Transylvanie n'a chuté que de 2,2 % et, en réalité, cette diminution est encore moins importante qu'on l'affirme officiellement.

## Oppression nationale et enseignement

La récapitulation des données sporadiques concernant la décennie 70-80 sur l'évolution en Roumanie de l'enseignement universitaire fait apparaître que le numerus clausus pratiqué à l'égard des Hongrois s'est situé dans ces années-là entre 5,38 et 5,60 %. D'après les résultats du recensement, les Hongrois constituaient en Roumanie 8,6 % de la population en 1966 et 7,9 % en 1977, mais, en vérité, une estimation prudente conduit à établir que le pourcentage se rapprochait de 9,3 % en 1977. Le numerus clausus était donc appliqué à un taux inférieur à 60 % du taux de la population hongroise par rapport à la population générale.

Cela signifie qu'en 1977, par exemple, 7 497 étudiants hongrois suivaient les cours de jour des universités de Roumanie alors que, conformément à la proportion de Hongrois au sein de la population, ils auraient dû être au moins 12 000 (il est impossible, naturellement, de prendre la véritable mesure des besoins en matière d'enseignement sur la seule base des proportions respectives par rapport aux effectifs globaux de la population).

Les deux centres les plus importants où se concentre le patrimoine intellectuel de la minorité hongroise de Roumanie sont l'université des sciences de Kolozsvar et la faculté de médecine et de pharmacologie de Marosvasarhely.

En 1959, une fusion de l'université hongroise de Kolozsvar avec l'université roumaine de la même ville a été opérée. Aux termes du document de fondation de l'établissement issu de cette fusion, le fonctionnement des facultés hongroise et roumaine qui en faisaient partie reposait sur une base paritaire quant aux effectifs du corps enseignant et à ceux des étudiants. Or, contrairement à cette disposition, la proportion des professeurs de nationalité hongroise n'était plus que de 23,68 % du corps enseignant de l'université au cours de l'année scolaire 1970-1971 et 18 % seulement en 1980-1981.

D'autre part, on assiste dans l'organisation de l'enseignement à diverses manipulations qui consistent à orienter les citoyens appartenant aux minorités — en premier lieu les Hongrois et les Allemands — vers les écoles professionnelles industrielles d'une portée économique moindre que les autres, et à assurer systématiquement la formation des ouvriers qualifiés destinés aux nouvelles usines implantées en Transylvanie par les écoles industrielles mises en place dans les villes situées au-delà des Carpates.

La limitation par voie administrative de l'établissement dans les villes permet donc de réglementer non seulement les proportions numériques des nationalités et de la majorité mais aussi le degré de développement social des minorités. Ce qui, sous l'angle des résultats, équivaut à la désagrégation du niveau d'organisation sociale des minorités.

## Liquidation de la langue maternelle

Le processus de liquidation de l'enseignement de la langue maternelle engagé il y a plusieurs dizaines d'années arrive à son terme à tous les niveaux. La méthode essentielle utilisée à cet effet consiste à réaliser la fusion des écoles de la minorité et des écoles roumaines, ou bien, dans certains cas, à supprimer totalement les écoles de langue maternelle. Ce processus a démarré en 1956.

## Comment, de 1985 à 1986, les choses se concentrent

En 1985 et 1986 — aux termes de directives orales du ministère — les écoles à majorité hongroise des départements de Hargita, et de Kovaszna se sont vues dotées de professeurs pour la plupart roumains, ne connaissant pas le hongrois.

La mesure en question constitue une attaque d'une violence sans précédent contre l'enseignement dans la langue maternelle. Les faits chiffrés se résument comme suit : 223 professeurs en début de carrière ont été placés en 1985 dans le département de Hargita, où 86 % des élèves avaient été inscrits en 1982 dans les sections hongroises. Huit de ces professeurs étaient de langue maternelle hongroise, 26 furent affectés à des sections roumaines et 191 d'entre eux ne connaissaient pas le hongrois à des sections hongroises.

Une directive centrale émise oralement à cette occasion avait laissé clairement entendre que chaque professeur était habilité à faire ses cours dans la langue qu'il connaissait le mieux. Dans le département de Kovaszna, 132 professeurs ne connaissaient pas le hongrois ont été nommés en 1985, et 150 en 1986 pour enseigner dans les sections hongroises.

Jusqu'en automne 1986, les 23 écoles secondaires du département de Hargita disposaient toutes de directeurs hongrois, mais, à cette date, des directeurs roumains ont été nommés à la tête de 17 d'entre elles. Dans toute la Transylvanie, les directeurs hongrois des écoles générales sont, depuis, massivement destitués.

Nous avons cerné les données caractéristiques de l'évolution en Roumanie de l'enseignement dans la langue maternelle jusqu'en 1986, à partir des chiffres dont nous avons pu disposer. Depuis lors, en conformité avec la logique des régimes totalitaires, la situation n'a fait que s'aggraver.

Bien d'autres exemples analysés par cette revue hongroise pourraient être donnés de cette politique. Toutefois, signalons ici un exemple qui exprime bien ses conséquences sur le terrain culturel.

Pour la radio et la télévision, les émissions en langue hongroise (et allemande) ont été supprimées en 1984 sous prétexte des difficultés occasionnées par un hiver rigoureux (les studios hongrois fonctionnaient à Marosvasarhely et Kolozvar et les studios allemands à Temesvar). Les bandes sonores accumulées dans les studios radio-phoniques au long de dizaines d'années d'activité ont été transférées en un lieu

inconnu. Aux réunions organisées sur les lieux de travail, les orateurs, les intervenants n'ont le droit de parler qu'en roumain, et il en est de même pour les réunions de travail tenues par des troupes de comédiens hongrois ! Les inscriptions, les panneaux publics, les enseignes en langue hongroise ont presque complètement disparu dans les départements et les agglomérations habités majoritairement par des Hongrois.

C'est d'une sauvage politique d'oppression à l'égard des minorités nationales qu'il s'agit, c'est-à-dire de l'exercice par la violence d'une oppression particulière sur tous les terrains à l'encontre de ceux qui parlent une autre langue, ont d'autres traditions historiques ou culturelles que la « majorité ».

Ceausescu, bien sûr, et plus généralement la bureaucratie n'ont rien inventé. C'est la politique que partout la bourgeoisie a mise en œuvre comme un moyen de diviser les travailleurs et de faciliter leur exploitation. C'est, par exemple, la politique suivie par l'Etat monarchique héritier du franquisme à l'égard des diverses nationalités de l'Etat espagnol (Basques, Catalans, Galiciens). Rappelons que sous Franco l'usage public de la langue basque ou catalane était un délit.

La politique de Ceausescu ne se distingue pas, d'ailleurs, de la politique de la bureaucratie stalinienne en URSS, y compris à l'égard du problème des nationalités, ou de la politique des diverses bureaucraties dans les Etats qu'elles contrôlent (la situation de la minorité albanaise au Kosovo en est un exemple).

Les fondements réactionnaires de la bureaucratie, couche contre-révolutionnaire et parasitaire, agent de la restauration capitaliste, usurpant le pouvoir sur la base de la propriété sociale qu'elle mine, est contradictoire avec toutes les exigences démocratiques, et donc avec celles des droits des peuples et des nationalités, de leur égalité. Elle est incompatible avec une union libre de pays libres, une fédération respectant les droits de chaque peuple, grand ou petit, qui est la seule solution démocratique à la situation créée dans les Balkans et en Europe danubienne.

C'est ainsi que l'on voit aujourd'hui resurgir le problème de la minorité turque en Bulgarie. Mais, en même temps, il existe une minorité bulgare en Grèce, etc.

Il est légitime qu'elles revendiquent leurs droits — comme la minorité hongroise en Roumanie — mais cette revendication doit nécessairement se lier à la possibilité pour la minorité turque en Bulgarie d'avoir les mêmes droits.

Seuls ceux qui n'ont aucun intérêt au maintien d'une quelconque oppression combattent jusqu'au bout pour les revendications nationales.

Ceausescu, s'appuyant sur tout l'héritage réactionnaire du passé, avait cherché à opposer les Roumains aux Allemands et aux Hongrois et les différentes minorités entre elles.

Mais sa politique d'oppression nationale a été l'un des facteurs qui ont uni contre lui tous les peuples, tous les habitants de la Roumanie.

Les faits l'ont démontré : à Timisoara il y a d'abord eu dans les manifestations une majorité de Hongrois, puis une majorité de Roumains.

Timisoara est devenue plus qu'une ville : un mot d'ordre pour tous, d'un bout à l'autre du pays.

Les comités ouvriers, qui ont uni la population travailleuse parce qu'ils dessinent les lignes d'un pouvoir ouvrier et démocratique, indiquent comment la question nationale peut être réglée.

# C.E.R.M.T.R.I

(Centre d'études et de recherches  
sur les mouvements trotskyste et  
révolutionnaires internationaux)

88, rue Saint-Denis 75001 Paris - Tél. : 42 33 37 92

Ouvert les lundis, mercredis et vendredis  
de 13 heures à 18 heures

**L**En n° 55 des *Cahiers du CERMTRI* est paru et comporte la deuxième partie des documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine.

Dans ce *Cahier* figure le récit, inédit en français, de la vie de Peng Shu-Tse par sa compagne Peng Pi-Lan. Peng Shu-Tse fut un des militants qui adhérèrent au PC chinois au début des années 1920. Ensuite, Peng Shu-Tse, face à la politique criminelle de Staline en Chine, organise l'Opposition de gauche avec Chen Tu-Hsiu. Pendant les années de son combat pour planter le trotskysme en Chine, Peng Shu-Tse subit la double répression des dirigeants bourgeois du Kuomintang et des staliens. En 1949, il doit quitter la Chine pour échapper aux poursuites et à la répression des staliniens. En Europe, Peng Shu-Tse continua

le combat sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les lecteurs des *Cahiers* trouveront d'autre part dans ce numéro deux articles de Victor Serge écrits en 1927 sur le problème de la révolution chinoise.

Enfin, pour illustrer un des épisodes de la lutte des classes en Chine, celui de la « Révolution culturelle » de 1967, nous avons reproduit pour information un article de Germain paru dans la revue *Quatrième Internationale* de juillet 1967 et un exposé de François de Massot au Cercle d'études marxistes de février 1968.

Les *Cahiers du CERMTRI* n° 54 et n° 55 mettent donc à la disposition des militants, chercheurs et historiens des documents donnant un tableau assez large du développement du mouvement révolutionnaire en Chine. ●

**Le numéro 55 des *Cahiers* est en vente au CERMTRI, à la SELIO (87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris) et à La Brèche (9, rue de Tunis 75011 Paris). Abonnement annuel : 60 F.**

## X. Une question centrale : la propriété sociale

Voilà donc annoncés la fin du communisme, la fin de la propriété sociale des moyens de production, le retour à la case départ, aux grandes heures du capitalisme et à ses promesses.

Il ne manque personne à l'appel pour nous annoncer cette nouvelle vérité. Une unanimité touchante rassemble tout ce qu'on peut trouver de nuances de pensée entre l'extrême droite de toujours et les leaders des partis communistes, toutes sensibilités confondues.

Gorbatchev, le premier, a montré la voie de l'ouverture au marché et au capitalisme. Il vient d'ailleurs d'annoncer la nomination d'un « conseiller pro-marché » dans son cabinet privé. Il s'agit du professeur Nikolaï Petrakov, présenté par le *Financial Times* comme un économiste partisan radical de l'économie de marché.

Aujourd'hui, après ceux du PC hongrois, ce sont les porte-parole du PC polonais — les assassins de Gdańsk et de Szczecin — qui, désirant sans doute administrer au monde la preuve de leur bonne volonté, viennent d'annoncer, après une « *profonde et douloreuse réflexion* », qu'ils renonçaient au marxisme... Comme s'ils avaient eu un jour quelque chose à voir avec le marxisme !

En France, Georges Marchais, qui passait jusqu'ici sans histoire ses vacances en Roumanie, serait, dit-on, très affecté par ce qu'il vient de découvrir. Ne doutons pas un instant qu'il se prépare, lui aussi, à nous annoncer une réévaluation du rôle de la libre entreprise et des espoirs qu'elle suscite.

N'était-ce pas son fidèle adjoint Philippe Herzog qui, pour apporter son soutien à la politique de démantèlement du service public engagée par le gouvernement Mitterrand, déclarait en 1989 : « *L'apport spécifique, irremplaçable, du service public n'est plus automatiquement perçu, c'est le moins qu'on puisse dire. On sait la crise d'efficacité des entreprises et des services publics de nombreux pays, en particulier socialistes.* »

Quant à Marcel Rigout, le « reconstructeur », qui fut aussi le fameux ministre PCF qui a contribué à l'enrichissement du marxisme dans le gouvernement Mitterrand en apportant sa pierre à la généralisation du travail précaire, il vient, pour sa part, dans *Le Figaro Magazine*, de se juger moralement autorisé à déclarer : « *Le communisme n'a réussi nulle part.* »

C'est un fait qu'on ne saurait ignorer : tous les différents dirigeants de par le monde ont connu le même itinéraire : ils étaient tous staliniens du temps de Staline, khrouchtchéviens sous Khrouchtchev, brejnéviens sous Brejnev, ils sont tous, aujourd'hui, gorbatcheviens sous Gorbatchev. En France, ils peuvent se distinguer en pro-Marchais, « reconstructeurs », « rénovateurs », ils n'en sont pas moins tous — ils le revendent avec fierté — partisans de Gorbatchev, de ses « réformes économiques » d'ouverture au marché capitaliste et de restauration de la propriété privée des moyens de production. Et tous, de même, soutiennent les efforts de Gorbatchev et de Bush en vue de rétablir, à Malte et ailleurs, les conditions d'une solution de remplacement au défunt ordre de Yalta et Potsdam, balayé par la vague de la révolution mondiale.

Dans ce concert, il est remarquable que l'optimisme des représentants patentés du capital est plus nuancé. La restauration de la propriété privée des moyens de pro-

duction constitue pour eux une question concrète. Elle pose des problèmes, elle confronte à des réalités qu'il leur faut surmonter. Laissons-leur la parole.

« Avec plus ou moins de lucidité, de publicité et d'enthousiasme, mais toujours sous l'empire d'une nécessité incontournable, les pays socialistes découvrent que leur avenir passe par la reconstruction du capitalisme. Ce fut dur et long à admettre ; une fois admis, c'est simple à dire ; mais une fois dit, cela reste très difficile à faire. Parce que le capitalisme en pays socialistes sera forcément un produit d'importation. Le capitalisme n'est pas une théorie. Ce n'est pas même une institution qu'une loi nouvelle peut mettre sur pied. C'est un ensemble de réalités, de mœurs, d'attitudes. Il n'y a pas de capitalisme sans capital ou plus exactement pas de capitalisme marchand sans capital libre et privé.

Les pays socialistes l'ont détruit. Il ne sortira pas de dessous les paillasses comme les économies d'un clochard. Le capital latent dans les pays socialisés peut supporter le réseau du petit commerce, de l'artisanat, d'entreprises de services, initialement constituées de matière grise surtout, d'entreprises industrielles qui grandiraient à partir de presque rien, en ne se nourrissant que de leur propre réussite, mais ce n'est pas ce capital à l'état naissant qui peut relayer l'Etat dans son financement de l'industrie ni des grands réseaux de commerce et de services qui manquent terriblement à ces économies anémierées.

Or, ces difficultés seront multipliées du fait que l'argent, donc le pouvoir ultime, et l'inégalité viendront de l'étranger. Le capitalisme à la dimension du problème posé ne peut être un processus autochtone. Le député polonais qui a demandé au ministre de l'Industrie s'il pouvait être envisagé en principe que Nowa Huta soit rachetée par Krupp a obtenu une réponse positive. S'il avait suggéré qu'elle soit rachetée par un capitaliste polonais, il n'aurait obtenu que des éclats de rire.

Le socialisme a réussi à faire le vide, et le capitalisme ne peut prendre le relais que de l'extérieur. Cela se heurtera à deux obstacles : le premier, à l'intérieur. Car si l'investissement étranger arrive en force, il créera une situation quasi coloniale qui suscitera tôt ou tard des réactions de rejet. Le second obstacle se trouvera à l'extérieur, car le capital occidental ou japonais peut bien s'offrir quelques entreprises, il ne peut racheter toute l'URSS et l'Europe de l'Est... Comme quoi il est plus facile de détruire le capitalisme que de le recréer. » (Les Echos, organe du CNPF, du 15 septembre 1989.)

Et un éditorialiste de l'*International Herald Tribune* écrivait : « Les "réformes" en cours en Europe de l'Est vont plonger ces sociétés dans un tourbillon de dislocation dont une forte inflation, un chômage massif et l'émergence de grandes inégalités sociales et économiques seront des composantes douloureuses mais inévitables. Ce processus, déjà bien engagé en Hongrie et en Pologne, incitera à la création de mouvements politiques radicaux et même de nouvelles insurrections populaires s'il n'est pas soigneusement contrôlé. »

Peut-on imaginer plus clair exposé des problèmes posés ? De leur propre aveu, les capitalistes reconnaissent donc que le rétablissement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production n'apporterait aucune solution, aucun progrès, dans les pays de l'est de l'Europe. Pis : ils reconnaissent, cyniquement, qu'ils n'ont d'autre perspective à offrir qu'une véritable recolonisation de ces pays. Une recolonisation d'un type particulier qui, concrètement, se traduirait — commence déjà à se traduire — par la destruction des bases industrielles de l'économie, par l'aliénation de la souveraineté nationale, par la dégradation brutale des conditions de vie, par le développement de la misère et du chômage. Comme en Afrique, comme en Amérique latine.

Cet aveu de l'impasse, de la « faillite », pour reprendre un terme en vogue, qui est celle du système capitaliste pourri, de l'impérialisme, nous ramène aux conditions mêmes qui ont abouti, en URSS et ailleurs, au mouvement d'expropriation du capital. L'expropriation du capital n'est pas née de la volonté de réaliser un prin-

cipe porté par quelques « illuminés ». Elle a été la forme concrète par laquelle des millions d'hommes se sont attachés à résoudre la contradiction de la société moderne : l'obstacle mis par les rapports sociaux de production, ceux de la propriété capitaliste, au développement des forces productives à l'époque de l'impérialisme.

Il s'agit bien évidemment d'un problème posé à l'échelle mondiale. L'impérialisme est le système dominant à l'échelle mondiale. Le marché et la division du travail sont des réalités internationales.

C'est pourquoi les marxistes ont toujours expliqué, sur la base de l'analyse de la réalité, que si la classe ouvrière pouvait dans un pays renverser l'Etat de la bourgeoisie, y exproprier le capital, amorcer la transformation socialiste de la société, la constitution d'une société socialiste n'était possible qu'à l'échelle mondiale. La prétendue « théorie du socialisme dans un seul pays » ne fut que la couverture par Staline et la bureaucratie de leur pouvoir et de leurs priviléges « dans un seul pays », de leur politique contre-révolutionnaire. Elle servit d'argument à la course folle pour « rattraper et dépasser » les puissances capitalistes, à la collectivisation forcée des campagnes, au cortège de désastres et de guerres qui l'accompagnent.

La dictature de Ceausescu, vidant la Roumanie de son sang, ruina l'économie nationale pour être le meilleur élève du FMI, appliquant jusqu'au bout la monstreuse logique du « socialisme dans un seul pays ».

En détruisant le vieil appareil d'Etat du tsarisme, en édifiant le pouvoir des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, en entamant l'expropriation de la bourgeoisie, la révolution d'Octobre 1917 ouvrirait l'ère de la révolution socialiste mondiale.

Puisque c'est en Russie qu'en 1917 la révolution prolétarienne expropria pour la première fois le capital, qu'on nous permette de rappeler ceci : quel avenir le capital anglo-français promettait-il, à l'issue de la Première Guerre mondiale, aux hommes qui peuplaient les immenses territoires de la Russie ? Quel avenir, sinon celui de l'oppression coloniale ou semi-coloniale qu'ont connue le sous-continent indien, le continent africain et latino-américain, avec son cortège de famine, de misère, de désertification, d'effondrement social et économique ?

Isolé, épuisé par les ravages de la guerre civile où toutes les puissances impérialistes avaient apporté leur appui à la réaction, dans les conditions de l'arrêtation économique, le pouvoir né de la révolution devait dégénérer. Une bureaucratie omniprésente, soustraite à tout contrôle, s'arrogeait les plus gros priviléges, usurpait le pouvoir politique.

Comme l'expose le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (1938), cet appareil d'Etat avait subi une dégénérescence complète, se transformant « *d'instrument de la classe ouvrière en instrument de la violence bureaucratique contre la classe ouvrière et de plus en plus en instrument de sabotage de l'économie* ».

La bureaucratie stalinienne — caste parasitaire — asseyait son pouvoir par la terreur, par un véritable génocide politique contre les militants du Parti bolchevique, par l'assujettissement et la déportation de millions d'ouvriers et de paysans.

Pour Trotsky, réaliser toutes les potentialités de développement des forces productives ouvertes par la collectivisation des moyens de production exige une véritable révolution politique. Pour cela, en effet :

« *L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires au développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera dans l'économie la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, palais de soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les "normes bourgeois"*

*ses de répartition* " seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste.

*Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire. »*

Depuis, bien évidemment, ce n'est plus seulement à des « erreurs et des zigzags » des bureaucrates que les peuples d'URSS et des pays de l'Est ont eu affaire, mais à une politique criminelle de caste s'accrochant aux priviléges du pouvoir, dont Ceausescu exprime la quintessence. Tout le développement des institutions, des règlements, toute l'organisation économique ont été exclusivement développés afin d'assurer les priviléges de cette caste. Rien ne doit plus en rester debout. Tout l'édifice institutionnel de la dictature bureaucratique doit être balayé ! Comme cela a commencé de l'être. Tout... mais une chose exige d'être préservée, la seule qui reste du mouvement qui expropria le capital : la propriété sociale des moyens de production. Dans le cas contraire...

L'éditorialiste des *Echos* est clair : ces forces productives qui ont été constituées dans un pays arriéré comme l'URSS (et, dans d'autres rapports, celles qui existent dans les autres pays de l'Est) sont condamnées irrémédiablement à la destruction par la politique de restauration capitaliste mise en œuvre par la bureaucratie stalinienne.

Imagine-t-on que le capital, qui a liquidé tous les chantiers navals européens, va reprendre à sa charge les chantiers navals de la côte de la Baltique ? Imagine-t-on que le capital en pleine décomposition, qui vient de détruire l'essentiel de la sidérurgie dans l'est de la France, en Belgique, en Espagne, en Angleterre, va hésiter un instant à imposer les plans de « restructuration », c'est-à-dire la fermeture quasi certaine de l'essentiel des bases de la production constituées dans les pays de l'est de l'Europe ?

Imagine-t-on qu'au moment où, sous la pression du FMI et de la CEE, les gouvernements capitalistes tentent à toute force de fermer les mines de charbon de Lorraine et de la Ruhr, la restauration capitaliste hésitera à liquider les mines du Donbass et du Kouzbass, de Basse-Silésie, de Hongrie, de Roumanie ? Non, bien sûr ! Ils l'ont d'ailleurs annoncé clairement. Les experts capitalistes, quant à eux, ne se bercsent pas d'illusions. Ils entrevoient avec réalisme les obstacles qui se dressent devant eux :

*« Après l'euphorie de leur premier passage du Mur de Berlin enfin ébréché, le deuxième week-end passé à l'Ouest par les Allemands de l'Est a laissé percer leurs premières désillusions. Cette opulence n'est-elle pas un mirage ? Le saut d'un système anesthésiant mais hyperprotecteur à un système dynamisant mais d'extrême précarité est-il supportable en une génération ? Et encore n'ont-ils pas pleinement conscience des diktats féroces qu'impliquent la libre formation des prix, la marche forcée au profit, les déséquilibres inégalitaires sans lesquels l'Occident ne trouve pas de motivations suffisantes pour générer de la richesse, donc du niveau de vie. »* (*Les Echos* du 22 novembre 1989).

Et plus loin : « *La liberté qu'il s'agit de reconstruire à l'Est, passés les joies et les drames de la libération politique, se traduit en questions concrètes : comment créer des entreprises indépendantes ? comment privatiser un immense secteur public, comment briser les réflexes d'assistance ? comment apprendre les réflexes de la productivité ? comment faire bon usage de l'inégalité ?* » (*Les Echos* du 29 décembre 1989.)

Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites... Mais il ne s'agit plus de fiction. Geremek, président du groupe parlementaire de Solidarité, déclarait à la presse, après la visite de l'*« expert »* en restructuration de la CEE Jacques Chérèque — qui s'est

illustré dans des centaines de milliers de licenciements en Lorraine — qu'il estimait de trois cent mille à trois millions le nombre de chômeurs à court terme en Pologne !

Le mardi 9 janvier, on apprenait que la Hongrie, le pays d'Europe de l'Est le plus endetté à l'égard du FMI, annonçait de nouvelles et fortes hausses de prix :

*« Le prix de la viande a augmenté de 32 %, le lait et les produits laitiers de 42 à 43 %, le pain de 26 %... La hausse des prix va être de 25 % pour les voitures, de 10 à 14 % pour l'essence. Les transports en commun vont augmenter de 22 à 25 %. Le prix de l'eau et de l'évacuation des poubelles augmentera de 336% (!). A partir du 1<sup>er</sup> février, les loyers seront augmentés de 35 %. Ces décisions entraînent une hausse du coût moyen de la vie d'au moins 1 300 forints par mois pour un salaire moyen brut de 8 300 forints. Plus de 2 millions d'habitants sur 10,6 millions vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté. »*

Quant aux espoirs qu'on devrait attendre des formidables capacités productives de l'impérialisme pourrissant, qui a déjà condamné par la dette du FMI des continents entiers à la famine et à la mort (rappelons que l'UNICEF prévoit 130 millions de morts en Afrique dans les dix ans à venir), on peut les estimer aux chiffres qu'ils donnent de l'évolution de l'emploi industriel aux Etats-Unis :

*« Alors que le nombre d'emplois créés en décembre au Etats-Unis n'a totalisé que 142 000, confirmant le ralentissement de l'économie, c'est surtout la tendance dans le secteur industriel qui retient l'attention des analystes. En effet, les chiffres publiés montrent une baisse de 2 500 postes dans les usines. Il s'agit de la neuvième réduction consécutive (...). Certains secteurs, comme l'automobile, qui a licencié 50 000 personnes depuis mai dernier, ou la construction, qui a supprimé 38 000 postes le mois dernier, sont durement frappés par la baisse de la demande. IBM va supprimer 10 000 postes sur deux ans. ATT a annoncé la suppression de 8 500 emplois, Pacific Bell va supprimer 11 000 emplois au cours des cinq prochaines années. »*

La décomposition de tout le système mondial de l'impérialisme, exprimée dans les plans du FMI et de la CEE, la stagnation et la régression des forces productives manifestées dans la place prédominante acquise par les dépenses parasitaires et la spéculation dans le fonctionnement d'ensemble du système sont au centre de la situation mondiale.

Le chômage, le phénomène de désindustrialisation, les désordres monétaires qui sont à la base des plans d'austérité mis en œuvre par tous les gouvernements, par tous les Etats capitalistes, y compris les plus puissants et les plus avancés, participent de la même réalité que le pillage au sens le plus littéral du terme des pays dits sous-développés par le moyen de la dette extérieure. La pénétration du capital financier, là aussi par le moyen, entre autres, de la dette, dans les pays où le capital a été exproprié, conduit l'économie de ces pays à un désastre sans précédent.

C'est cette réalité qui nourrit les combats quotidiens des millions de travailleurs pour la défense de leur emploi, de leurs conditions de vie, de leurs droits les plus élémentaires, de l'ensemble de leurs conquêtes menacées par l'action destructrice du système de l'exploitation capitaliste, minant les bases mêmes de l'économie mondiale, de la civilisation.

Il s'agit d'un seul et même combat contre la dette dans les pays dits sous-développés, pour la défense des acquis de la classe ouvrière, contre la précarisation du travail, la destruction de la technique, la privatisation des services publics dans les pays impérialistes et pour la liberté et la dignité qui exigent la défense des forces de production, donc de la propriété sociale, débarrassée de la bureaucratie parasitaire, dans les pays où le capital a été exproprié.

La défense de cette propriété sociale, ce sont les comités ouvriers en Roumanie qui l'ont engagée en révoquant leurs directeurs d'usine, en élisant leurs comités de délégués révocables à tout moment, en prenant le contrôle de la production. Ils ont ainsi mis à l'ordre du jour la réorganisation de l'économie en fonction des seuls besoins de la société, constituée de l'immense majorité des producteurs. Ils ont com-

mencé par en bas la destruction totale de l'ancien appareil administratif et se sont engagés ainsi dans la voie de l'instauration d'une véritable démocratie où le peuple discutant librement pourra décider des orientations de la production, de la répartition, de la politique gouvernementale, et finalement pourra exercer le pouvoir.

C'est dans cette voie et dans cette voie seule qu'une issue peut être trouvée aux immenses problèmes qui surgissent aujourd'hui.

# XI. Une situation mondiale nouvelle

Les applaudissements unanimes sont une chose. Derrière cette façade, la réalité est tout autre : les puissants mouvements révolutionnaires qui se déroulent dans les pays de l'est de l'Europe suscitent les plus grandes inquiétudes dans les sommets de l'impérialisme américain, de la CEE et de la bureaucratie du Kremlin.

Fortement ébranlées par la remise en cause de l'ordre établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ces forces cherchent à s'adapter à la nouvelle situation afin de contenir puis briser la révolution commencée par les peuples.

C'est sous l'égide de l'impérialisme américain que s'opère le réaménagement des forces contre-révolutionnaires qui combattent contre l'unité de l'Allemagne et en faveur de la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays de l'Est.

## L'inquiétude dans les cercles dirigeants

Le secrétaire du Département d'Etat (ministre des Affaires étrangères US) James Baker l'a clairement indiqué :

*« Si les institutions existantes sont bouleversées, les soucis peuvent devenir des problèmes. »* (Libération du 13 décembre 1989.)

Or les institutions existantes sont bouleversées, l'inquiétude est générale. Madame Thatcher : « Les temps de grands changements sont aussi des temps de grande incertitude et même de danger. » (Libération du 15 novembre 1989.)

Roland Dumas, ministre français des Affaires extérieures : « Faire attention à ne pas bousculer un ordre certes critiquable mais qui a le mérite d'avoir maintenu un état de paix et d'équilibre. Je pense en particulier aux frontières existantes. » (Libération du 18 novembre 1982.)

Un haut responsable de la CEE, au lendemain de la chute du Mur de Berlin : « En une journée, trente années de travail ont été remises en cause (...). Il faut bien reconnaître que nos débats sur la teneur en goudron des cigarettes ont un côté un peu suranné (...). Où va-t-on ? Personne ne le sait. Personne n'en a la moindre idée. » (Libération du 14 novembre 1989.)

Le chancelier de l'Echiquier (ministre de l'Economie), John Major : « Les événements qui se produisent en RDA sont fluides. Celui qui en tirera des conclusions fermes et définitives risque d'être bien vite démenti par les faits. » (Libération du 14 novembre 1989.)

## Bush, Gorbatchev, Mitterrand... et l'Allemagne

Que signifient les événements d'Allemagne ? Ils expriment les aspirations du peuple allemand à l'autodétermination, la classe ouvrière allemande dans son ensemble à l'unité de ses rangs pour en finir aussi bien avec la domination totalitaire de la bureaucratie stalinienne qu'avec l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire pour défendre tous ses acquis à l'Est comme à l'Ouest. « Ni communistes (c'est-à-dire bureaucrates stalinien), ni fascistes » est le mot d'ordre central des manifestations de masse de Leipzig en ces premiers jours de 1990. Mais, de leur côté, les sommets de l'impérialisme et de la bureaucratie s'opposent à l'unité de l'Allemagne. A cette fin, Bush, Gorbatchev, Mitterrand, etc., se prononcent en faveur du maintien des alliances militaires, apportent un soutien ouvert au régime stalinien de RDA et s'engagent

sur la voie d'un renforcement de la CEE élargie aux pays de l'Est, un élargissement, notons-le ici, souhaité par la bureaucratie du Kremlin. Qu'on en juge.

Dès la chute du Mur de Berlin, James Baker s'empresse de déclarer que « *la réunification de l'Allemagne n'est pas d'actualité* ».

Le même James Baker, lors d'un voyage en Europe, estime que la réunification de l'Allemagne passe par la présence des troupes américaines dans ce pays !

De son côté, Mikhaïl Gorbatchev affirme : « *L'existence de deux Etats allemands découle des développements de l'histoire. C'est un fait largement reconnu par la communauté internationale et il faut se fonder sur cette réalité. La question de la réunification n'est pas à l'ordre du jour de la politique internationale.* » (16 novembre 1989.)

Pour Jacques Delors, président de la Commission européenne, qui s'exprime à l'antenne d'*Europe 1* : « *La réunification de l'Allemagne n'est pas à l'ordre du jour.* » (19 novembre 1989.)

Ils sont tous d'accord. Fin novembre, le Conseil européen publie un communiqué dans lequel on peut lire ceci : « *Ce processus doit se réaliser (...) dans le respect des accords et traités, sur la base de tous les principes définis par l'acte final d'Helsinki. Il doit se situer dans la perspective de l'intégration communautaire et dans un contexte de dialogue et de coopération Est-Ouest.* » En d'autres termes, le droit du peuple allemand à son autodétermination n'est pas absolu et dépend de la volonté de l'Ouest et de l'Est, c'est-à-dire de Washington, Paris et Moscou.

De même, François Mitterrand déclare dans *Paris-Match* le 22 novembre 1989 : « *La volonté du peuple allemand ne peut se passer de l'accord des Etats, des Etats allemands comme des Etats garants du statut allemand.* »

Roland Dumas, ministre des Affaires extérieures de Mitterrand, est encore plus précis : « *Apporter une solution durable à la question allemande passe par le respect de deux principes qu'on ne peut dissocier :* »

— *Premier principe : le droit des Allemands, ceux de la République démocratique allemande comme ceux de République fédérale d'Allemagne, de choisir en toute liberté leur avenir. C'est le droit à l'autodétermination. C'est la voie démocratique.*

— *Deuxième principe : ce choix doit être accepté par les autres pays européens, notamment les plus proches. La liberté de choix, tout imprescriptible qu'elle soit, ne saurait dans son exercice être exercée comme un principe absolu qui s'imposerait aux autres au nom d'une puissance retrouvée, au risque d'être perçue par certains comme le retour des dangers passés. (...) Rien ne serait plus dangereux que d'occulte aujourd'hui certaines réalités : l'existence de deux Etats allemands, reconnus internationalement et appartenant à des alliances différentes ; l'existence d'accords internationaux ; les principes librement acceptés par tous à Helsinki (notamment le respect de l'intégrité territoriale des Etats et des frontières existants).* » (Le *Quotidien de Paris* du 13 décembre 1989.)

Arrêtons-nous un instant sur cette déclaration qui a le mérite de dire clairement le point de vue de tous. Résumons. :

a) le droit à l'autodétermination doit s'exercer, mais de manière séparée entre RDA et RFA ;

b) mais l'exercice de ce droit est **subordonné** à l'accord des gouvernements des Etats voisins.

En fait, cela implique qu'il n'y a aucun droit reconnu à l'autodétermination, puisque celle-ci signifie que nul ne peut décider de l'avenir d'un peuple en dehors de lui-même ;

c) en tout état de cause, le droit croupion à l'autodétermination, tenu de s'inscrire dans le respect de « *l'existence de deux Etats allemands* », dans le « *respect de l'intégrité territoriale des Etats et des frontières existants* » — notamment des Etats séparés de RDA et de RFA et de la frontière qui les sépare — et dans le « *res-*

pect des alliances existantes », exclut par avance le droit à l'unité du peuple allemand, le droit de remettre en cause la subordination des uns à Bush et des autres à Gorbatchev.

Il faut l'établir clairement : pour Bush, Gorbatchev, Dumas, Mitterrand et tous les autres, la chute du Mur de Berlin est une catastrophe. Elle démontre aux yeux des opprimés et des exploités du monde entier la capacité des peuples à faire prévaloir leurs droits fondamentaux, en dépit de la sainte alliance Washington-Paris-Bonn-Berlin-Moscou qui leur nie le droit de décider de leur avenir.

De son côté, Nicolas Afanasievski, responsable du secteur Europe au ministère soviétique des Affaires étrangères, ne s'en cache pas, lui qui écrit dans *Le Figaro* du 13 décembre 1989, après la rencontre Gorbatchev-Mitterrand à Kiev : « *Cet automne, qui entrera vraisemblablement dans l'histoire comme "l'automne qui ébranla le monde"*, les événements se sont accélérés, posant une série de questions qui exigent tout à la fois une réponse urgente et une prévision de l'avenir.

*C'est ce qui a déterminé aussi l'intensification des contacts soviéto-français. Les dirigeants des deux pays ont procédé à des échanges d'opinion par téléphone, par l'intermédiaire de leurs représentants personnels et de leurs ambassadeurs. Au mois de novembre, Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères, se rendait à Moscou.*

Jusque-là, la situation en Europe centrale se développait globalement selon un schéma prévisible. Ces derniers jours, toutefois, elle a commencé à prendre une tournure parfois inquiétante. Les « vieux démons » ont commencé à se réveiller, pour reprendre une expression française.

La situation exigeait une rencontre urgente des dirigeants. Dans un souci de rapidité et d'efficacité, elle s'est tenue non pas dans une des capitales, mais dans la vieille ville de Kiev, à « mi-chemin » entre Paris et Moscou.

Le moment était extrêmement bien choisi. Une rencontre très importante venait de se tenir entre M. Gorbatchev et le président américain George Bush qui, semble-t-il, inaugure une ère qualitativement nouvelle dans les relations soviéto-américaines. A l'issue de son séjour à Kiev, M. Mitterrand s'est rendu à Strasbourg pour participer, en sa qualité de président de la Communauté européenne, au sommet de cette organisation.

Le fait que, pour reprendre une opinion des Occidentaux, M. Mitterrand ait apporté son soutien aux résultats de la rencontre soviéto-américaine de Malte paraît très important.

L'Union soviétique et la France ont toujours été d'accord pour dire que le processus d'Helsinki, c'est-à-dire le respect des réalités constituées en Europe à l'issue de la guerre — dans le cas présent, l'existence des Etats souverains et indépendants de la RFA et de la RDA — et l'inviolabilité des frontières européennes sont des conditions sine qua non de la sécurité et de la stabilité en Europe. »

Autrement dit : resserrer les rangs. L'effondrement de l'ordre de Yalta et de Potsdam leur fait obligation — sous peine de se laisser submerger par les peuples en quête d'autodétermination — de tenter de dresser un nouveau barrage. L'appel en direction de Mitterrand n'est pas fortuit. La II<sup>e</sup> Internationale est appelée à jouer un rôle renforcé dans la recherche de cette nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire mondiale du fait, précisément, de l'effondrement du stalinisme.

Ainsi, Oscar Lafontaine, dirigeant du SPD allemand, déclare dans *Le Quotidien de Paris* du 27 novembre 1989 : « *Est-il juste que nous autorisions tous les citoyens de RDA, tous les Allemands de souche à bénéficier du système de protection sociale de la RFA ? La réponse que nous avons donnée jusqu'à présent n'est plus tenable.* »

Et Willy Brandt, responsable de la II<sup>e</sup> Internationale, pose le « problème » en ces termes : « *Les Allemands ne sont pas les seuls à pouvoir décider de la forme sous laquelle ils souhaitent vivre ensemble. L'Allemagne n'est pas seule dans cette affaire et il ne faut pas oublier les quatre puissances alliées (USA, France, Grande-*

Bretagne, URSS) qui sont toujours les garantes de l'Allemagne dans son ensemble, où elles entretiennent toujours des troupes. » (Agence France-Presse, 13 novembre 1989.)

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que *L'Humanité* du 30 novembre 1989, exprimant la position des dirigeants du PCF, écrive : « Au demeurant, ce qui doit importer le plus dans cette affaire, ce n'est pas le désir supposé des Allemands, mais les exigences de la paix et de la stabilité européenne, seules bases réelles du développement d'une coopération pacifique. Faut-il rappeler aussi que, juridiquement, ce sont les Etats-Unis, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne qui, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, sont responsables des problèmes concernant l'Allemagne dans son ensemble ? »

## Un soutien unanime au PC est-allemand

L'acharnement angoissé des « grands de ce monde » à faire barrage au mouvement de la révolution allemande, qui, en abattant le Mur, les a pris par surprise et mis devant le fait accompli, débouche sur un problème pratique : sur qui, sur quelle force prendre appui pour avancer vers une restabilisation de la situation ?

Le choix est limité. Faute de mieux, l'unanimité va se faire sur... le soutien à apporter au PC est-allemand.

Dès sa nomination, le nouveau Premier ministre est-allemand est naturellement félicité par Moscou. Mais, immédiatement, James Baker, secrétaire du Département d'Etat américain, se rend en RDA et déclare : « Nous voulons que les Allemands de l'Est soient conscients de l'appui sur lequel ils peuvent compter aux Etats-Unis pour leur processus de réforme. Nous voulions aussi montrer combien nous espérons que ce processus sera pacifique, combien nous sommes intéressés à ce que cela progresse d'une manière stable. J'ai dit à M. Modrow que nous étions satisfaits que la table ronde ait fixé la date du 6 mai pour des élections démocratiques, et de voir qu'ils sont décidés à aller de l'avant pour réformer leur économie. » Commentaire du journal *Le Monde* : « La rencontre entre MM. Baker et Modrow avait été préparée la veille par l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin-Est et les Soviétiques en avaient été informés. C'est la première rencontre entre un Premier ministre est-allemand et un dirigeant occidental depuis le début des événements d'Europe de l'Est ; c'est aussi la première fois qu'un aussi haut représentant américain se rend en RDA. Le geste de M. Baker traduit bien l'inquiétude des partenaires des deux Allemagnes devant le risque d'un dérapage de la situation en RDA. Le secrétaire d'Etat américain a été aussi loin qu'il le pouvait dans son appui au Premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, sur qui reposent actuellement en grande partie les chances de stabilisation dans son pays. »

A l'issue de son séjour, James Baker conclut ainsi : « Malgré les désordres nés du changement, le gouvernement est-allemand fonctionne, les gens travaillent et l'économie tourne. » (Agence France-Presse, 8 décembre 1989.)

François Mitterrand se rend lui aussi en RDA. Commentaire du journal *Libération* du 29 décembre 1989 : « En visite en RDA depuis mardi soir, François Mitterrand colle à cette image, ayant développé à propos de cette "autre" Allemagne, un discours positif rarement entendu jusque-là. Il a même développé le concept nouveau, dans une interview à la télévision ouest-allemande, de "peuple allemand de RDA" et vanté, devant le président est-allemand, "l'apport de votre pays à la civilisation européenne". A ceux qui en RDA même doutaient de cette identité de cette Allemagne-ci, comme à ceux qui défendent farouchement un "nationalisme DDR", le président français a apporté un début de réponse. »

Hier, il a également décrit Hans Modrow, le chef du gouvernement est-allemand, comme "l'un des hommes clés sur lesquels l'équilibre européen repose en ce moment,

étant donné la responsabilité qu'il occupe aujourd'hui". C'est au cours d'un petit déjeuner avec lui que le président français a porté ce jugement, selon le porte-parole de l'Elysée, Hubert Vedrine. Cette attitude a, bien sûr, une explication diplomatique au moment où la question allemande devient centrale dans la recomposition de l'Europe. François Mitterrand, visiblement, tient à faire passer un petit message simple, celui qu'il martèle depuis quelques semaines à propos de la réunification allemande. La stabilité de l'Europe est trop importante pour que l'on touche tout de suite aux frontières. »

Quant au Premier ministre est-allemand Hans Modrow, il a rendu hommage à l'attitude française, « intéressée à la stabilité en RDA », selon le porte-parole de l'Elysée Hubert Vedrine (*Libération* du 29 décembre 1989).

Quant aux dirigeants US, une dépêche de l'Agence France-Presse du 8 décembre indique : « Les responsables du Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères) se satisfont aussi de la rapidité avec laquelle les partis communistes se débarrassent de leurs dirigeants les plus compromis et les excluent de leurs formations. Ils font ce qu'ils ont à faire pour garder un semblant de crédibilité, a estimé un responsable, rappelant que dans les prochains gouvernements qui se mettront en place, les communistes aussi devraient être représentés et non mis au ban de la société. »

Eh oui : Bush, et avec lui Mitterrand, fait partie des partisans des PC « rénovés ». Tout est bon, quand il s'agit de faire face à la révolution !

## Le renforcement de la CEE... sous l'égide des USA et le maintien des alliances militaires

Depuis la chute du Mur de Berlin et le développement de la révolution politique, les gouvernements européens, l'impérialisme et Gorbachev ne peuvent que souhaiter un renforcement de la CEE et de ses liens avec les USA pour constituer un pôle de stabilité en Europe, permettant l'association des pays de l'Est et leur engagement dans la voie de la restauration du capital.

Ainsi, James Baker propose la constitution d'*« une nouvelle Europe sur la base d'un nouvel atlantisme »*, parce que, dit-il, *« devant les transformations en Europe, les instruments de la coopération occidentale doivent s'adapter. Ensemble, nous devons concevoir et mettre en place progressivement un nouveau cadre pour une nouvelle ère »*. C'est pourquoi, ajoute James Baker, *« la coopération transatlantique et l'intégration européenne doivent être menées de front »*. En clair, conclut-il, *« nous proposons que les Etats-Unis et la CEE travaillent ensemble pour établir, que ce soit sous la forme d'un traité ou sous une autre forme, un ensemble nettement renforcé de liens institutionnels et économiques »*. Commentaire du journal *Le Monde* : *« Jamais aucun gouvernement américain ne s'était engagé à ce point auparavant dans son soutien à la Communauté européenne. »*

Un soutien visant à renforcer les barrages à la révolution montante, tout en favorisant la pénétration des marchandises et capitaux US dans les pays de la CEE. C'est James Baker lui-même qui estime que les USA devraient profiter de l'existence d'un futur marché unique européen comme les Européens avaient bénéficié durant les siècles précédents de l'existence d'un marché unifié aux Etats-Unis.

Echo favorable chez Jacques Delors qui, au nom des pays de la CEE, appelle au renforcement de l'intégration européenne, condition de la réussite des réformes économiques dans les pays de l'est de l'Europe.

Quant au ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, il déclare : *« Si le processus se poursuit de façon interne, il sera possible de parler à l'avenir d'une zone économique paneuropéenne. »* (*Les Echos* du 29 décembre 1989.)

Traduisons : une « zone économique paneuropéenne » de destruction des forces

productives, de chômage, de misère et de déqualification dans toute l'Europe, le contrôle direct de l'impérialisme US.

Bien évidemment, la recherche de la « stabilité » exige le maintien et le renforcement des alliances militaires : OTAN et Pacte de Varsovie.

Ainsi, dans *Le Quotidien de Paris* du 20 décembre 1989, on pouvait lire ceci : « *Le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze a reconnu l'importance "primordiale" qu'a désormais l'OTAN aux yeux de Moscou pour la stabilité en Europe, lors d'une visite sans précédent hier au siège de l'Alliance atlantique.* »

*M. Chevardnadze a déclaré aux ambassadeurs des seize pays de l'OTAN qu'il fallait "veiller ensemble à la stabilité" et que le "rôle des deux alliances" — l'OTAN et le Pacte de Varsovie — est "primordial", selon des sources diplomatiques. »*

Quant au sommet Bush-Gorbatchev à Malte, *Le Monde* du 5 décembre 1989 pouvait écrire à son sujet : « *L'heure n'est pas à la dissolution des alliances militaires en Europe, qui présentent l'avantage pour l'un comme pour l'autre de freiner un cours des événements susceptible de devenir incontrôlable, mais plutôt à une adaptation. »* »

Sans commentaires.

## FMI et restauration du capitalisme

L'accord est total, également, dans le domaine des réformes économiques entre Bush, Gorbatchev et les responsables de la CEE.

Dans le long discours qu'il a prononcé devant l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, George Bush déclare : « *Nous accueillons favorablement les efforts entrepris par l'Union soviétique pour libéraliser et décentraliser son économie. (...) Les Etats-Unis et leurs partenaires internationaux ont déjà pris des initiatives nouvelles à l'égard de la Pologne. Mais aujourd'hui, à la lumière des besoins croissants de la récente accession de Solidarité au gouvernement, et de notre propre intérêt à son succès, nous devons faire plus. Nous comprenons que le gouvernement polonais est en train d'étudier un plan courageux de rénovation de l'économie. Je demande au FMI et à la Banque mondiale de faire en sorte que la Pologne puisse rapidement développer un tel plan et l'aider à en assurer le succès. Pour leur part, les Etats-Unis seront à la pointe de cet effort, afin de tirer avantage de ce développement historique et d'en conforter la réussite. »* »

Même insistance chez François Mitterrand, qui déclare à l'issue du sommet européen du 18 novembre 1989 : « *Tout passe, pour la Pologne et la Hongrie, par un accord initial avec le FMI. C'est pourquoi il convient que cette institution agisse vite. Les instances de la Communauté insisteront auprès du FMI pour que, avant la fin de l'année 1989, des accords soient définis. »* »

Quant à Vladimir Retrovski, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, il indique que son gouvernement avait pris la « *décision politique importante de participer au FMI et à la Banque européenne de reconstruction et de développement et de rejoindre le GATT.* »

Les conséquences de cette orientation tournée vers le FMI et le marché ont été évoquées dans les chapitres précédents. Cependant, il y a loin de la coupe aux lèvres. Nous y reviendrons plus loin.

## Bush, Gorbatchev et Mitterrand regroupent aussi leurs forces contre le peuple noir d'Afrique du Sud et les peuples d'Amérique centrale

Incroyable mais vrai ! L'année 1989 s'est achevée par la réception à Budapest, par le gouvernement hongrois, du ministre sud-africain des Affaires étrangères Pik Botha. Selon le ministre hongrois des Affaires étrangères, « nous pouvons parler d'une certaine forme d'ouverture hongroise, depuis que le gouvernement sud-africain a graduellement amoindri l'apartheid et la ségrégation raciale ».

Satisfait des résultats de son séjour à Budapest, le ministre sud-africain a déclaré : « Il est temps que l'ANC (celui des mouvements anti-apartheid d'Afrique du Sud qui est lié au PC) découvre que leurs fraternels camarades en Europe de l'Est, c'est terminé, que l'idéologie de leurs fraternels camarades est morte. »

De son côté, l'ANC a publié un communiqué pour dénoncer, non sans raison, « la trahison des dirigeants hongrois et leur alliance raciste avec l'apartheid ».

La vérité exige pourtant de souligner que l'accueil réservé au représentant du régime de l'apartheid par le gouvernement est dans le droit fil de la politique étrangère de Gorbatchev. En effet, c'est dans la *Pravda* du 20 août 1989 que l'on pouvait lire ceci : « Une nouvelle génération d'hommes politiques, moins fermement liée à l'idéologie de l'apartheid, est en train d'accéder au pouvoir en Afrique du Sud. (...) Si l'on en croit leurs déclarations, ils comprennent le caractère inévitable du changement et se déclarent prêts à conduire l'Afrique du Sud sur le chemin de réformes raciales. (...) Les réformes adoptées par l'ex-président Pieter Botha ont préparé la transformation des barrières raciales en barrières sociales. » Les risques de déstabilisation viennent « non seulement des extrémistes blancs, mais également de l'extrême radicalisation de la communauté noire ».

Il y a, dans ces événements, le fruit d'une logique implacable. Le renouement de la sainte alliance contre-révolutionnaire impose de se battre sur tous les fronts, d'Europe en Asie, d'Afrique en Amérique, contre le mouvement émancipateur des travailleurs, de la jeunesse et des peuples opprimés. Sur tous les fronts : l'Amérique centrale vient d'en faire la sanglante expérience.

Le 14 novembre 1989, George Bush exige de Gorbatchev qu'il cesse de livrer des armes en Amérique centrale. Le 10 décembre 1989, Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, déclare : « L'URSS a unilatéralement suspendu ses livraisons d'armes au Nicaragua. »

Lors de l'offensive de la guérilla salvadorienne contre la dictature de M. Cristiani, Moscou, le 13 novembre, publie un communiqué qui indique : « Plus que jamais, les adversaires doivent faire montre de retenue et de réserve. »

Pour Gorbatchev donc, la dictature d'extrême-droite et la guérilla sont sur le même plan. Ce qui revient à laisser en place le pouvoir existant, à encourager la sanglante offensive de la contre-révolution armée financée par les USA.

Le 11 novembre, Moscou avait déjà publié une déclaration relative à l'Amérique centrale, qui comportait le passage suivant : « L'aide militaire aux forces irrégulières et aux mouvements insurgés doit cesser. »

La suite logique, ce fut l'intervention militaire au Panama, approuvée tout particulièrement par la France : « L'attitude très compréhensive d'un pays comme la France, pourtant d'ordinaire très critique à l'égard de la politique centre-américaine des USA a certainement été également appréciée. » (Le Monde du 31 décembre 1989.)

Que l'on ne s'y trompe pas. Le déploiement sans précédent d'efforts, d'énergie et d'initiatives pour tenter de verrouiller la situation mondiale donne la mesure de

l'effroi qui envahit les dirigeants impérialistes et bureaucratiques face à la vague de la révolution mondiale.

Le sommet de Malte n'aura pas permis de substituer un nouvel ordre de remplacement à celui de Yalta et Potsdam.

Non sans raisons, *Le Figaro* écrit, le 13 décembre dernier : « Mais si les foules de RDA et de RFA se mettent en marche, qui les retiendra ? Pour les Occidentaux, comme pour les soviétiques, le risque c'est que la réunification se décide dans la rue. »

Et encore, ces lignes étaient-elles écrites **avant** la révolution roumaine. Le « risque » s'étend, chaque jour davantage, à de nouveaux pays.

# Conclusion

C'est donc bien une révolution ouvrière qui a surgi en Roumanie. Une révolution qui commence, embrase tour à tour chacun des pays de l'est de l'Europe, bouleverse toutes les données antérieures, ouvre des questions nouvelles. L'« ordre mondial » pour la préservation duquel Bush et Gorbatchev, et avant eux Reagan et Brejnev, Kennedy et Khrouchtchev, Roosevelt et Staline, et avec eux Mitterrand, Thatcher, Kohl, F. Gonzalez et tant d'autres ont ligué leurs efforts, est en voie d'effondrement. Cet ordre, c'est celui, conjoint, de l'oppression bureaucratique à l'Est et de l'exploitation capitaliste à l'Ouest. Quel ordre nouveau lui succédera ? Cette question est au centre de tous les problèmes posés par la lutte de classe mondiale.

Elle est posée, par exemple, dans cette lettre que nous a adressée la section hongroise de la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction).

## Une lettre de la section hongroise de la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction)

Chers camarades,

Nous vous faisons parvenir ci-dessous des extraits d'une interview réalisée par le journal hongrois *168 Ora* (168 Heures) sur la situation en URSS auprès de quatre intellectuels soviétiques proches de Gorbatchev. Cette interview a été réalisée le 19 décembre dernier.

« Youri Vlassov : (...) Hélas, même au dernier CC, Gorbatchev a été très violemment critiqué, et le peuple ne peut rien faire pour la stabilisation de la situation car chez nous, ces questions ne dépendent pas de la volonté du peuple...»

Question : Comment réagirait la rue face à la destitution de Gorbatchev ? Pourrait-elle le défendre ?

Youri Vlassov : J'en doute, car le désespoir de la rue augmente de jour en jour à cause des conditions de vie, et beaucoup disent que le responsable direct de cette situation est Gorbatchev lui-même. Ils ne comprennent pas ce qui se passe en réalité...

Question : Donc la route est libre pour un retour en arrière ?

Youri Vlassov : Aujourd'hui, même si la réaction prenait le pouvoir, elle ne pourrait pas s'y maintenir, car il est impossible de nourrir les gens avec une épée...

Question à Roy Medvedev (conseiller de Gorbatchev — NDR) : Comment jugez-vous la situation de Gorbatchev ?

Roy Medvedev : La situation est extrêmement grave pour Gorbatchev et son maintien en place dépendra de son art politique.

Indépendamment de ce que pense Gorbatchev, il lui est nécessaire de faire une politique centrisme. Il avance par compromis dans une situation où l'appareil le pousse de plus en plus à droite en même temps que la gauche le critique de plus en plus violemment. Gorbatchev s'est avéré être l'homme de la politique des compromis, mais sa situation devient de plus en difficile. Mais j'espère qu'il réussira à repousser les attaques (...).

Question : Comment voyez-vous la position de Gorbatchev ? Est-elle devenue stable ?

Fedor Bourlatski (dirigeant de la section juridique du Parlement — NDR) : Effectivement, les attaques se sont renforcées contre la personne de notre président. Pourquoi ? Ce sont les très graves illusions à cause des problèmes économiques non résolus. Tout premièrement, le manque de denrées et d'articles quotidiens de consommation courante et, d'autre part, aussi la liberté des individus s'est trouvée renforcée. Et bizarrement, les individus ne savent que faire de leurs droits renforcés. Gorbatchev est en danger, mais je ne crois pas qu'on puisse l'éliminer comme on l'a fait avec Khrouchtchev en 1964. Je ne vois pas d'analogie possible, mais le danger est réel.

Question : Selon vous, ses détracteurs n'ont pas la force d'organiser sa destitution ?

Fedor Bourlatski : Je suis convaincu qu'ils n'ont pas cette force car Gorbatchev est soutenu par le Politburo et, contrairement à des bruits qui courent, aussi par le CC, même si certains ont mené combat contre lui. Gorbatchev est soutenu par l'armée, le ministère de l'Intérieur et même par le KGB et, ce qui est plus important encore, dans le Soviet suprême, ses défenseurs ont la majorité absolue.

Le plus grand danger peut venir de la rue.

Beaucoup pensent à ce qui s'est produit en RDA, Tchécoslovaquie, c'est-à-dire, si des millions sortent dans la rue, ils réussiront à changer le gouvernement contre un système plus progressiste. Mais c'est là une illusion absolue et très dangereuse.

L'URSS n'est pas la RDA, ni la Pologne, ni même la Hongrie. Ici, les traditions de la culture politique, juridique sont à un niveau très bas et si chez nous, néanmoins, cela se produisait, et Dieu nous en préserve, les résultats ne pourraient qu'en être forcément très conservateurs : un pouvoir répressif et le mouvement populaire reculerait au lieu d'aller en avant. » (Fin de la citation.)

Il nous semble que cette interview, indépendamment du point de vue politique des personnes interrogées, permet de mettre en lumière deux questions importantes.

D'une part, elle illustre l'aggravation permanente de la crise politique et institutionnelle qui secoue l'URSS. Bien que le monde entier s'extasie sur l'habileté politique de Gorbatchev, il n'en demeure pas moins qu'il est pris en tenaille entre les diverses fractions de la bureaucratie (notamment entre celle qui lui reproche de ne pas aller assez loin et assez vite dans le sens des réformes économiques pro-marché, et celle qui trouve qu'il va trop vite et trop loin et craint une réaction radicale de la part de la population) et qu'il ne dispose pas du soutien populaire, car le peuple est lassé de voir sa situation matérielle se détériorer de jour en jour.

D'autre part, il est évident à nos yeux que la démocratie, c'est le droit des peuples d'Union soviétique, et de sa classe ouvrière, à agir de manière indépendante pour faire prévaloir leurs intérêts. Les propos rapportés dans l'interview témoignent d'une évidente volonté de dramatisation (en mettant l'accent sur le « *renversement de Gorbatchev* »). Quant à l'argument concernant le « *niveau très bas politique et juridique* », nous nous souvenons l'avoir entendu au sujet de la Hongrie, de la Roumanie, de la Pologne... Et pourtant ! Pour notre part, nous sommes au contraire convaincus que les travailleurs de l'URSS, comme ceux de Hongrie, de Roumanie, de RDA et d'ailleurs, constituent la seule force sociale à même de résoudre les graves questions posées aujourd'hui à l'URSS, et nous sommes convaincus que l'une des toutes prochaines étapes majeures de la révolution politique se jouera dans ce pays et verra cette intervention directe de la classe ouvrière.

Comment ne pas partager cette conviction quand on lit ce qui suit, rapporté dans la presse française du 12 janvier 1990.

« Perdant pour la première fois son sourire dans un dialogue avec un vieil ouvrier lituanien qui défendait l'indépendance de sa République, Mikhaïl Gorbat-

chev a rompu brutalement la conversation en prédisant des « temps très difficiles » pour la Lituanie.

La télévision lituanienne a diffusé, hier soir, ce dialogue tourné en fin de matinée dans une usine de moteurs de Vilnius que visitait le chef de l'Etat soviétique.

Voyant un vieil ouvrier brandissant sur son passage une pancarte réclamant « l'indépendance totale pour la Lituanie », le chef du Kremlin l'a interpellé : « Qui t'a dit de préparer cette pancarte ? »

— L'ouvrier : Personne, je l'ai écrite moi-même.

— Gorbatchev : Qui es-tu, où travailles-tu et comment imagines-tu l'indépendance totale ?

— Je me l'imagine comme dans les années 1920, quand Lénine a reconnu la souveraineté de la Lituanie, parce qu'aucune nation n'a le droit d'attaquer une autre nation.

— Je sais parfaitement que la Lituanie était très provinciale. Aujourd'hui la Russie lui vend de l'or, des métaux, des carburants à bas prix. Au sein de la grande famille, la Lituanie est devenue un pays développé...

— L'ouvrier l'interrompt : Savez-vous combien de Lituaniens ont été envoyés en Sibérie dans les années 1940 et combien sont morts ?...

— Je ne veux plus parler avec ce vieux, si une telle attitude et de tels slogans existent en Lituanie, alors, elle peut s'attendre à des temps très difficiles. Je ne veux plus parler avec vous.

M. Gorbatchev a ainsi interrompu brutalement l'échange. Entre temps, son épouse Raïssa avait voulu intervenir, « Tais-toi », lui a intimé le numéro un soviétique. »

Il a raison, le vieil ouvrier lituanien, de défendre la position de Lénine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la bureaucratie.

L'histoire reprend son cours. La lutte sera difficile. Les obstacles seront là, dressés par l'impérialisme et les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale. Cependant, les ouvriers qui par leur mouvement et leurs comités ont abattu la dictature de Ceausescu veulent autre chose que de se voir imposer, même par le nouveau gouvernement, les mesures anti-ouvrières de la dictature :

« Bucarest, 11 janvier (AFP) - Des mouvements de protestation contre la réintroduction des tickets de rationnement pour les produits alimentaires se sont produits, jeudi, dans la grande ville industrielle de Brasov (centre de la Roumanie), a-t-on appris de bonne source sur place.

Dans les magasins d'alimentation, les vendeurs ont été pris à partie par la foule qui leur reprochait la mauvaise qualité des aliments, a-t-on indiqué de même source.

Les conditions de ravitaillement en produits alimentaires sont mauvaises dans tout le département de Brasov, précise-t-on de même source.

Cette source, interrogée par téléphone depuis Bucarest, n'a pas été en mesure de confirmer la rumeur circulant à Bucarest selon laquelle des manifestations auraient eu lieu dans des quartiers périphériques de la ville.

En 1987, des émeutes avaient éclaté dans les quartiers ouvriers de Brasov où des ouvriers étaient descendus dans la rue pour réclamer "du pain et de la lumière" (courant électrique).

Le nouveau régime avait supprimé dès son arrivée au pouvoir les tickets de rationnement instaurés pour les produits alimentaires de première nécessité (huile, sucre, beurre, viande, charcuterie notamment) par l'équipe Ceausescu. »

Un ordre mondial nouveau est nécessaire. S'il s'agit de permettre à l'humanité de reprendre sa marche en avant, d'éliminer les maux atroces qui la frappent, cet ordre s'appuiera sur la seule classe sociale progressiste. Ce sera un ordre des ouvriers, de la paysannerie laborieuse et de la jeunesse, un ordre ouvrier et démocratique. Il sera fondé sur la coopération utile des travailleurs. Utopique ? Le mouvement pratique est en marche, qui y conduit.

Qu'on prenne connaissance, par exemple, de cet échange télégraphique.

— Bonsoir. Nous sommes le central télégraphique de Bucarest. S'il vous plaît, aidez-nous. Nous sommes des ouvriers de ce central.

— Bonjour. Ici le syndicat Force ouvrière des transmissions internationales. Nous sommes prêts à vous aider. Que souhaitez-vous ?

— Merci beaucoup ! Nous, ouvriers du central TG de Bucarest, voulons former des syndicats libres mais nous n'avons pas d'expérience. Voulez-vous nous donner quelques lignes directrices. Nous voulons élaborer notre programme. Pouvez-vous nous indiquer une plate-forme ?

— Il est toujours difficile de conseiller, mais en ce qui concerne notre syndicat, il comporte deux aspects : ses principes et ses structures.

- Ses principes : la solidarité interprofessionnelle. Le syndicat défend les intérêts matériels et moraux des individus quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

- Ses structures : nous sommes regroupés par syndicats de même catégorie (des gens qui font le même travail). Deuxièmement, nous sommes regroupés par branches (travail différent dans une même profession). Exemple : les différents métiers des transmissions.

Chaque syndicat par profession appartient à une confédération, c'est-à-dire à un regroupement de toutes les professions au niveau national.

Il existe donc une plate-forme nationale interprofessionnelle sur des revendications communes à tous (salaires, droit à la santé, etc.). Il existe des plates-formes professionnelles pour unifier les revendications d'une même profession (techniciens du télégraphe, techniciens des transmissions de données, etc.), puis des plates-formes locales (conditions de travail d'un service, effectifs, sécurité, etc.). Avons-nous répondu à votre question ? Les plates-formes, c'est d'abord la discussion avec les ouvriers. OK ?

— Je comprends très bien votre système de plates-formes, mais quelle organisation pouvons-nous mettre en place dans un central télégraphique comme le nôtre ?

— Aviez-vous déjà des syndicats ?

— Non, les syndicats de Ceausescu sont défunts. Aujourd'hui, nous n'avons pas de syndicats.

— Vous pourriez créer une association à laquelle adhéreraient librement les ouvriers. Nous ne pouvons vous donner de conseils pour la faire reconnaître officiellement. Cependant, vous verrez vite la nécessité d'unifier plusieurs associations de plusieurs entreprises.

— Oui, nous comprenons, mais pouvez-vous nous indiquer votre schéma d'organisation pour un central TG comme le nôtre ? Nous voudrions avoir un modèle.

— Schéma du syndicat : nous avons un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et une commission exécutive. Mais l'organisation chez nous dépend de la taille, de l'importance des entreprises. Combien êtes-vous dans votre service ?

— Nous sommes 400 ouvriers.

— Sur les bureaux d'environ 400 ouvriers, nous fonctionnons comme je vous l'ai indiqué ci-dessus.

— De combien de membres est composé le comité exécutif ?

— Il est élu par les adhérents. Sur un bureau de 400, le nombre des membres du comité peut aller de 15 à 20 personnes.

— Merci beaucoup, vous nous avez donné de précieux renseignements. Vive la France ! Vive la liberté !

— Nous vous conseillons de soumettre à la discussion d'une assemblée générale massive la structure, la composition du syndicat ou de votre comité. Les Français ont suivi avec joie la chute de Ceausescu. Nous souhaitons faire tout notre possible pour vous aider. Nous aimerais rester en contact avec vous.

— OK ! Nous vous rappellerons quand nous aurons terminé les élections libres. Encore une fois, merci, merci.

— Bonne chance et bon courage. (Pierre et Alain.)

— (Pierre et Stéfane.)

Des ouvriers qui se contactent, spontanément, sans passer par des « intermédiaires » qui prétendent parler en leur nom, aujourd’hui pour bâtir des syndicats, demain... L’heure est au combat pour l’Internationale ouvrière. L’heure est à la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite, reproclamée. Plus que jamais, « *L’Internationale sera le genre humain* ».

## 109. *Le Comité Unifié du Bureau d’action du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIP) réuni en janvier 1990*

Il y a 52 ans, le conseil de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, à Paris, approuva la IV<sup>e</sup> Internationale et vota contre l’action et les débats de la IV<sup>e</sup> Internationale. A cette époque, la IV<sup>e</sup> Internationale et le CIP étaient deux entités distinctes. Aujourd’hui, le CIP, fondé par Staline, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

## TRIBUNE INTERNATIONALE

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Il y a 52 ans, le bureau révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et des débats survenus à Paris, à l’heure complète, mirent à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990, dans les périodes de révolution, de guerre et de dictature, à l’heure de l’action et des débats de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l’heure de la direction de Khrushchev, qui échoua à faire parvenir toutes les déclarations de principe de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec Lénine à 08h00 le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

## **LA VÉRITÉ**

**Revue théorique du comité central du PCI**  
**Paraît tous les semestres**

**FRANCE :**

- 1 an : 4 numéros
- pli ouvert : 80 F
- pli fermé : 120 F

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre**

**FRANCE :**

- 1 an : 8 numéros
- pli ouvert : 100 F
- pli fermé : 150 F

**Une formule d'abonnement groupé :**

### **LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale

- pli ouvert : 150 F
- pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

## ANNEXE

# Adresse de la session du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) réuni en janvier 1990

Il y a 52 ans, le congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale adoptait le *Programme de transition*, intitulé *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*. A cette époque, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections étaient accablées par les plus terribles persécutions organisées par Staline, qui allaient faire périr par dizaines et dizaines de milliers les bolcheviks fondateurs, avec Lénine et Trotsky, du premier Etat ouvrier.

Durant ces 52 ans, la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés a suivi une marche complexe, connaissant les plus fortes poussées en avant, et des périodes de recul, des succès et de durs échecs. Mais sur le fond, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré sous la direction de Léon Trotsky, qui allait tomber sous les coups meurtriers du tueur de la Guépéou (NKVD) a été vérifié. A la fin de l'année 1989, en quelques jours, le peuple travailleur de Roumanie a renversé la dictature bureaucratique de Ceausescu.

Durant toute l'année 1989, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Bulgarie, en Roumanie, en URSS même, la révolution politique ouverte contre la bureaucratie s'est affirmée dans le mouvement des nationalités et des peuples opprimés par la bureaucratie, en étroite relation avec l'action mondiale de la classe ouvrière qui, exprimée en particulier dans les grandes grèves des mineurs soviétiques, manifeste la volonté des travailleurs soviétiques d'édifier des organisations indépendantes.

Et dans le mouvement même de la révolution politique antibureaucratique, c'est le monde de Yalta et Potsdam qui est tout entier ébranlé. C'est la remise en cause du monde de Yalta et Potsdam, le monde de l'exploitation et de l'oppression des peuples qui ouvrira au peuple noir d'Afrique du Sud, au peuple palestinien de l'Intifada, de nouvelles perspectives. C'est cette remise en cause que le ministre israélien Shimon Peres a regrettée en saluant la mémoire de Ceausescu.

Le Conseil général a établi que dans le monde entier, les travailleurs, les peuples ont suivi avec la plus grande attention la mobilisation révolutionnaire contre le régime bureaucratique de Ceausescu. Chacun et tous comprennent que la généralisation des comités élus dans les entreprises, les villes et les villages, soulève avec force la question du pouvoir ouvrier et démocratique. La révolution des ouvriers et des paysans s'est dressée contre le pouvoir de la bureaucratie s'identifiant au pouvoir de la sanglante Securitate, contre une bureaucratie corrompue, asservie à l'impérialisme qui a fait de la Roumanie un pays exsangue, imposant par le sang et la misère le remboursement de la dette externe au FMI, aux banques étrangères. Cette dette n'est pas celle des peuples, elle est l'instrument du pillage organisé de la Pologne, de la Hongrie, de la Yougoslavie, du pillage des peuples d'Amérique latine et d'Afrique dominés par l'impérialisme ; elle alimente le parasitisme et la spéculation du système du capitalisme décadent.

L'heure du règlement de comptes des travailleurs et des peuples soumis à l'oppression de la bureaucratie mise en place par Staline arrive plus tard que ne l'espérait et ne l'escamptait Léon Trotsky. Mais elle est arrivée et la révolution politique antibureaucratique qui entraîne l'effondrement de l'équilibre de Yalta à l'Est donnera la plus grande impulsion au combat mondial engagé par les travailleurs et les peuples, qui s'est exprimé et s'exprime sur tous les continents. Soulèvement des peuples et des travailleurs au Venezuela contre les plans de misère imposés par le FMI qui entend imposer, comme il le fait au Mexique et sur tout le continent latino-américain, la privatisation des services publics et des industries nationalisées ; résistance du peuple nicaraguayen défendant son indépendance nationale et les conquêtes de la révolution ; luttes menées par les travailleurs d'Europe, en Espagne, en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, contre les plans de régression sociale et de misère centralisés par les douze gouvernements constituant l'état-major anti-ouvrier et antipopulaire de la CEE.

Préparé par la marche de l'histoire, c'est un tournant mondial qui se réalise, dans les relations entre les classes, les gouvernements et les partis. Tandis que toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production décadent se révèlent avec force, les bureaucraties, pour tenter de sortir l'URSS, la Chine, les pays de l'Est, des conséquences désastreuses de leur gestion de l'économie et de l'Etat, s'engagent dans la perestroïka de Gorbatchev qui ouvre la voie à la destruction de la propriété sociale, à la restauration du capitalisme.

La Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie connaissent déjà les conséquences de cette politique dirigée vers le retour à la propriété privée : la hausse des prix, les plans de restructuration, la réforme économique promise par Gorbatchev, dictée par le FMI, accompagnant des plans d'austérité n'ont comme résultat que l'aggravation considérable de la situation des masses laborieuses. Par exemple, le gouvernement hongrois prévoit, pour accéder aux demandes du FMI, 30 à 40 000 licenciements. En Pologne, les prix sont multipliés par 5 pour toute une série de produits, tandis que le gouvernement admet que son plan (conforme aux instructions du FMI) entraînera la mise au chômage de 3 millions de travailleurs. Pour l'URSS, les chiffres prévus dans le cadre de la mise en œuvre de la perestroïka évaluent à 20 millions le nombre de suppressions d'emploi d'ici l'an 2000.

Le pronostic théorique, fondé sur des faits, du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est confirmé : la bureaucratie agit comme un instrument de l'impérialisme et du FMI. Elle ouvre la voie à la restauration du capitalisme, à la destruction de la propriété sociale, qui signifient pour ces pays une véritable recolonisation. L'avenir qu'offre la bureaucratie aux peuples de l'URSS, de Chine, des pays de l'Est, est celui de l'Amérique latine, de l'Afrique. C'est l'avenir dicté par le FMI qui exige, avec la liquidation des industries nationales, des dizaines de millions de chômeurs, la paupérisation absolue de millions d'hommes, de femmes, de jeunes.

Rejetant ce programme de la bureaucratie en URSS, en Chine, en Europe de l'Est, les masses se dressent contre les dictatures policières des bureaucrates corrompus voulant à tout prix garder leurs priviléges. Les milliers et milliers d'êtres humains assassinés par la Securitate témoignent de l'atrocité de régimes policiers hérités de Staline. Le mouvement révolutionnaire démantèle de fond en comble l'appareil des Etats bureaucratiques, les masses cherchent une nouvelle voie. Leur route est semée de difficultés et d'embûches : la dictature policière de la bureaucratie a sali les buts du communisme. C'est le plus grand crime de Staline, de ses successeurs et de tous ceux qui dans le monde ont appuyé, soutenu, glorifié Staline.

Le communisme, ce n'est ni Gorbatchev, ni Jaruzelski, ni Modrow, ni Iliescu. Le communisme c'est le programme du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, le communisme c'est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré sous la direction de Trotsky qui, dès 1923, s'est dressé pour la démocratie contre la bureaucratie stalinienne alors en formation. Le communisme, c'est l'objectif historique, celui de l'expropriation des exploiteurs, pour sauver l'humanité des conséquences catastrophiques du maintien de la propriété privée des moyens de production que le combat de la classe ouvrière met à l'ordre du jour partout dans le monde. C'est l'objectif de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée sur le programme scientifique du marxisme qui affirme que les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Le programme de Marx, de Lénine, de Trotsky, c'est le programme de l'émancipation des travailleurs.

La destruction des forces productives, le démantèlement des industries, le gel des terres, la désertification, la famine pour des millions et des millions d'hommes, les attaques contre les conquêtes sociales, c'est là le dénominateur commun de la politique de tous les gouvernements du FMI, de la CEE, qui planifie partout dans le monde l'attaque contre la principale force productive, la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse.

Le monde bourgeois accuse le communisme d'anéantir la liberté et la démocratie. Cela est faux : c'est Staline qui, avec Roosevelt, Churchill, a signé les accords de Yalta, qui a anéanti la liberté et la démocratie en URSS et dans les pays de l'Est. C'est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale qui soulignait que la dégénérescence bureaucratique qu'avait connue le pouvoir ouvrier et démocratique issu de la révolution d'Octobre du fait de son isolement a conduit l'appareil d'Etat fondé sur les conseils et les comités élus et révocables à se transformer d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et de plus en plus en instrument de sabotage de l'économie. C'est le programme de

la IV<sup>e</sup> Internationale qui pronostiquait l'alternative : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie dans l'Etat ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettéra le pays dans le capitalisme, ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.

L'alternative est toujours ouverte. Mais la révolution politique définie par la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique s'est ouverte. Et en Roumanie, les ouvriers, les paysans, les étudiants, engagés dans la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique, édifiant dans tout le pays leurs comités élus et révocables, montrent la voie aux ouvriers, aux paysans, à la jeunesse, dans tous les pays de l'Est et au-delà.

C'est là la route sur laquelle s'est engagée la révolution portugaise qui a jeté bas en 1974 une dictature vieille de 50 ans. Route certes difficile, semée d'embûches et de difficultés de toutes sortes, dont les principaux restent d'une part l'obstacle dressé par les partis staliniens dont la banqueroute mondiale n'atteint en rien leur rôle conscient et accéléré comme courroie de transmission de l'impérialisme mondial et, par là, de la restauration capitaliste dans les pays où le capital a été exproprié. L'obstacle dressé d'autre part par les partis de la II<sup>e</sup> Internationale appliquant au gouvernement les plans de l'impérialisme : le rôle des présidents Mitterrand, et Gonzalez, élaborant les plans anti-ouvriers de la CEE, celui de Carlos Andrés Pérez, vice-président de la II<sup>e</sup> Internationale au Venezuela, qui pour payer au FMI et à la Banque mondiale la dette extérieure n'a pas hésité à réprimer sauvagement les émeutes de la faim en février 1989.

Le chemin est difficile, l'alternative est ouverte, mais les masses laborieuses et la jeunesse, pour leur propre survie et celle de l'humanité, ont montré et montrent leur capacité de combat. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire en premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. Tout dépend de l'aide que la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections apporteront au combat mondial d'émancipation des travailleurs par leur propre mouvement de classe.

• •

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR, conscient du tournant historique mondial ouvert par les développements de la révolution politique qui bouleverse l'ordre de Yalta et de Potsdam, présente aux militants, travailleurs et jeunes les tâches qu'il s'est assignées. Le Conseil général soumet ces tâches à la discussion de tous les militants, travailleurs et jeunes, aux groupes, tendances et organisations qui partout, dans tous les pays, cherchent une voie indépendante de la bourgeoisie et de la bureaucratie, des Etats, des partis staliniens et de la II<sup>e</sup> Internationale qui ont prostitué et prostituent le combat pour le socialisme.

Estimant que le besoin le plus urgent devant les grandioses événements révolutionnaires qui secouent le monde est le regroupement de ces forces politiques indépendantes, nous, partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui œuvrons à sa proclamation, nous ne présentons ni notre organisation, ni notre programme, ni les tâches qui en découlent comme un ultimatum à prendre ou à laisser. Fermement partisans de la libre discussion, indispensable à l'exercice de la démocratie ouvrière, nous sommes d'ores et déjà engagés dans le Comité de liaison international qui s'est fixé l'objectif de regrouper organisations, groupes et militants, et de les convoquer à Barcelone, à la fin de 1990, dans une Association internationale des travailleurs, dans une nouvelle Internationale ouvrière. Et c'est dans ce cadre que le Conseil général consigne ses propositions concernant quelques-unes des principales tâches à résoudre.

## I - EUROPE

C'est à Berlin, le 10 novembre 1989, que l'Europe et le monde ont connu, après les manifestations de la place Tien An Men, le plus grand bouleversement de l'après-guerre avec la destruction du Mur, le surgissement sur le devant de la scène de l'histoire des millions de travailleurs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest unis contre l'oppression des régimes bureaucratiques, pour leurs droits et la démocratie. C'est tout l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam qui est bouleversé.

**1. Allemagne :** Le Conseil général a discuté de toute la signification du grand mouvement du prolétariat allemand qui a abattu le Mur de Berlin, matérialisation de la division de la classe ouvrière et du peuple allemands, il a discuté des tâches que cela entraîne pour la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il a établi les points suivants :

- Aucune concession si minime soit-elle à la division de l'Allemagne, à la reconnaissance des deux Etats allemands. La division de l'Allemagne est contraire aux intérêts de la classe ouvrière allemande qui est une. La division de l'Allemagne a été imposée à Yalta et à Potsdam pour renforcer à l'Est le pouvoir d'une bureaucratie corrompue, à l'Ouest le pouvoir des capitalistes exploiteurs.
- L'unité de l'Allemagne ne peut être réalisée que par la classe ouvrière allemande unie contre le pouvoir de la bureaucratie corrompue qui cherche avec Modrow à établir, tout en préservant par exemple la STASI, des formes nouvelles d'oppression. La preuve est faite que le gouvernement Modrow bénéficie de l'appui ouvert du gouvernement capitaliste de l'Ouest, celui de Kohl, de l'appui de Mitterrand, et de Gorbatchev et de Bush pour un gouvernement stable en RDA.
- Un gouvernement représentant véritablement les intérêts des travailleurs et de la démocratie et les aspirations de la jeunesse devrait répondre aux revendications suivantes :

A travail égal, salaire égal, au niveau de l'Allemagne de l'Ouest.

Garantie de tous les emplois pour tous les travailleurs à l'Est et à l'Ouest.

Réduction du temps de travail sans perte de salaire et création d'emplois nouveaux, à un niveau identique à celui de l'Allemagne de l'Ouest.

Pas de travail le samedi et le dimanche.

Interdiction de tous les contrats de travail précaire.

Annulation de toutes les dettes de RDA envers les banques ouest-allemandes.

Défense des syndicats indépendants, du droit de grève.

Les mêmes droits et les mêmes acquis, un seul syndicat.

Droit à la santé gratuite pour tous.

Droit à une formation et à des études qualifiées pour tous, sans obstacles financiers.

Programme de logements sociaux, interdiction de la spéculation immobilière et foncière.

Pas de bradage des entreprises de la RDA aux banques et au grand capital. Non aux privatisations. Contrôle de la production et de la distribution par les travailleurs et leurs représentants démocratiquement élus.

Destruction totale du Mur et de la frontière.

Droits et libertés démocratiques pour tous.

Retrait de toutes les troupes étrangères d'Allemagne.

Reconnaissance de la frontière Ouest de la Pologne.

Elections libres pour toute l'Allemagne pour une Assemblée constituante souveraine.

Les travailleurs d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest veulent la suppression immédiate et totale de la police (STASI), de tout l'appareil répressif de la bureaucratie, ils veulent chasser la bureaucratie corrompue.

Suivons l'exemple de nos frères roumains, qui ont constitué des comités dans les entreprises, dans les localités, des comités élisant et révoquant les directeurs, des comités qui ouvrent la voie du pouvoir ouvrier et démocratique.

- Ni Kohl et les patrons, ni Modrow et les bureaucraties, ni les puissances alliées : aucun n'a le droit de décider en lieu et place du peuple allemand de la manière dont il veut organiser sa vie économique, sociale et politique. Nous sommes le peuple - toutes les décisions au peuple. Elections libres dans toute l'Allemagne pour une Assemblée nationale constituante.

- Des élections sont décidées dans le secteur est de l'Allemagne le 6 mai. Des élections sont décidées dans le secteur ouest de l'Allemagne en décembre 1990. Force est de constater que la direction du SPD qui dirige un parti qui rassemble la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Ouest, en n'imposant pas, s'appuyant sur la force organisée de tout le prolétariat allemand de l'Est et de l'Ouest, des élections libres dans toute l'Allemagne, accepte de fait la division de l'Allemagne et des deux Etats. Le devoir de tout parti se présentant devant les masses comme

le défenseur de leurs intérêts doit être de combattre pour un autre gouvernement, pour substituer au gouvernement Kohl et au gouvernement Modrow un gouvernement du SPD dans toute l'Allemagne dont la classe ouvrière attend qu'il réalise ses revendications.

• Les Cercles pour une politique ouvrière dans toute l'Allemagne, auxquels participent les militants de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont débattu de ces questions. Ils ont estimé que leur devoir était, pour expliquer à toute la classe ouvrière allemande de l'Est et de l'Ouest cette politique conforme à leurs intérêts, de présenter le 6 mai une liste ouvrière pour toute l'Allemagne, c'est-à-dire une candidature des travailleurs, de la jeunesse et de la démocratie. C'est pourquoi est proposé de présenter comme candidat aux élections du 6 mai en RDA Wolfgang Kolditz, travailleur de la sidérurgie chez Krupp à Rheinhausen, né à Dresde (aujourd'hui en RDA) — de même des candidats de l'Allemagne de l'Est se présenteront aux élections en Rhénanie du Nord, en Westphalie.

Le 18 février à Berlin se réunira la seconde Conférence ouvrière et jeune pour toute l'Allemagne où militants de RFA et de RDA discuteront fraternellement de ces problèmes et décideront sur les différents aspects de leur combat uni contre l'oppression bureaucratique et l'exploitation capitaliste.

Une proposition sera faite pour qu'à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte des travailleurs, des manifestations conjointes soient organisées à Duisbourg (RFA) et à Leipzig (RDA).

L'Alliance européenne des travailleurs est fraternellement invitée à prendre part à ces travaux.

**2. Réunion du Comité directeur de l'Alliance européenne des travailleurs :** En conséquence, c'est le 17 février que se tiendra à Berlin la réunion du Comité directeur de l'Alliance européenne des travailleurs.

Le mouvement de la révolution politique ébranle le monde de Yalta et de Potsdam. Il met à l'ordre du jour le rétablissement de l'unité de la classe ouvrière allemande, et pose directement en Roumanie, au travers des comités de délégués élus et révocables, la question du pouvoir ouvrier et démocratique.

C'est cet objectif que fixe, sous des formes particulières, la lutte des travailleurs dans chacun des pays d'Europe et dans toute l'Europe. L'unité des travailleurs et de leurs organisations dans chaque pays et à l'échelle de l'Europe est nécessaire pour vaincre.

« *L'Europe des travailleurs et de la démocratie* », c'est ce mot d'ordre qui a été à la base de la fondation de l'Alliance européenne des travailleurs.

La perspective de « *L'Europe des travailleurs et de la démocratie* », c'est-à-dire des Etats Unis socialistes d'Europe, se dégage de la lutte même des masses travailleuses, de leur action contre la bureaucratie à l'est de l'Europe, de leur résistance aux plans centralisés par la CEE et appliqués par chaque gouvernement à l'Ouest. Elle est la seule réponse à la dévastation des économies des pays d'Europe de l'Est par la gestion bureaucratique, à la ruine où tous les pays sont conduits par les plans du FMI et de la CEE, à l'ensemble des problèmes nationaux hérités de l'oppression et du déni du droit des peuples.

Comme l'ont montré avec éclat les revendications des travailleurs roumains (les 40 heures, interdiction du travail le dimanche, etc.), ce sont pour les mêmes buts et contre les mêmes ennemis — car la bureaucratie est l'agent des exigences du capitalisme — que combattent les travailleurs d'Europe.

Ce sont ces problèmes qui seront abordés dans la réunion du Comité directeur de l'Alliance européenne des travailleurs sur la base de l'expérience donnée par la lutte des travailleurs et des peuples et à partir de l'intervention dans ces luttes et d'une série d'initiatives dont certaines sont rappelées ci-dessous.

### 3. Journées d'études sur la révolution politique à Paris les 10 et 11 février.

Le Conseil général a approuvé la décision du PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'organiser à Paris les 10 et 11 février des journées d'études consacrées à la marche de la révolution politique.

Des militants d'URSS, de Chine, de plusieurs pays d'Europe de l'Est participeront à cette discussion. A cette occasion, ils se réuniront pour échanger leurs expériences, envisager l'action commune qu'ils entendent mener.

Les organisateurs de cette réunion proposent qu'elle soit un jalon dans la préparation d'une conférence des militants d'URSS et d'Europe de l'Est, discutant librement, s'inscrivant par là même comme un élément essentiel dans la préparation de la Conférence mondiale ouverte.

Pour sa part, au moment où la révolution politique vérifie les principes et les bases sur lesquels a été fondée la IV<sup>e</sup> Internationale, le Conseil général considère qu'il est impératif de donner toute l'aide nécessaire au développement de la section en URSS de la IV<sup>e</sup> Internationale, à la construction ou la constitution de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Chine et dans tous les pays de l'Europe de l'Est.

Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne, en Suisse, en Espagne, en Grèce et en Belgique ont décidé d'organiser dans leur pays des réunions qui prolongent, sous des formes adaptées, ces journées d'études.

#### **4. Rencontre internationale de jeunes à Berlin les 15 et 16 avril.**

Les 15 et 16 avril à Berlin, se tiendra une rencontre internationale de jeunes pour une Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Les jeunes révolutionnaires de tous les pays d'Europe répondront ainsi à l'appel de leurs camarades allemands.

La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) apporte son appui sans réserves à cette initiative.

En préparant cette rencontre — en particulier en France, en Angleterre, en Belgique, par des campagnes pour le retrait inconditionnel des forces d'occupation françaises, britanniques et US stationnées en Allemagne — les jeunes travailleurs et étudiants apportent une précieuse contribution au combat pour « *l'Europe des travailleurs et de la démocratie* », pour les Etats Unis socialistes d'Europe.

#### **5. Espagne**

Dans tout l'Etat espagnol, les travailleurs et les peuples se dressent contre la politique de régression sociale du gouvernement de Felipe Gonzalez, gouvernement de défense des institutions antidémocratiques de la monarchie. A l'initiative de l'Alliance pour la République — affiliée à l'Alliance européenne des Travailleurs —, des militants, des responsables ouvriers et syndicaux poursuivent le mouvement politique qui s'était affirmé dans la grande grève générale du 14 décembre 1988, par une campagne pour que le Parlement, où siège une majorité de députés de partis qui déclarent parler au nom de la classe ouvrière — adopte une loi d'interdiction du travail précaire.

Des rassemblements de travailleurs des banques, des transports, des travailleurs agricoles, et de la santé, de la jeunesse, ont été décidés.

Cette campagne culminera le 30 avril à Madrid dans une manifestation centrale contre le travail précaire.

#### **6. France**

De grandes grèves — comme celle des travailleurs des impôts — et un abstentionnisme ouvrier massif lors des consultations électorales sont les traits marquants de la situation.

Le gouvernement Mitterrand-Rocard qui poursuit son attaque systématique contre les droits et les conditions de vie de tous les travailleurs, défendant et utilisant pour sa politique de régression sociale tous les rouages antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République, s'enfonce dans l'impasse.

Après le succès de la manifestation européenne du 25 novembre contre le travail précaire, le MPPT a pris l'initiative d'appeler à des Assises nationales pour l'unité des travailleurs et des organisations, pour une autre politique, pour un autre gouvernement.

La préparation de ces Assises, la tenue d'assemblées ouvrières d'entreprises et locales, élisant les délégués, en feront un moyen d'aider les travailleurs à réaliser leur unité et celle de leurs organisations pour en finir avec cette politique et ce gouvernement, et par là même, constitueront un pas en avant dans la voie de la construction du parti ouvrier indépendant en France. Cela dans une situation où la crise de dislocation du PCF et les déchirements latents au sein du PS dégagent de larges possibilités d'associer militants du PS, du PCF, militants syndicaux, au combat pour l'unité, pour une autre politique, pour un autre gouvernement.

**7. AET :** Les sections et les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) en Europe s'associent pleinement à d'autres initiatives, toutes organisées dans le cadre de l'activité de l'AET.

C'est ainsi qu'a été décidée une mobilisation à l'échelle européenne lors du 8 mars (Journée internationale des femmes) contre la levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Ce sera l'occasion de marquer l'unité effective du combat des travailleurs à l'Est

et à l'Ouest, au moment où les travailleuses de Roumanie ont joué un rôle central dans la révolution roumaine, arrachant l'abolition du travail le dimanche. Signalons à ce sujet qu'à la session du B.I.T. (Bureau International du Travail) de juin 1989, la question de la levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes a été posée pour être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de 1990. Alors que toutes les organisations syndicales ouvrières étaient contre, le porte-parole de tous les gouvernements (Kohl, Mitterrand, Thatcher, Gorbatchev, gouvernements de l'Ouest et de l'Est) défendant cette mesure de régression sociale, était le représentant du gouvernement Honecker chassé depuis par les travailleurs allemands.

**8.** L'un des traits de la dictature de Ceausescu — comme du pouvoir de la bureaucratie dans tous les pays où il existe une question nationale, ce qui est aussi le cas en URSS où le stalinisme a entretenu et aggravé tous les problèmes nationaux hérités du tsarisme — a été sa féroce oppression des minorités nationales, en particulier de la minorité hongroise dont on sait le rôle qu'elle a joué dans la révolution roumaine.

Tous les Etats de l'Europe centrale et orientale renferment dans leurs frontières des nationalités différentes. La révolution politique repose avec force l'ensemble de ces problèmes dans cette région où la Grèce occupe une position centrale. Le Conseil général a demandé à la section grecque de préparer un document sur la question de la Fédération balkanique dans la perspective de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

## II - AMERIQUE LATINE

**1.** L'invasion du Panama représente un effort de l'impérialisme nord-américain pour recouvrer pleinement sa capacité d'intervention directe. Cet effort est imposé par la tendance à l'épuisement des solutions des régimes « à façade démocratique » pour contenir les masses, comme contrepartie de l'affaissement des Etats et de l'accroissement de la misère des masses dues aux pressions recolonisatrices.

Pour cette invasion, les Etats-Unis ont compté avec la coopération bienveillante de la bureaucratie soviétique décidée dans le sommet de Malte, et avec le soutien actif des bourgeoisies latino-américaines. Son objectif est la préparation d'une agression contre le Nicaragua, en resserrant l'encerclement de Cuba. L'invasion préfigure le type d'administration coloniale directe que les Etats-Unis veulent imposer au continent afin de faire payer la dette extérieure.

**2.** L'invasion du Panama constitue ainsi un trait du tournant historique de la situation mondiale, tel qu'il s'exprime en Amérique latine.

Les explosions sociales qui se succèdent se réalisent maintenant dans une nouvelle situation, globalement révolutionnaire, qui peut déclencher des crises révolutionnaires directes pratiquement dans n'importe quel pays du continent, situation où la révolution centro-américaine reste l'avant-garde nourrie par la montée des masses au Brésil, au Chili, au Pérou, etc.

**3.** Les bourgeoisies et leurs gouvernements encadrés par les divers mécanismes de paiement de la dette extérieure, tout au long de cette décennie depuis l'ouverture de la crise de la dette en 1982, sont en train d'évoluer vers leur transformation en véritables enclaves pro-impérialistes de plus en plus incapables de défendre les droits nationaux même de façon limitée. C'est là un élément clé du processus de recolonisation dont le paiement de la dette en Amérique latine constitue un rouage. Face à lui, l'ensemble des travailleurs et aussi l'ensemble des nations du continent ont besoin de gouvernements qui disent non au FMI, de gouvernements qui annulent concrètement le paiement de la dette extérieure ouvrant la perspective d'un avenir pour la région. Ce serait aussi la manière de sortir Cuba et le Nicaragua de l'isolement auquel ils sont soumis par le bloc impérialiste.

**4.** L'extraordinaire crise de l'appareil du Kremlin prend forme sur le continent. D'autre part, la bourgeoisie tente de présenter les événements de l'Est comme « la mort du communisme ». C'est notre tâche, sur la base des faits, que de rétablir la vérité de la crise des Etats bureaucratiques, agences de l'impérialisme.

Nous sommes pour la défense effective de la révolution cubaine que l'accord Bush-Gorbatchev cherche à étrangler au compte de l'impérialisme US. Cette défense ne peut être réalisée seulement par des manœuvres diplomatiques, mais avant tout par la mobilisation des travailleurs et des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme et ses agents. Personne ne saurait sous-estimer les difficultés imposées par l'accord entre Washington et Moscou dénon-

cées à juste titre par Castro, mais force est de constater que la politique de manœuvres qui est la position constante du castrisme, marqué par sa volonté de défendre l'appareil bureaucratique du Parti communiste cubain, au nom du « socialisme dans une seule île », a épousé de plus en plus ses effets. De même il ne saurait être question de sous-estimer la montée de la pression conjointe exercée par Bush et Gorbatchev sur la direction sandiniste. Mais la décision d'abandonner l'aide au FMLN du Salvador après que Gorbatchev a relayé les exigences de l'impérialisme américain n'offre aucune issue au Nicaragua, bien au contraire. L'issue positive c'est, répétons-le, avant tout la mobilisation des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme.

**5.** Partant des résultats du Tribunal international de Lima de septembre 1989, qui a ouvert une nouvelle étape pour l'ensemble de nos forces en Amérique latine dans une action commune centralisée, l'axe de notre travail dans la prochaine période est la mobilisation pour la Conférence de Barcelone avec la préparation de la conférence mondiale des sections.

**6.** C'est ainsi que nous mettons en application la principale décision du Tribunal qu'est la campagne sur tout le continent pour la grève générale continentale contre la dette. La capitulation des bourgeois, incapables même d'une négociation conjointe, laisse toute l'initiative à la lutte des travailleurs pour la défense de la souveraineté nationale, avec leurs méthodes, donnant par avance le contenu d'un gouvernement qui annulera le paiement de la dette, mot d'ordre qui actualise à l'échelle continentale le gouvernement ouvrier et paysan.

**7.** Depuis le Tribunal international de Lima, un *Livre blanc* a été publié au Pérou où a aussi été publié le premier bulletin de la Grève continentale, et des réunions se sont tenues de comités nationaux au Chili (où un bulletin particulier a été édité), au Mexique (où est convoquée une réunion pour janvier) et au Brésil (qui convoque une réunion de syndicalistes en mars).

La prochaine étape est l'organisation de la rencontre latino-américaine de syndicalistes pour la grève générale continentale, les 8, 9 et 10 juillet à São Paulo. Nous proposons que la préparation de la rencontre s'ordonne sur une campagne de motions adoptées par des fédérations, des syndicats et des instances syndicales de base, s'adressant aux centrales syndicales d'Amérique latine, leur demandant de se concerter pour prendre les mesures nécessaires à la réalisation de la grève continentale contre la dette. C'est ainsi que prenant pour point d'appui la mobilisation des syndicats, la campagne s'adressera à l'ensemble des forces du mouvement populaire, des partis concernés par le combat anti-impérialiste qu'implique la lutte pour le non-paiement de la dette.

**8.** Nous engageons toutes les sections latino-américaines à apporter leur appui à la diffusion du bulletin édité en espagnol à Lima et qui sera traduit en portugais au Brésil, c'est par la diffusion du bulletin que nous pourrons contribuer aux frais des délégations à la rencontre qui de toute façon sera totalement autofinancée.

**9.** D'ores et déjà, du combat pour la grève générale continentale se dégagent les militants, tendances et groupes les plus avancés qui s'associent sur leur propre plan à la lutte pour une Internationale ouvrière.

a) Un élément décisif de ce regroupement sont les campagnes politiques de soutien aux travailleurs et à la jeunesse de l'Est — en particulier la campagne pour la Commission d'enquête en Chine, pour inviter un dirigeant étudiant chinois à faire une tournée au Brésil, ainsi que la réflexion et les débats qui seront organisés sur l'Europe de l'Est.

b) La rencontre latino-américaine préparatoire à Barcelone se réalisera les 10 et 11 juin à São Paulo et sera précédée de réunions nationales.

Sa préparation se fera par le débat organisé dans *La Lettre de Correspondance internationale* qui sera largement diffusée en Amérique latine, sur l'ordre du jour même de la Conférence de Barcelone.

**10.** La délégation internationale auprès du président du Mexique Salinas pour la réapparition en vie de José Ramon Garcia Gomez, aura lieu début février 1990.

**11.** Nous signalons qu'un centre d'information et de communication sur la dette extérieure sera mis en place au Pérou, centre qui aura pour mission de réunir les informations émanant des divers pays intéressés.

### III - AFRIQUE

1. Le bilan en Afrique de l'application de la ligne que nous avons commencé à traduire concrètement à travers la Conférence de Caracas, les deux conférences africaines de Dakar, la préparation du Tribunal de Lima, est positif. Une force politique s'est constituée qui a réussi à jeter les bases d'un cadre continental de résistance aux plans destructeurs de l'impérialisme. C'est une force qui a aujourd'hui la possibilité concrète d'intervenir pour contribuer à une réorganisation indépendante du mouvement ouvrier sur le continent.

2. Le travail de préparation de la III<sup>e</sup> Conférence africaine de Dakar (octobre 1990) est le moyen de combattre pour que des forces politiques et syndicales d'au moins 20 pays africains soient présentes à la Conférence mondiale ouverte. Les conséquences destructrices de la poursuite de la domination impérialiste, mettant en cause le droit à la vie de centaines de millions d'Africains et visant à la recolonisation du continent, doivent être combattues.

La question du non-paiement de la dette, de la rupture des accords qui dans plus de 30 pays africains conduisent à placer les économies sous le contrôle direct du FMI, est au cœur de la rupture avec l'impérialisme.

Aujourd'hui, pas un seul pays d'Afrique n'échappe à une situation où, sous une forme ou sous une autre, se construisent des regroupements indépendants. C'est ainsi que la préparation de la Conférence africaine d'octobre se fera avant tout avec la publication d'un manifeste posant cette question du non-paiement, manifeste qui sera contresigné d'ici un mois par des responsables d'organisations de la plupart des pays africains. En octobre, la Conférence africaine de Dakar doit être l'occasion de centraliser cette activité, jetant ainsi les bases pour qu'elle soit le départ d'une initiative internationale décidant l'envoi d'une délégation de la Conférence africaine s'adressant aux travailleurs noirs des USA pour les saisir du combat des peuples africains et de la nécessité de combiner le combat pour le non-paiement et l'annulation de la dette avec le combat du prolétariat des pays capitalistes avancés.

3. Indépendance par rapport à l'impérialisme et au stalinisme, c'est ainsi que les questions ont été explicitement posées dès la première rencontre de Dakar, dans un continent où la réalité du stalinisme, à l'exception de l'Afrique du Sud (où il représente une réalité ayant une influence de masse), n'était et n'est rien d'autre qu'une composante de la défense des Etats les plus réactionnaires.

Du point de vue de l'activité d'ensemble de la IV<sup>e</sup> Internationale par rapport à l'Afrique, la question de l'indépendance par rapport à l'impérialisme et à la bureaucratie se concentre naturellement aujourd'hui dans l'aide à apporter au peuple noir d'Afrique du Sud dans son combat matérialisé par le mot d'ordre : « *Un homme, une voix, une Assemblée unique* », contre le dispositif d'une prétendue solution négociée préservant dans les faits l'apartheid, solution qui tente de mettre en place la diplomatie conjointe de l'impérialisme et du Kremlin.

Manifester la solidarité africaine c'est en premier lieu garantir la libre circulation sur le continent des combattants noirs d'Afrique du Sud, de ceux qui se prononcent pour une Constitution souveraine, en particulier au Sénégal d'où ces militants ont été expulsés.

Par ailleurs, à la question du boycott économique doit s'ajouter celle du combat pour le boycott diplomatique du régime raciste, à l'heure où il est question d'une normalisation ouverte des relations. C'est là une activité qui dans tous les pays, sous des formes là encore différenciées, est essentielle à la préparation de la Conférence d'octobre.

4. La question de l'indépendance syndicale est posée dans toute l'Afrique sous des formes particulières. Elle représente la jonction entre le réveil des couches les plus jeunes et les anciens dirigeants nationalistes du mouvement ouvrier aujourd'hui en voie de rupture avec les Etats constitués par l'impérialisme. Dans la crise internationale et les affaiblissements de ces Etats, le « syndicalisme d'Etat » est condamné.

Dans tous les pays africains où les trotskystes sont présents, ils ont le devoir, sous des formes à déterminer eux-mêmes, en respectant l'indépendance des syndicats, de soumettre à des responsables syndicaux la proposition de participer à la prochaine Conférence syndicale de Dakar.

Dans ce cadre du combat pour l'indépendance syndicale, il est particulièrement important de livrer un combat sans merci contre l'oppression des femmes et toutes les formes d'autorité basées sur la religion. L'alliance ouvrière et paysanne, donc l'élargissement des syndicats à l'organisation de la paysannerie, en est une composante fondamentale.

Sans la constitution des syndicats indépendants organisant les paysans exploités, sans intégrer dans les syndicats les femmes paysannes, en les dégageant de l'oppression, l'alliance des ouvriers et des paysans est impossible. Il ne peut y avoir d'ouverture du syndicat aux paysans sans remise en cause des « chefferies » faussement traditionnelles dont la base organique est l'Etat et a souvent un fondement religieux.

5. La politique destructrice de l'impérialisme se manifeste par la décomposition des appareils d'Etat. Contre les masses, l'impérialisme est en train de créer des situations qui se traduisent par l'apparition de guerres ouvertes ou larvées. Des secteurs « déchus » du pillage parasitaire des appareils d'Etat tentent de s'établir en « seigneurs de guerre féodaux » en s'appuyant bien entendu sur toutes les tendances dislocatrices nées de la constitution artificielle des frontières qui ont séparé les peuples et en ont contraint d'autres à l'oppression dans des cadres nationaux arbitraires.

Le seul moyen de construire l'unité contre la dislocation, l'unité pour la rupture avec l'impérialisme, c'est le combat pour la démocratie.

C'est la démocratie dans toutes ses revendications :

- la souveraineté des peuples ;
- la destruction des Etats et appareils d'Etat formés comme instruments d'oppression ;
- la souveraineté populaire exprimée avant tout lorsque l'ordre ancien est ébranlé par l'exigence de Constituantes souveraines et non tenues au respect de l'ordre impérialiste, et donnant ainsi à la paysannerie la possibilité d'occuper la place politique qui lui revient comme composante majoritaire des peuples d'Afrique ;
- libertés politiques, syndicales, de presse et de manifestation pour les masses opprimées ;
- constitution de gouvernements issus de la volonté souveraine et dans cette mesure capables d'être un facteur de résistance à l'impérialisme parce que forts d'être la représentation légitime des peuples ;
- l'indépendance de l'Etat par rapport à toutes religions, facteur essentiel d'unité dans le combat contre l'impérialisme ;
- l'émancipation des femmes de tout statut inégalitaire, de tout ce qui les écarte de la vie publique et les constraint à subir la triple oppression économique, sociale et culturelle ;
- dénonciation du cadre étatique dit des « frontières héritées du colonialisme » qui est à la base de la constitution de l'OUA comme pseudo-instrument « d'unité », en fait au service direct de l'impérialisme. Droit à la séparation, droit à l'unification des peuples artificiellement séparés, droit des peuples à se fédérer librement.

La IV<sup>e</sup> Internationale est aujourd'hui présente dans plus d'une dizaine de pays africains. Ces groupes, organisations ont eu et auront à se construire dans des conditions difficiles. La lutte des classes exige plus que jamais la construction de partis et d'organisations révolutionnaires, assurant la libre discussion, et où les militants, individuellement et collectivement, rendent compte chacun de l'accomplissement des tâches.

#### IV - DEFENSE DES TRAVAILLEURS ET ETUDIANTS CHINOIS

Le Conseil général a estimé qu'au moment où Bush, Thatcher, Mitterrand renouent avec le régime sanglant de Deng Xiao Ping, la campagne pour la défense des étudiants et travailleurs chinois occupe une place majeure.

Les dirigeants des organisations ouvrières indépendantes constituées à Pékin, Shanghai, Canton et dans de nombreuses villes de Chine, sont encore emprisonnés et la levée de l'état de siège ne vise qu'à masquer la répression qui existe en réalité.

L'initiative d'une Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique avait été proposée lors du Tribunal international de Lima contre la dette et a été contresignée par plus de 700 syndicalistes français ainsi que des centaines de syndicalistes et démocrates au Brésil, au Pérou, en Belgique, en Espagne, en Allemagne, en Algérie, en Suisse, en Grèce, au Canada. Cette initiative a été confirmée lors d'une réunion le 4 janvier à Paris à laquelle ont participé des militants de l'opposition chinoise.

La Commission d'enquête qui se rendra prochainement en Chine sera soutenue par la constitution de commissions d'enquête nationales et la plus large campagne publique.



Le Conseil général considère que la Conférence mondiale des sections adhérentes à la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) qu'il décide de convoquer pour la fin de l'année 1990 est motivée par la nécessité urgente, en relation avec la nouvelle étape de la situation mondiale ouverte par les développements révolutionnaires à l'échelle internationale et plus particulièrement en Chine et dans les pays de l'Est, de mettre en discussion la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'histoire nous montre que ce sont des événements historiques majeurs qui ont amené à la constitution des Internationales ouvrières. La I<sup>e</sup> Internationale de Marx et d'Engels, la II<sup>e</sup> Internationale, la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et de Trotsky ont été constituées sur la base et sous l'impulsion d'étapes décisives de la formation de la classe ouvrière comme classe, de ses combats, de ses victoires et de ses reculs.

La IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Trotsky, dans la continuité du combat de l'Opposition de gauche en URSS même et internationalement contre la dégénérescence stalinienne, a été le résultat conscient de la nécessité de regrouper l'avant-garde prolétarienne, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale qui allait plonger l'humanité dans la barbarie, ouvrant la voie aux guerres civiles et à des révolutions.

La dégénérescence qui amena à la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1950-1953 en tant qu'organisation centralisée, résultat de la position identifiant la bureaucratie stalinienne corrompue et contre-révolutionnaire avec le mouvement conscient des travailleurs, donc avec le socialisme, n'entraînait pas l'invalidation du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Tout au contraire, le tournant historique auquel nous assistons vérifie les prémisses et les conclusions du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'alternative « socialisme ou barbarie » prend les formes poignantes que nous donne le tableau réel de la marche de l'économie capitaliste avec son cortège de famines, de mort, de maladies, de déchéance, de destruction des forces productives. La mobilisation de millions et millions d'hommes et de femmes, partout dans le monde, engendre des conditions extrêmement favorables pour la construction de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour reconstruire celle-ci comme centre mondial.

Le Conseil général considère que la reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation internationale démocratiquement centralisée constitue une aide indispensable à l'unité des travailleurs et des peuples.

Regrouper l'avant-garde prolétarienne internationale dans la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée représentera également une aide pour généraliser, en relation avec la situation politique concrète dans chaque pays, les comités d'usine, les comités populaires que les travailleurs des villes et des campagnes, les jeunes constituent aujourd'hui en Roumanie.

Des milliers, des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, jeunes, paysans, des organisations, des partis, des groupes, partout dans le monde, à partir de leur expérience, voient la nécessité, pour assurer le succès de leur combat, d'une forme supérieure de coordination, d'information, de discussion, d'organisation à l'échelle internationale.

Cette aspiration trahie par les partis staliniens, par les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, ne peut trouver de réponse strictement nationale car c'est partout dans le monde que les travailleurs cherchent une voie indépendante des vieilles directions, le rétablissement de la démocratie ouvrière, la constitution d'organisations défendant leurs intérêts, c'est-à-dire d'organisations indépendantes à l'égard de l'impérialisme, du stalinisme et de la social-démocratie.

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), ouvrant consciemment la voie à la proclamation de l'Internationale, participe pleinement au Comité de liaison international pour regrouper toutes les forces ouvrières indépendantes dans une Association internationale des travailleurs.

L'année 1990 sera l'année de l'Internationale ouvrière, du combat pour sa construction, contre le vieux monde des capitalistes et des bureaucrates corrompus.

La IV<sup>e</sup> Internationale dans le combat pour sa proclamation, ses sections partout dans le monde agissent avec des militants, organisations, courants d'origines diverses pour aider à avancer vers l'Internationale ouvrière, dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale ouverte qui se tiendra à Barcelone, début 1991.

L'ensemble des tâches, initiatives et actions sur tous les continents sont marquées par cet objectif majeur.

de l'Assemblée nationale en octobre 1991. C'est à ce moment-là que le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a commencé. Il a été démontré que la loi 17 n'a pas été élaborée dans le cadre d'une étude approfondie et que les conclusions de la loi 17 étaient basées sur des informations partielles et incomplètes. La loi 17 a été adoptée sans prendre en compte les résultats de cette étude.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale. Ce débat a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

C'est à ce moment-là que le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la question de l'abrogation de la loi 17 a été mené dans le cadre d'un débat public qui a été organisé par le Comité permanent sur la réforme de l'Assemblée nationale.

## Travailleurs, militants, jeunes,

Nous posons la question à toutes et à tous : le PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, devrait-il convoquer ces Journées d'études ?

En France, ce gouvernement (comme les gouvernements précédents, comme les gouvernements des autres pays capitalistes) répète à l'envi que propriété privée et liberté d'entreprise sont synonymes de démocratie et de démocratie fondamental. Mais à Paris, en 1990, le droit de réunion est soumis aux règles de la propriété privée.

Peut-on parler d'égalité des droits démocratiques quand plusieurs millions de cantines sont nécessaires pour ouvrir une salle de réunion pour des militants ouvriers ? Voici ce qu'il en est : quelques salles seulement existent à Paris, susceptibles d'accueillir 2 500 personnes, les moins cotées (relativement) n'étaient pas libres en ce premier trimestre 1990. Seul restait disponible le Palais des Congrès. Failait-il décider de ne pas convoquer les Journées d'études ? Faisait-il renoncer à inviter les militants de RDA et de Roumanie, de Chine et d'URSS, de Bulgarie, de Hongrie, de Yougoslavie, de Tchecoslovaquie ? Nous ? Nous avons donc décidé de louer le Palais des Congrès.

Nous appelons travailleurs, militants et jeunes à venir débattre avec nous des questions vitales posées à toute la classe ouvrière, à tous les militants, par les événements grandioses qui se déroulent à l'Est de l'Europe et dans le monde entier.

caire, de liquidation des services publics et de remise en cause des conquêtes sociales de la classe ouvrière.

Les travailleurs, les militants et les jeunes de France, en revanche, applaudissent à la révolution roumaine et ses combats ouvriers et populaires ouvrant la voie à l'éducation d'un pouvoir ouvrier et démocratique, dont la nécessité s'étend aujourd'hui à toute l'Europe.

En ce sens, ces Journées d'études seront aussi, un moment du regroupement nécessaire, en France, pour faire prévaloir la cause de l'unité des travailleurs et des organisations contre les plans meurtriers de la CEE, du gouvernement et du CNPF. Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui combattaient à égalité avec d'autres militants pour construire le MPPT, il s'agit donc d'une contribution qui s'intègre à la préparation des Assises nationales pour l'unité des travailleurs et des organisations, pour une autre politique, pour un autre gouvernement. Voilà les raisons pour lesquelles nous appelons travailleurs, militants, jeunes à nous aider à réaliser ces Journées d'études.

Participez nombreux ! Prenez vos cartes de participation ! Soutenez financièrement cette initiative !

Inscription : 50 F.  
Lycéens et chômeurs : 20 F.  
Inscription et soutien : 100 F et plus

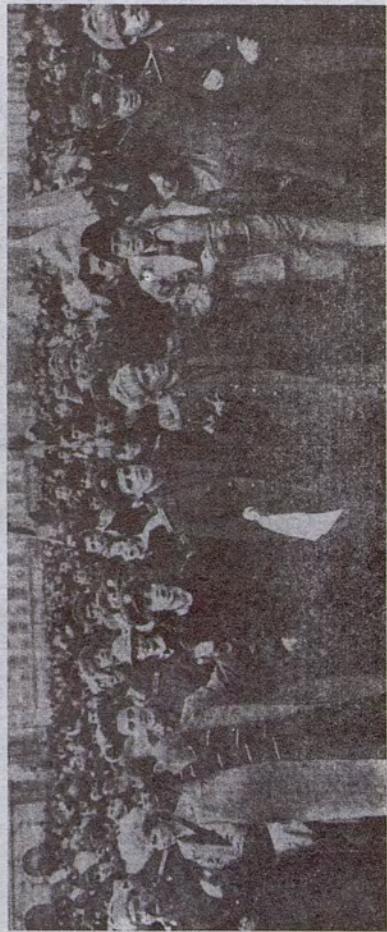


**1990**  
**120<sup>e</sup> anniversaire de**  
**la naissance de Lénine**

**50<sup>e</sup> anniversaire de**  
**l'assassinat de Léon Trotsky**

**Année de l'Internationale ouvrière**

# 1990 : LA REVOLUTION SE LEVE A L'EST DE L'EUROPE



## Travailleurs, militants, jeunes,

En vous invitant à participer à ces Journées d'études sur « la révolution (qui) se lève à l'Est de l'Europe », nous avons conscience que nous ne nous détournons pas des tâches et du combat politiques dans notre propre pays. Cartes, « notre » gouvernement applaudit aux développements en cours à l'Est de l'Europe. Mais nous ne sommes pas dupes. Ce à quoi applaudissent Mitterrand et Rocard (comme d'ailleurs Kohl et Thatcher), ce n'est ni aux combats ouvriers et populaires de Roumanie avec leurs délégués élus et évoquables, ni à l'interdiction du travail le samedi et le dimanche arrachée par la révolution roumaine au moment où Mitterrand et les divers gouvernements de l'Ouest, de l'Europe, prétendent rétablir le travail de nuit pour les femmes), ni à l'unité de la classe ouvrière allemande et de ses organisations. Ce qui, à l'Est de l'Europe, soulève l'enthousiasme de nos soutiens, c'est l'« ouverture » au marché prévue par Gorbatchev et les gouvernements en place, l'espoir de transformer ces pays en colonies de la CEE et des USA, d'y implanter l'exploitation capitaliste, avec son cortège de licenciements, de démantèlement de l'industrie nationale, de travail pré-

## Samedi 10 et dimanche 11 février 1990

### Journées d'Etudes

organisées par  
le Parti Communiste  
Internationaliste,

section française de  
la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

### Palais des Congrès Porte Maillot

Paris

(M° Porte-Maillot)

sous la présidence de  
Pierre Lambert,

avec la présence et la participation  
de militants de Roumanie,  
de Hongrie, de RDA, de Chine,  
d'URSS, de Pologne,  
de Tchécoslovaquie, de Bulgarie  
et de Yougoslavie



## SAMEDI 10 FEVRIER 14 heures-18 heures

## DIMANCHE 11 FEVRIER 9 heures-12 heures

### • 14 h-16 h

— 1989 : La révolution ouvrière contre la bureaucratie, la révolution politique : Pologne, Chine, URSS, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Roumanie.

— La question du pouvoir démocratique et ouvrier.

— Les « réformes » de la bureaucratie, la perestroïka, la remise en cause de la propriété sociale, le FMI et la question de la dette.

— Syndicats indépendants et comités.

— La bureaucratie et l'oppression nationale.

— L'unité des travailleurs à l'Est et à l'Ouest : la place du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Daniel GLUCKSTEIN

### • 16 h-18 h

— Communisme et capitalisme : propriété privée des moyens de production et propriété collective. Marxisme et « socialisme dans un seul pays ».

— Bolchevisme, stalinisme, II<sup>e</sup> Internationale, la place des mots d'ordre démocratiques dans la révolution politique (pluralisme, Assemblée constitutive, question nationale).

— Dictature et démocratie

François DE MASSOT

### • 20 h-23 h

— Réunion des militants des pays de l'Est

### • 9 h-10 h

— Compte rendu de la réunion des militants des pays de l'Est

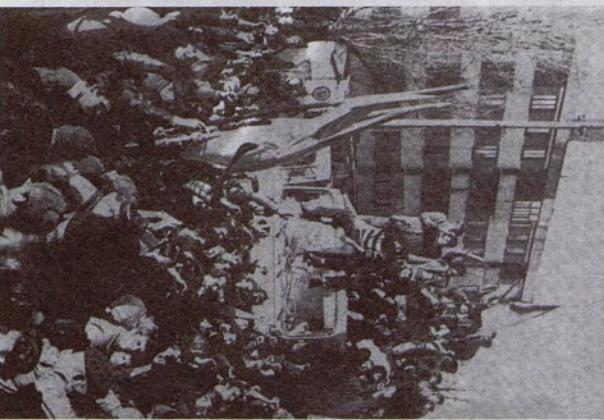
### • 10 h-11 h

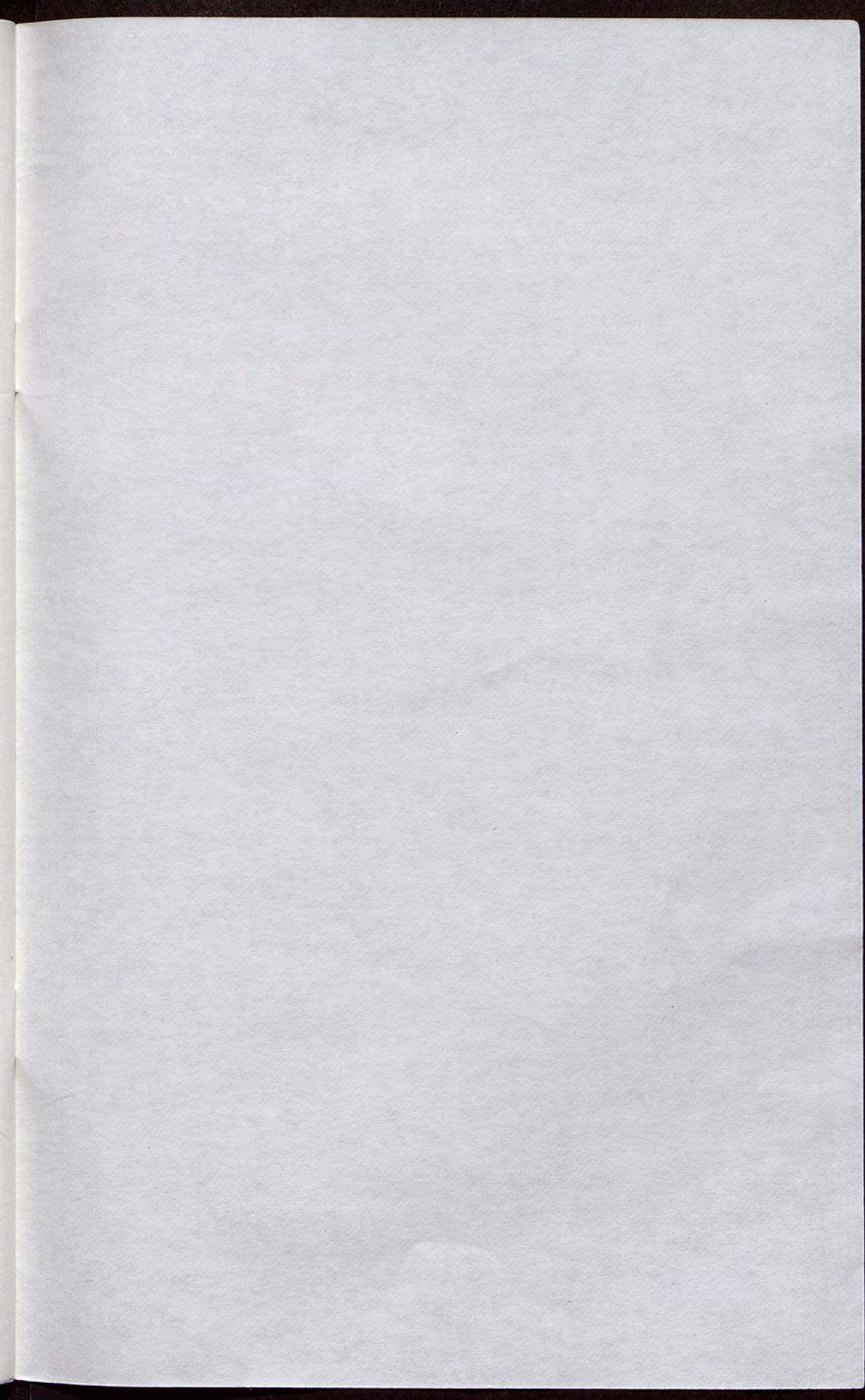
— Le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR, la re proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondialement centralisée et la Conférence mondiale ouverte pour une Association internationale des organisations ouvrières indépendantes.

### • 11 h-12 h

Andreu CAMPS

### — Propositions





THE HISTORY OF ENGLAND  
BY HENRY HALLAM

9 VOLUMES IN ONE

1841

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926

N° 605, janvier 1990